

COURANT ALTERNATIF

courant
alternatif

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N° 30 • 4 EUROS • JUIN 11

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | HS n°17 | JUIN 2011 | 4€



**LUTTES DE
LIBÉRATION
NATIONALE
UNE RÉVOLUTION
POSSIBLE ?
LUTTES DE**



M 05936-12 F. 4,00 € . RD

COMMENT FONCTIONNE « COURANT ALTERNATIF » ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion, écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51 058 Reims cedex.

COURANT ALTERNATIF

courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE

HORS SÉRIE
COURANT ALTERNATIF
MENSUEL COMMUNISTE LIBERTAIRE

Commission paritaire
0610 G 86750

Correspondance
OCL/Égrégore BP 1213
51058 Reims cedex

Directrice de publication
Nathalie Federico

CONTACTS

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com
BRETAGNE
Clé des Champs, BP 20912,
44 009 Nantes cedex 1
ou ocl.st-nazaire@orange.fr
BOURGOGNE
oclsens@yahoo.fr
CHAMPAGNE-ARDENNES
c/o Égrégore BP 1213
51058 Reims cedex
ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com
MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse
NORD
OCLB c/o La Mouette Enragée,
BP 403
62206 Boulogne s/mer cedex
NORMANDIE
CRAS, BP 5164
14075 Caen cedex
PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr
POITOU
ocl-poitou@orange.fr
RHÔNE-ALPES
c/o Maison de l'Écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
SUD-EST
La Galère BP 74217,
06 131 Grasse cedex
ÉCRIRE AU JOURNAL POUR :
Figeac, Montpellier, Orléans

OCL c/o Egrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com
<http://oclibertaire.free.fr>

POUR S'ABONNER À CA?

- Abonnement 1 an (10 numéros + hors séries) **30 euros**
- Sans les hors séries **25 euros**
- Tarifs réduits (pour les fauchés) **18 euros**
- En soutien + de **30 euros**
- Abonnement à l'essai (3 n^{os}) **5 euros**
- Gratuit**: 1 numéro sur demande

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex

L'OLS

Offensive Libertaire et Sociale est née en 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**.

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

offensive

TRIMESTRIEL D OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°

Abonnement (16 euros) Abonnement de soutien (35 euros) Abonnement institution (50 euros)
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25 euros)

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille
ou par internet: <http://atheles.org/offensive>

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET
en passant par Atheles: <http://atheles.org/offensive>

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
ols@no-log.org.

OÙ EST L'OLS

Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org
Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net
Paris
21^{ter}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org
Toulouse
offensivetoulouses@riseup.net

Édité par **Spipasso**
Imprimeur **IMB**, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux
Directeur de publication
Nicolas Sergy
Commission paritaire
1111 P 11461
ISSN 1771-1037
Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@court-circuit-
diffusion.com
Tirage
8000 exemplaires

SOMMAIRE

DECOLONISER NOS ESPRITS



- 4-5 **LES CULTURES MINORITAIRES CONTRE L'UNIFORMISATION ?**
- 6-7 **DU SENTIMENT D'APPARTENANCE**
- 8-9 **DANS LE MOUVEMENT BASQUE**
- 10-11 **QUELLE ATTITUDE VIS-À-VIS DES LUTTES**
- DE LIBÉRATION NATIONALE ?**
- 12-13 **« ON PARLE EN BRETON AU CHEVAL**
- MAIS EN FRANÇAIS AU TRACTEUR »**
- 14 **PARLER BRETON AUJOURD'HUI**



DECOLONISER NOS LUTTES



- 15-19 **CORSICA : A POPULU FATTU BISOGNA A MARCHJA'**
- 20-21 **POUR UNE BRETAGNE LIBERTAIRE ANTICAPITALISTE**
- 22-23 **KANAKY. IL EST FINI LE TEMPS DES COLONIES**
- 24-25 **LE COLONIALISME,**
- TALON D'ACHILLE DU MOUVEMENT OUVRIER**
- 26-29 **AUTONOMES ET COMMANDOS AUTONOMES**
- AU PAYS BASQUE**
- 30 **SCelta PARA**
- 31 **OPA SUR LES IDENTITÉS**
- 32-33 **L'EUROPE CONTRE LES PEUPLES**

DECOLONISER LE MONDE



- 34-36 **TURQUIE :**
- POUR LA RECONNAISSANCE SOCIALE**
- ET POLITIQUE DU PEUPLE KURDE**
- 37-39 **ALGÉRIE :**
- LES RENDEZ-VOUS MANQUÉS**
- DE LA LIBÉRATION NATIONALE**
- 40 **KABYLIE : RETOUR SUR**
- LE PRINTEMPS NOIR DE 2001**
- 41-43 **OCCUPATION EN IRAK ET CRITIQUE**
- DE L'ANTI-IMPÉRIALISME**



ÉDITO

UN CERTAIN NOMBRE DE NATIONS, parmi lesquelles la France, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis, se sont créées et développées grâce à la conquête d'autres nations. Elles ont constitué de véritables empires coloniaux, asservissant les populations locales et pillant leurs richesses. Après la Seconde Guerre mondiale, une période de décolonisation s'ouvre avec l'indépendance des Indes britanniques en 1947. Des mouvements nationalistes déjà anciens, comme c'est le cas en Algérie, s'arment et se soulèvent. Les États colonisateurs usent de différentes stratégies pour casser ces luttes. Malgré la répression féroce qui s'abat sur les populations colonisées, les mouvements anticolonialistes ont peu d'écho dans les pays colonisateurs.

Aujourd'hui encore, un certain nombre de nations habitent un territoire et parlent une langue qui n'ont pas d'existence officielle, en dépit de leur spécificité. C'est le cas des Kurdes, qui forment le plus grand peuple privé de pays dans le monde, leur territoire étant partagé entre cinq États. C'est également le cas de beaucoup de nations d'Amérique latine et d'Asie, mais aussi d'Europe. Non seulement les phénomènes d'impérialisme et de domination d'une culture par une autre n'ont pas cessé avec les décolonisations (souvent partielles), mais l'émergence de nouveaux États semble même avoir entraîné leur dissémination (par exemple en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie).

Les personnes qui défendent une langue et/ou une culture minoritaire, surtout dans nos contrées où la modernité est censée avoir triomphé des particularismes locaux, sont souvent perçues comme réactionnaires. L'ancrage sur un territoire et le sentiment d'appartenance ne sont pourtant pas l'apanage des seules luttes de libération nationale, ils font partie intégrante de toute lutte sociale. Même si les personnes qui participent aux luttes de libération nationale ne sont pas toutes révolutionnaires, un travail critique sur les mouvements de libération nationale reste à mener aujourd'hui, pour en dégager les aspects émancipateurs et ceux que nous ne souhaitons pas reproduire.

Nous n'avons pas la prétention de traiter toutes les luttes de libération nationale dans ce hors-série, ni de répondre à toutes les questions qu'elles posent, notamment celle de l'exploitation... Nous avons cependant tenté d'ouvrir quelques pistes de réflexion pour envisager les luttes de libération sous un jour nouveau.



LES CULTURES MINORITAIRES décoloniser nos esprits CONTRE L'UNIFORMISATION ?

**DÉFENDRE UNE LANGUE ET UNE HISTOIRE, CE N'EST PAS NéCESSAIREMENT SOMBREr DANS LE FOLKLORE.
CELA PEUT SIGNIFIER RÉCONCILER REVENDICATIONS CULTURELLES ET REVENDICATIONS SOCIALES.**

1. Mouloud Idir, « L'enjeu de la revendication berbère », in *À babord*, n°33.

LA DÉFENSE D'UNE CULTURE MINORITAIRE est souvent méprisée par les militant-e-s, car considérée comme éloignée des questions sociales. Cette division entre le culturel et le social est pourtant artificielle... Avant d'aborder la question de la revendication culturelle, il est nécessaire de définir cette notion, ainsi que celle de « culture », chaque personne en donnant une définition différente. La convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel de l'Unesco assimile cette dernière aux pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire, ainsi qu'aux objets, instruments, artefacts qui y sont associés, partagés par un groupe de personnes et qui le différencient des autres groupes de personnes. Dans ce sens, la culture, c'est l'histoire, la langue, la littérature, la musique, le chant, la danse, les contes, la mythologie, la religion, les jeux, les rites, les coutumes, l'artisanat, l'architecture, etc. Les revendications culturelles seraient donc celles qui touchent à toutes ces questions. Notons tout de même que, dans le cadre des luttes de libération nationale, les revendications culturelles qui reviennent le plus souvent sur le devant de la scène sont celles qui concernent la langue et l'histoire. Mais pourquoi défendre une langue ou une histoire ? N'est-ce pas un phénomène de repli ? De refus de la modernité ?

Dans une société où la culture subit un double processus d'uniformisation, par le système capitaliste et la volonté hégé-

monique des États, les références collectives à un patrimoine culturel populaire ne devraient pas faire naître de sourires narquois. Elles ne prêtent d'ailleurs à sourire que si l'on considère que les questions culturelles sont coupées de toute préoccupation sociale, que si l'on assume une division entre le culturel et le politique. C'est oublier que les revendications culturelles sont souvent le fruit de la situation de domination, de rejet ou de disqualification d'un peuple. Les États tentent de gommer les différences culturelles au sein de chaque société, ignorant de ce fait la pluralité de leur composition. C'est le cas en Europe, où la conception jacobine sévit depuis le XIX^e siècle. La France « une et indivisible » est exemplaire en ce domaine et applique à la lettre le principe qui veut qu'un État = un peuple = un territoire = une culture = une langue = une histoire. Les États issus de la décolonisation eux-mêmes ont adopté cette conception, notamment en Afrique et en Asie, « traitant leurs minorités comme les autorités coloniales avaient traité l'ensemble du peuple colonisé »¹. En Algérie, lors de la lutte pour l'indépendance, une majorité de courants nationalistes ne reconnaissait qu'une culture algérienne, liée au monde arabe et à l'islam (voir « Les rendez-vous manqués de la lutte de libération nationale », p. 37). Ces courants étant majoritaires, ils ont gagné face à la revendication de la diversité du patrimoine culturel et lin-

guistique algérien, ainsi que du passé historique de l'Algérie, défendue par les mouvements de libération berbères. À Tahiti, les acteurs du renouveau culturel mao'hi² des années 1960-1970 étaient ceux qui critiquaient la domination française et l'implantation du site d'expérimentation nucléaire français dans le Pacifique³. S'il semble que, de nos jours, les revendications culturelles se soient éloignées des revendications sociales, il faut sans doute en chercher la cause dans le fait que les partis traditionnels se sont approprié les revendications culturelles en les séparant des questions sociales. Le début de reconnaissance officielle de langues et de cultures au niveau national et international ne doit pas non plus y être étranger. Les militant-e-s ont pu y voir une première ouverture sur l'acceptation de l'ensemble de leurs revendications, et ainsi entériner la division entre revendications culturelles et sociales, en privilégiant les premières.

Le système capitaliste, lui, favorise une uniformisation des références culturelles via les séries américaines, les jeux vidéo, les nouvelles technologies, etc. Mais, dans le même temps, il opère une récupération des cultures minoritaires. Ayant intégré la critique du capitalisme comme forme d'oppression produisant de l'inauthentique, celui-ci cherche désormais à nous vendre « de l'authentique »⁴. C'est ainsi que l'industrie touristique, soutenue par les institutions et certains acteurs locaux, s'appuie sur des « identités culturelles fortes » pour attirer les vacanciers vers les destinations qu'elle souhaite leur vendre. Cela se passe bien évidemment dans le cadre Nord-Sud : les populations des anciens pays colonisateurs vont « à la rencontre » des cultures africaines, asiatiques, latino-américaines, etc. Mais cela touche aussi les territoires des pays du Nord, qui mettent en avant des traits culturels particuliers (différence de rythme de vie, pratiques sociales, langue, rituels, savoir-faire, etc.). Les sociétés elles-mêmes et leurs cultures se transforment en produits consommables qui doivent répondre aux attentes des acheteurs, avec le risque que les représentations que ces derniers se font des cultures des pays où ils séjournent prennent le pas sur la réalité de ces cultures. Les autochtones peuvent en venir à accentuer certains traits, modifiant leurs habitudes et coutumes pour répondre aux attentes des touristes. Les cultures traditionnelles ne sont plus alors que des marchandises qu'il convient de négocier et d'exploiter. Prenons un exemple « bien de chez nous » : la Bretagne. Les manifestations culturelles sont réduites à l'état de produits et s'exportent. C'est le cas de la Nuit celtique du Stade de France qui, sous prétexte de faire découvrir la musique bretonne, fait recette en diffusant une culture figée, folklorisée. Une véritable industrie a été mise en place par les capitalistes bretons, qui ont trouvé le bon filon pour écouler leurs produits, que ce soit sur leur propre territoire ou ailleurs. Ils ont ainsi créé le label « Produit en Bretagne », garant de l'authenticité des produits, même quand ceux-ci sortent par millions des usines. On peut donc se procurer un pâté, un livre ou un CD « Produit en Bretagne »... Ce n'est pas la première fois que le capitalisme reprend la critique qui lui est faite à son compte, la vidant de son sens premier.

La société de consommation renvoie chacun-e à sa solitude. Dans ce contexte, les personnes qui défendent des cultures minoritaires peuvent être porteuses d'autres valeurs, d'une envie de redevenir sujets de leur vie, de participer d'une autre manière à la vie de la cité. Bien sûr, les enjeux politiques de la défense d'une culture minoritaire ne sont pas les mêmes selon les époques ou les régions du monde. Dans le Sud, l'aide des pays occidentaux récompense les pays qui suivent les

modèles venus du Nord, notamment celui de la société de consommation⁵. Les populations du Sud ont donc souvent l'impression de ne rien pouvoir tirer de bénéfique de leurs propres cultures, majoritaires comme minoritaires, d'ailleurs. Celles et ceux qui reprennent aujourd'hui le flambeau des revendications culturelles portées par leurs aîné-e-s se retrouvent face à deux alternatives qui semblent inconciliables : suivre le chemin tracé par les acteurs et actrices culturels engagé-e-s politiquement ou celui pris par les promoteurs d'une culture folklorisée dans un contexte de recherche de reconnaissance institutionnelle ou de développement touristique. La deuxième voie semble semée d'embûches. À partir du moment où l'on considère la culture comme un patrimoine qu'il faut préserver, la tentation est grande d'en figer tous les aspects, de les mettre « sous cloche ». On ne fait plus alors que reproduire, alors que le propre de la culture est d'être vivante, d'être en perpétuel mouvement, en constante interaction avec son environnement. Certain-e-s voient dans la culture une forme de conditionnement, ce qui est vrai, en quelque sorte, mais chaque personne n'assimile pas l'ensemble des composantes d'une culture. Et il est toujours temps de faire le tri entre les éléments que l'on souhaite favoriser et ceux que l'on considère comme archaïques. La transmission, qui se fait de génération en génération mais aussi grâce à un contact prolongé, permet à cette dernière de survivre. Cela n'empêche pas les nouvelles générations ou les nouveaux arrivant-e-s de rejeter certains aspects de la culture, certaines traditions. La culture se recrée en permanence avec son environnement et son histoire, avec les échanges qu'elle a avec d'autres cultures.

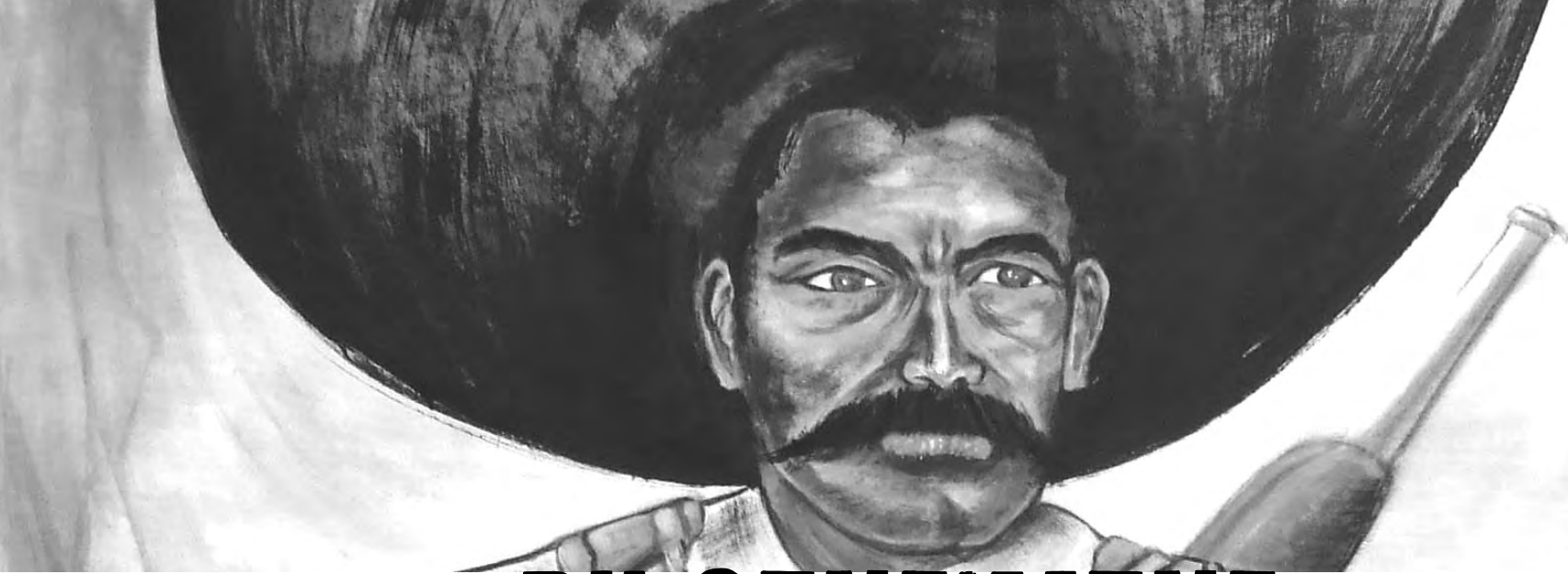
La défense d'une culture minoritaire est loin d'être intrinsèquement réactionnaire, même si certain-e-s sont dans l'immobilisme de la « pure » tradition. Un certain nombre de défenseur-e-s de cultures minoritaires font vivre l'idée de la nécessité d'une interaction avec les autres cultures. Ces autres cultures peuvent être d'ici ou d'ailleurs, voire d'ici et d'ailleurs. En France, quand on parle de cultures minoritaires, on entend les cultures basque, bretonne, corse, flamande, etc., mais les cultures issues de l'immigration font aussi partie des cultures minoritaires présentes sur le territoire français. Ces cultures ont tout autant le droit de cité et d'être défendues ici et maintenant. **Albertine**

2. Mao'hi est utilisé pour maori, plus communément utilisé en France.
3. Alexandrine Brani-Celentano, « La jeunesse à Tahiti : renouveau identitaire et réveil culturel », *Ethnologie française*, octobre 2002.
4. Luc Boltanski et Eve Chiappello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, « NRF essais », 1999.
5. Via l'OMC, le FMI et les ONG.

CULTURE MINORITAIRE OU MINORÉE ?

QU'EST-CE QUI CARACTÉRISE une culture minoritaire ? Le fait qu'elle soit dépréciée par une culture dominante, qui tente de faire passer ses défenseurs pour des personnes arriérées, des « ploucs », quoi ! Comme ces « sauvages » qui parlent une langue qui n'en est pas vraiment une : le créole. Le propre d'une culture minoritaire est d'être fabriquée, embellie et chahutée par un groupe social qui, par son expression culturelle et politique, va à l'encontre de ce que la culture dominante tente de lui imposer : le renie-

ment et l'assimilation. Il ne s'agit pas forcément d'un groupe social minoritaire. Les berbères, qui forment la majeure partie du peuple marocain, ont vu leur langue ignorée jusqu'en 1994. Leur culture n'est donc pas minoritaire, même si la langue tamazight n'était parlée que par plus d'un tiers de la population en 1994. On se trouve plutôt face à une culture minorée et niée par des institutions privilégiant une culture dominante. C'est le cas de toutes les cultures que l'on dit minoritaires.



décoloniser
nos esprits

DU SENTIMENT D'APPARTENANCE

SI LES THÈMES DU SENTIMENT D'APPARTENANCE ET DE L'IDENTITÉ SONT OMNIPRÉSENTS SUR LE TERRAIN DES LUTTES ANTICOLONIALISTES ET DE LIBÉRATION NATIONALE, ILS SONT LOIN, CENDANT, DE LEUR ÊTRE RÉDUCTIBLES.

L'HISTOIRE NOUS ENSEIGNE que, régulièrement, des identités, des « particularismes », des appartenances disparaissent sous les assauts irrésistibles de la « modernité », des guerres et du développement des forces productives.

Par exemple, c'est un lieu commun d'affirmer que la mondialisation uniformise en détruisant les spécificités, les cultures, les habitudes, les croyances ; que les différences s'estompent car partout on mange les mêmes hamburgers, on voit les mêmes séries télé, les vêtements se ressemblent, les langues disparaissent, l'anglais s'étend, etc. On sait aussi que les États-nations se sont constitués de la même manière (voir *Courant alternatif* hors-série « L'école : entre domination et émancipation »). Tout cela est, hélas, vrai et obéit à une sorte de loi qui veut que chaque nouveau mode de production qui devient dominant tende à détruire et à déstructurer petit à petit les communautés qui s'étaient constituées dans la période précédente. Le mode de production capitaliste a non seulement provoqué les mêmes effets vis-à-vis des modes antérieurs, mais encore il ne cesse de les reproduire au sein même de sa propre histoire faite de « crises », de restructurations, de re-développement. Il dévore lui-même ses enfants en détruisant les communautés qu'il avait engendrées. Et ces changements de fond se déroulent maintenant à une vitesse jamais atteinte dans l'histoire, si bien que même une seule génération n'est plus en mesure de s'installer sur toute une durée dans des repères suffisamment stables pour donner à la vie un semblant d'assise. Il serait donc totalement incompréhensible que ces déstructurations qui tombent en cascade sur des communautés humaines, imposées par un mode de production sur lequel nul n'a le moindre contrôle, ne provoquent pas des réactions de défense. Et plus même, puisque, non contents de résister, les êtres humains font de constants efforts pour recréer de nouvelles appartenances et retisser de nouvelles solidarités/identités avec l'espoir d'échapper au rouleau compresseur qui les lamine. Mais ces nouvelles identités balbutiantes qui, peut-être, deviendront celles de demain, passent généralement inaperçues face aux brutales disparitions qui focalisent l'attention des spécialistes de l'observation des sociétés. On voit ce qui disparaît, pas ce qui naît.

La question est posée. Ces réactions de défense d'un passé (même mythifié) sont-elles réactionnaires au sens strict ? La volonté d'appartenance et d'identité ne serait-elle qu'une misérable acceptation de l'ordre dominant ? L'attachement – à un lieu, à une langue, à une culture, à un groupe social, etc. – créerait-il un lien liberticide ? Serait-ce une aliénation qui se coule dans un moule dessiné par les pouvoirs, en particulier par le capitalisme, pour nous détourner de la voie royale qui mènerait à la révolution ? Un piège à cons qui s'apparenterait au nationalisme ? On constate pourtant que ces résistances ont souvent autant à voir avec un refus de se laisser arracher une part de soi-même, faite de liberté et de créativité, qui était présente dans ce qui est en train d'être attaqué, qu'à la défense pure et simple du passé comme tel. S'extirper par soi-même de valeurs dont on ne veut plus est acceptable, même si c'est difficile, se les voir arracher par ceux qui nous dominent est insupportable. Les appartenances sur le point d'être détruites, comme celles qui se recréent peu à peu, sont à la fois aliénation, obéissance, soumission, et tentatives de créer et de se réapproprier des espaces de créativité et de liberté.

Les sentiments d'appartenance semblent être quelque chose de tellement vital pour l'être humain que ceux qui ont existé ou qui existent n'ont pas été seulement imposition extérieure et aliénation, mais aussi créations volontaires des collectivités humaines. Rien n'est totalement totalitaire... Aucune idéologie, aucune dictature, aucune imposition ne fonctionneraient si elles ne laissaient pas s'exprimer une parcelle de liberté dans laquelle les gens s'engouffrent. On pourra appeler cela servitude volontaire... mais ce n'est pas seulement cela, c'est aussi la part de l'humain qui défie les pouvoirs et c'est sur cette part d'humain qu'il faut miser pour avoir une chance de changer de société. C'est dans ces espaces, aussi petits soient-ils, que réside l'unique possibilité de changer le monde.

Que sont donc à l'origine le mouvement ouvrier (nous ne distinguerons pas ici les représentations qu'il s'est données, volontairement ou pas, de son ensemble) et le syndicalisme, sinon des tentatives de donner un sens autonome et une âme à une communauté pourtant directement engendrée par le capital ? Une tentative d'y ouvrir des espaces de liberté et de

1. Signalons que Zapata s'est impliqué dans le combat pour les droits des Indiens de l'État de Morelos.

lutte. Ils indiquaient ainsi qu'un mouvement collectif et révolutionnaire ne pouvait se construire que sur la base d'une solidarité concrète, liée en même temps à un mode de vie et à des repères communautaires, ainsi qu'à un projet politique (l'espace : la ville, le quartier ouvrier ; et le temps : le socialisme futur, l'utopie). On peut n'interpréter ces tentatives que comme des signes d'aliénation et de soumission à l'idéologie dominante, des tentatives qui confortent (« font le jeu du... » en langage stalinien) le capital et les pouvoirs. C'est ce que ne manquent pas de faire conjointement certain-e-s anarchistes et certain-e-s marxistes qui rejettent en bloc les mouvements de libération nationale et identitaire au nom des seules appartenances qui vailent à leurs yeux, celles de « la classe » ou du « genre humain », alors que ce sont précisément les contradictions de classe au sein de ces mouvements qui font que la balance penchera plutôt du côté du social que du national. Souvent d'ailleurs, ces mêmes militant-e-s refoulent, ou font comme s'ils n'en étaient pas conscient-e-s, le fait qu'eux-mêmes sont porteurs d'une empreinte identitaire : par la langue qu'ils parlent, l'espace dans lequel ils s'inscrivent, la filiation d'une histoire et d'une culture dont ils sont, qu'ils le veuillent ou non, les héritier-e-s.

Ce besoin d'appartenance, nous sommes amené-e-s à le rencontrer au sein de bien des luttes qui, a priori, n'ont que peu de choses à voir avec la « libération nationale » : les combats contre le nucléaire, contre les aménagements du territoire (grosses infrastructures, TGV, etc.), les grandes grèves dans la sidérurgie, les luttes d'immigrés, de femmes, d'homosexuels en sont imprégnées. Il y a jadis eu *les Lip*, *les Pil*, nous avons maintenant *les Molex* et *les Conti*. Il s'agit là assurément de marquer une volonté d'appartenance qui est d'autant plus intéressante que la lutte est constitutive de cette appartenance. L'identité se constitue (ou se reconstitue) au fur et à mesure que la dignité renaît et que la fierté remplace la soumission.

Plus cette dimension identitaire sera niée, voire combattue, et plus les réponses trouvées par les intéressé-e-s pencheront du côté du repli frileux avec des caractéristiques dominantes réactionnaires (sectarisme, racisme, interclassisme, etc.). Une appartenance assumée, en évolution, permet que l'horizon s'ouvre en dehors de la peur de l'autre. En étant ce qu'on est et en l'affirmant, on communique plus facilement avec l'extérieur. Dans le film *Viva Zapata*, Elia Kazan prête cette phrase à Emiliano Zapata : « Un peuple fort n'a pas besoin d'État, l'État est la marque des peuples faibles ».

Car c'est bien là une des caractéristiques du capitalisme : dans le même temps où il domine, exploite, se développe, il crée DES conditions de sa destruction. Je dis bien DES et non LES, comme le prétendent certaines chapelles marxistes orthodoxes qui voient le communisme comme un horizon inscrit dans le cours de l'histoire et non comme une possibilité qui viendra autant de la volonté humaine que du cours de l'histoire. Et parmi ces conditions, ces espoirs, il y a la capacité d'insérer dans les interstices de la domination et de l'exploitation ces espaces de liberté et de créativité, c'est-à-dire de l'humain, en définitive.

En fait, les pires ennemis d'un réel sentiment d'appartenance des collectivités humaines, ce sont les pouvoirs, qui n'en tolèrent et n'en favorisent qu'un seul, celui qui rattache et soumet directement à eux. Et leur travail est d'orienter toutes les tentatives de circonscrire un espace géographique, social, créatif, maîtrisable, parce que connu et assumé, vers le nationalisme, l'État ou une Église, un patriotisme de chapelle.

Ce besoin d'appartenance, on le rencontre aussi « chez nous », dans « nos milieux », y compris chez celles et ceux qui le brocardent et feignent « de ne pas en être ».

À l'extrême gauche révolutionnaire, et surtout chez les anarchistes, chaque tribu idéologique ou territoriale a ses signes de reconnaissance : langage, étendards, références idéologiques que l'on n'a plus besoin d'explicitier tellement « on se comprend entre nous », vêtements en ville ou en manif, façon de se regrouper, de boire, de manger... Les anarchistes « purs », drapeaux et vêtements noirs en queue de manif ou, il n'y a pas si longtemps, lavallière en sautoir et chapeau de feutre mou à larges bords... Si ce n'est pas de l'appartenance, que le cul me pèle ! Le mouvement ouvrier dans son ensemble a cru à tort que le prolétaire n'avait que ses chaînes à perdre. Or cela s'est avéré faux. Si, en un siècle, les révolutions attendues et espérées n'ont pas eu lieu, c'est que le risque apparaissait de perdre plus que ses chaînes. N'avoir que ses chaînes à perdre signifie réduire la vie de l'humain à zéro, n'en faire qu'une victime *et seulement une victime*. Car s'il y a bien d'autres choses à perdre, ce sont les parts, même ténues, de ce que l'on contrôle, de ce que l'on connaît, de ce sur quoi on a, un peu, prise, c'est-à-dire en fait la vraie culture, celle qui n'est pas ossifiée à l'université, dans les musées ou autre. Ce sont des morceaux de territoire, grands ou restreints, des langues ou des dialectes, des savoir-faire maîtrisés, des initiatives qui se transmettent à l'abri du regard des pouvoirs, bref... tout cet entrelacs de choses qui constituent une appartenance et que comprennent bien ceux qui sont dedans. Le pouvoir, lui, n'a de cesse que de vouloir pénétrer dans cet univers qui tend à lui échapper, afin de le contrôler et de le faire entrer dans le rang de l'appartenance à la nation-État qu'il maîtrise et qu'il veut imposer.

Car si les prolétaires, hormis dans les périodes insurrectionnelles n'étaient QUE des victimes, on se demande bien comment il a été possible que, parfois, ils et elles s'insurgent, sur quel socle ont pu être bâties les possibilités de s'insurger, de se révolter. Or c'est précisément en exerçant sa volonté de réappropriation et de création que l'être humain tente quotidiennement d'échapper au pouvoir. Et s'il est vrai que, sans ces espaces et cette « participation » au système, ce dernier ne pourrait plus fonctionner, il est tout aussi certain que la possibilité de révolte et de construire un autre monde n'existerait pas non plus. Il ne resterait alors que la barbarie robotisée. JPD



décoloniser nos esprits **DANS LE MOUVEMENT BASQUE**

L'APPARTENANCE À UNE LUTTE EST PLUS DÉTERMINANTE QUE CELLE DU SANG ET DE LA TRADITION. AU PAYS BASQUE NORD, DES COURANTS LIBERTAIRES OU SIMPLEMENT RÉVOLUTIONNAIRES ONT DÉFENDU CETTE ORIENTATION DEPUIS LONGTEMPS DANS LE MOUVEMENT ABERTZALE.



QUE NOUS DIT LE GROUPE HORDAGO (« DÉFI ») groupe clandestin actif dans les années 1980, responsable de quinze attentats au Pays basque nord (agences de travail temporaire, établissements bancaires, tourisme)?

« La notion même de Basque évolue. Ce n'est plus l'appartenance à une communauté ethnique distincte, le fait de posséder un nom basque, d'être né en Euskadi, de savoir danser le fandango ou de porter un béret, qui définit l'individualité basque (on était basque « malgré soi ») mais une conscience claire de l'oppression et de l'exploitation d'Euskadi et une volonté individuelle et collective de changer la situation. Pour résumer on pourrait dire qu'avant on était dans le mouvement abertzale parce qu'on était basque et que maintenant on est basque quand on est dans le mouvement abertzale » (publié dans *Erran* – voir ci-dessous – janvier 1981, plaquette du groupe Hordago).

Hordago décrit ainsi le mouvement basque. Il y a deux grandes tendances. L'une se compose de la défense d'une communauté culturelle traditionnelle (une ethnie), des revendications politico-administratives de pouvoir local et d'une recherche de développement industriel au Pays basque.

L'autre considère que le combat culturel n'est plus uniquement considéré comme la sauvegarde d'un patrimoine traditionnel (cela est dû à l'arrivée massive dans le mouvement de personnes ne parlant pas basque – soit pour l'avoir perdu, soit parce qu'ils viennent d'autres régions). Les revendications politico-administratives de pouvoir local sont remplacées par une critique et une remise en cause globale de la société capitaliste. L'oppression nationale n'est plus dissociée de l'exploitation de classe et le mouvement est traversé par d'autres courants de critique radicale des rapports sociaux comme le mouvement antinucléaire ou le mouvement des femmes. Enfin, sur la question du travail, les questions sont posées : demander du travail au pays ne résout rien. Accepte-

UNE VISION PARTICULIÈRE DE LA NOTION DE PATRIE ET DE NATION

« **QUE VOULONS-NOUS** que soit Euskadi? Comment cette entité peut-elle se définir? Nous utilisons en basque trois mots : *Erremua*, *Herria* et *Aberria*.

Erremua désigne un territoire concret : celui que chacun peut contempler en allant sur la montagne, à côté de la maison, un jour dégagé. Bien que traduit littéralement il signifie « règne », il ne peut jamais faire penser au pouvoir d'un roi. En substance, il évoque l'image d'un paysage filmé en panoramique. C'est un territoire connu par tout un chacun, qu'il soit montagnard, usager de l'autoroute ou interlocuteur attentif du voisin qui l'a vu et sait bien le décrire.

Dans *Herria*, ce territoire se peuple. Il comporte des maisons que l'on peut monter du doigt et auxquelles on peut donner un nom, des troupeaux, des usines, des gens qui travaillent et d'autres

qui dirigent, des cousins, des amis, des jeunes mariés, des enfants, des vieux, des cons aussi. Le sens de *Herria* est des plus concrets mais il ne précise pas le mode d'organisation de cet ensemble. Bien entendu, il est organisé mais on n'a pas besoin d'analyser en fonction de quels intérêts. Car *Herria* ne peut être l'équivalent de « nation » si nous entendons celle-ci comme une institution moderne uniquement définie par des intérêts de marché mal déguisés sous des alibis de frontières naturelles et d'histoire falsifiée, et toujours protégée par un appareil d'État répressif.

Aberria est un concept. Je veux dire par là qu'il exprime l'idée qu'un peuple a de sa propre existence. Ce peuple perçoit qu'il peut vivre selon un mode de vie communautaire... Si on doit traduire cette idée par le thème de « patrie », on ne peut parler de patrie espagnole ou

française, puisque ni le peuple français ni le peuple espagnol n'existent. Aussi ne peut-il exister une idée communautaire entre les Espagnols ou les Français. Mais si patrie signifie encore la conservation du patrimoine accumulé durant des siècles, par une nation, à coup d'exploitation et de sang, alors nous leur abandonnons aussi l'idée de patrie. Et nous traduirons *Aberria* par « matrie », instinct de création du patrimoine, naturellement consenti entre une terre et des Hommes, entre une culture et une histoire, à base d'amour et de compénétration magique. »

Discours prononcé lors d'un meeting de Herri batasuna au début des années 1980, à la veille d'élections, et qui donne une vision particulière de la notion de patrie et de nation.

t-on n'importe quel travail ? Dans une centrale nucléaire ? Du travail temporaire ? Le travail est-il une fin en soi ?... Nous pensons que Iraultza («révolution») convient mieux que Lana («travail») à la suite de Euskadin Bizitzeko et que vivre au pays veut dire «révoltons-nous».

Il s'agit de rompre avec ceux pour qui le mouvement aberzale n'est que l'expression d'une future classe dirigeante.

ERRAN («DIRE»), journal d'expression libertaire au Pays basque nord, se présente ainsi dans son premier numéro (avril 1980):

«Il n'entre dans nos intentions, ni de soutenir un nationalisme quelconque ni de nous réfugier derrière un puritanisme révolutionnaire qui ne veut voir dans les luttes régionalistes qu'un mythe réactionnaire. Le débat doit se poursuivre entre tous ceux qui luttent au Pays basque et dans tout le mouvement abertzale en répondant à une question essentielle: quelle société voulons-nous?»

Erran affirme alors trois points: que la lutte ne peut être qu'anti-étatique; que le nationalisme ne peut être qu'un tremplin pour une bourgeoisie nationale; qu'il ne faut conserver de la culture basque que ce qui contient en germe une réelle émancipation. Dans son troisième numéro, *Erran* titre «Oui à l'indépendance, non à l'État», s'affirmant pour «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans États». Le journal s'engage dans une réflexion sur la question du travail et sur une orientation résolument antimilitariste (ce qui ne veut pas dire anti-lutte armée!). Enfin, dans son quatrième numéro (novembre 1981), *Erran* affirme que se constitue au Pays basque nord une «bourgeoisie associative» montante qui peut jouer le rôle classique d'une bourgeoisie d'affaires ou industrielle susceptible de prendre les rênes du pays, mais absente ici.

ARTZEN («SE LEVER»/«REVOLUTION»)

Quelques années plus tard, le débat se poursuit sur la question essentielle du travail et de la production. Dans le premier numéro (décembre 1989), on peut lire: «(...) Il nous faut trouver les moyens de ne pas tomber dans le piège qui nous est tendu: ne concevoir l'économie que comme une affaire de compétition et de concurrence. Idéologiquement ce serait déjà plus que contestable, mais pratiquement nous serions certains d'y perdre: la compétition et la concurrence favoriseront plus que jamais ceux qui sont déjà les plus puissants. Notre chance réside dans notre capacité à imaginer pratiquement des embryons d'économie alternative; et par alternative nous n'entendons pas s'engouffrer dans de micro-créniaux qu'on nous laisserait pour pallier tel ou tel manque des grands centres déjà puissants et qui ne feraient que renforcer notre dépendance et notre exploitation, mais nous dégager progressivement d'une économie liée artificiellement au marché et à la valeur, pour l'asseoir sur nos besoins communautaires.»

HERRIAREN ALDE («CEUX DU PAYS»)

Un peu plus tard, en novembre 1997, dans une plaquette contre la célébration du 11 novembre, Herriaren Alde (HA) explique que la façon dont un peuple se perçoit collectivement, son désir d'exister, est un fait historique et social qui ne vient pas de la nuit des temps, qui a une histoire, des causes qui ne se réduisent pas à l'existence d'une spécificité ethnique ou culturelle. Dans la même plaquette, HA dénonce la position du mouvement ouvrier en 1914, qui s'effondre en sombrant dans l'union sacrée, en se reniant, et présente le manifeste de Zimmerwald¹ comme un début de redressement.

Compilation: OCL

1. C'est en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, que s'est tenue la première conférence internationale des socialistes restés fidèles à l'internationalisme et refusant l'union sacrée au pouvoir dans tous les pays.

EN OCCITANIE



LE MOUVEMENT LIBERTAT qui se bat pour la libération sociale et nationale du peuple en Occitanie et dans le monde s'est créé en 2009 dans le but de regrouper les différents groupes qui existaient à l'époque, en repensant totalement sa façon de communiquer et de fonctionner. Les militant-e-s de Libertat reconnaissent l'existence de l'Occitanie, composée d'un territoire historique défini par la langue occitane, et un peuple qui depuis longtemps voit ses droits fondamentaux bafoués. Mais l'essentiel de leur combat se situe dans le «vivre et décider au pays, tous ensemble, de tout ce qui concerne notre vie». Libertat est évidemment solidaire de tous les peuples en lutte dans le monde. Ce n'est pas un mouvement

ethnique... Être occitan, c'est tout simplement vivre en Occitanie et reconnaître la réalité de ce pays.

Libertat édite La Revista, bimestriel bilingue français-occitan, dont le

numéro 5 est sorti au printemps 2011. Pour le recevoir et vous abonner, envoyez un chèque à l'ordre de «Les amis de Libertat» au 2 rue de la Fontaine, 64000 Pau. Abonnement d'1 an (6 numéros) pour 25€ ou plus pour les soutenir!





décoloniser
nos esprits

QUELLE ATTITUDE VIS-À-VIS DES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE



EN 1986, L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE (OCL) PUBLIAIT UN LIVRE, «L'ÉTAT DES LIEUX», QUI ABORDAIT LA QUESTION DES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE. L'EXTRAIT CI-DESSOUS SYNTHÉTISE LES POSITIONS ET LES INTERROGATIONS DE CETTE ORGANISATION.

1. Le frontisme est l'alliance, en général au niveau de la représentation politique, entre les classes populaires – qu'elles soient paysannes ou ouvrières – et une fraction de la bourgeoisie. Il s'agit le plus souvent soit d'une bourgeoisie nationale muselée par une domination étrangère qui l'empêche de donner sa pleine mesure, soit d'une petite et moyenne bourgeoisie opposées à leur propre grande bourgeoisie, le plus souvent «comprador». Le programme du front est alors, le plus souvent, davantage aligné sur les intérêts de cette bourgeoisie frustrée que sur ceux des classes populaires. Même dans les cas où ce sont ces dernières qui ont la direction de la lutte, une alliance frontiste les amène très rapidement à la collaboration de classe et à des compromis qui se retournent contre elles.

C'EST LE CARACTÈRE SOUVENT «FRONTISTE»¹ des luttes de Libération nationale qui alimente les critiques de gauche à toute participation et à toute manifestation de sympathie vis-à-vis de ces luttes prises dans leur ensemble

Bien sûr, les exemples du caractère frontiste d'une lutte de libération nationale ne manquent pas. Nous ferons remarquer que cela n'est pas l'apanage de ce type de lutte et que les luttes ouvrières traditionnelles, et d'autres, n'ont pas évité l'écueil du frontisme, de ces alliances de classe qui entraînent automatiquement la prédominance de la bourgeoisie nationale (formée ou en formation) dans le front, et la subordination des intérêts des classes exploitées dans leur travail. Là comme ailleurs, on n'évite pas l'écueil en rejetant la lutte dans son ensemble. On constate qu'il y a plusieurs orientations possibles et on se bat stratégiquement pour l'une d'entre elles et tactiquement pour affaiblir l'autre.

Il est certes fort peu probable qu'une lutte de libération nationale débouche à l'heure actuelle sur une société sans État, tout comme une lutte ouvrière pour de meilleures conditions de travail ne débouche que rarement sur... l'abolition du salariat! Est-ce une raison pour ne pas y participer?

IL FAUT PRÉSERVER L'AUTONOMIE DES STRUCTURES DE CONTRE-POUVOIR QUI SE METTENT EN PLACE.

Ce que ce type de critique occulte le plus souvent, c'est que :
- Les luttes de libération nationale, tout en se multipliant de par le monde, n'en présentent pas moins des caractéristiques extrêmement diverses : entre les luttes des peuples africains ou asiatiques mis de côté par l'absurde découpage néocolonial, les luttes des nationalités de l'ex-Empire soviétique, celles des peuples colonisés de la manière la plus classique, de peuples qui n'ont même plus de territoires et sont disséminés, celles qui attaquent l'Europe elle-même en son cœur, celles de peuples dont les États sont dominés par les impérialismes américains, russes ou chinois, et bien d'autres encore, les différences sont grandes. Un seul point com-

mun cependant : le droit de s'autodéterminer, le droit à la dignité. Les structures économiques de ces peuples sont elles aussi très diverses : présence ou non d'une classe ouvrière, tradition ou non d'une lutte armée ou de guérilla, importance principale ou nulle du phénomène religieux, nature des forces oppressives, etc. Toutes ces différences font qu'à l'évidence les chances que se développent des caractéristiques qui collent à nos références libertaires et communistes sont extrêmement inégales ; par conséquent on ne monnaie pas un soutien en fonction du programme officiel de tel ou tel groupe de résistance ; on doit au contraire analyser les dynamiques internes ou externes créées par tel ou tel mouvement et voir si ce qui s'y passe va dans un sens plutôt que dans un autre : et, c'est évident, les dynamiques basques ou kanaks, par exemple, ne vont pas dans le même sens que celles des ayatollahs en Iran ;

- Contrairement à ce que certains pensent, les dynamiques de luttes de libération nationale peuvent placer les gens dans un rapport d'ouverture avec l'extérieur, d'attente des autres, d'échanges, de débats, qui ouvrent des perspectives autant internationalistes que nationalistes.

Par conséquent, être libertaire dans une lutte de libération nationale, ce n'est pas se battre à tout prix pour que l'abolition de l'État ou le communisme libertaire soient inscrits au programme ! On sait en outre par l'expérience espagnole de 1936 que ce ne serait nullement une garantie et que des anti-étatistes peuvent très bien finir au gouvernement.

La question est plutôt celle-ci : si la souveraineté est conquise et que l'État la sanctionne, comment faire pour que celui-ci soit le plus faible possible face à un peuple le plus fort possible ? Il s'agit donc, là comme ailleurs, d'une stratégie visant à renforcer et à consolider le rapport de forces des exploités : aiguïser la lutte des classes. Tactiquement, dans les luttes de libération nationale, il existe donc quelques axes fondamentaux à défendre :

- Liquidation, bien entendu et en premier lieu de la domination étrangère impérialiste ;
- Révolution sociale, c'est-à-dire élimination de la bourgeoisie



nationale et du pouvoir de classe avec une réorganisation de la vie sociale et de la production orientée vers la satisfaction des besoins exprimés par les classes exploitées et non en fonction des impératifs et des intérêts du marché et du profit. Cela signifie concrètement multiplier les structures de pouvoir populaire, de prise en charge de tous les aspects de la vie, qui doivent être en même temps des organes de lutte pour le présent et pour le futur.

Il faut, par conséquent, combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et préserver l'autonomie des structures de contre-pouvoir qui se mettent en place.

Le concept de libération nationale et sociale (déjà présente en 1920 dans le mouvement makhnoviste en Ukraine) apparaît dans un certain nombre de mouvements. Il faut essayer de l'introduire là où il n'existe pas, en voyant sur quoi il peut s'articuler et se construire petit à petit; le maintenir de façon vigilante là où il est pris en compte, c'est-à-dire lutter contre les tendances qui voudraient accorder une prééminence au « national ».

Il faut également combattre les formes de revendications ou de luttes qui tendraient à renforcer le poids d'une future ou actuelle bourgeoisie, ou des notables. Et cela est particulièrement important pour tout ce qui touche aux formes de développement économique.

Et enfin, maintenir à la lutte armée, quand elle existe, le rôle qui lui convient, c'est-à-dire de prolongation des luttes sociales, politiques ou culturelles, et veiller à ce qu'elle n'acquiert pas un rôle de direction.

Lutter pour que l'appartenance à une lutte l'emporte sur l'appartenance ethnique. Autrement dit que le lien volontaire remplace le lien du sang. Favoriser dans le système d'appartenance ce qui s'acquiert à ce qui est donné (race, filiation, etc.) C'est ainsi que le mouvement basque a su intégrer en son sein des travailleurs « étrangers », ou que dans le FLNKS on peut rencontrer des non-Kanaks d'origine, des Wallisiens, des Asiatiques et même des Européens).

Pour ce qui concerne la culture, on a beaucoup considéré que les luttes « régionales » étaient tournées vers le passé. En fait elles ne le sont qu'en fonction d'un modèle qui s'est voulu dominant et universel et qui, par conséquent, est censé repré-

senter l'avenir... ce qui, nous l'avons vu, est loin d'être le cas! Il est évident que rien n'est figé, et que, là encore, tout reste à jouer et est enjeu de lutte. Nous nous bornons, pour terminer, à une citation de Frantz Fanon : « Nous pensons que la lutte organisée et consciente entreprise par un peuple colonisé pour rétablir la souveraineté de la nation constitue la manifestation la plus pleinement culturelle qui soit... La lutte elle-même, dans son déroulement, dans son processus interne, développe les différentes directions de la culture et en esquisse de nouvelles. La lutte de libération nationale ne restitue pas à la culture nationale sa valeur et ses contours anciens. Cette lutte qui vise à une redistribution fondamentale des rapports entre les hommes ne peut laisser intacts ni les formes ni les contenus culturels de ce peuple. Après la lutte, il n'y aura pas seulement disparition du colonialisme, mais aussi disparition du colonisé... ». OCL



A LIRE

L'État des lieux : et la politique bordel !

Ce livre fait le tour des positions de l'OCL, en particulier sur la question des luttes de libération nationale.

Organisation Communiste Libertaire, Acratie, 1986

D'autres textes sur le même thème sur le site de l'OCL : <http://oclibertaire.free.fr>



décoloniser
nos esprits

**LES LANGUES NE PEUVENT
PAS ÊTRE SÉPARÉES DE LA
SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE
ELLES S'ÉPANOUISSENT.**

« ON PARLE EN BRETON AU CHEVAL, MAIS EN FRANÇAIS AU TRACTEUR » LE PROGRÈS CONTRE LA LANGUE BRETONNE



**KOMZIT
BREZONEG
D'HO PUGALE**

Affiche de René-Yves
Kreston (1928) « Parlez
breton à vos enfants »

IL A FALLU BIEN DU COURAGE pour parler breton depuis cent ans. « On avait honte de connaître le breton » (même pas de le parler !), racontait les jeunes nés après-guerre. Des souffrances enfouies, souffrances des interdictions à l'école, des brimades à l'église, l'humiliation d'être un plouc¹, la honte de vivre dans la terre battue de la ferme... quand la voiture, la télé, la ville parlent français. Par milliers, les Breton-ne-s ont déprécié leur propre identité. Cette honte d'eux-mêmes les a conduits à abandonner leur langue maternelle. Toute une génération a arrêté de transmettre sa langue maternelle aux marmots. Ils ne devaient pas subir les mêmes humiliations ! Lorsqu'on a cessé de parler breton à la maison, il n'était en fait employé que pour que les petits ne comprennent pas. Une langue pour ne pas communiquer, c'est à l'évidence une société qui marche à l'envers ! Ses plaies encore ouvertes font du regain d'intérêt pour le breton une querelle passionnée. Depuis les années 1970, les « partisans » de son apprentissage ont réalisé un travail militant invraisemblable pour sauver cette langue en péril. Mais que d'incompréhensions pour certains de voir à nouveau parlé, défendu, exhumé le breton, quand eux ont fait tant d'efforts pour apprendre le français... Pourquoi vouloir revenir en arrière ?

En effet, le français s'est imposé dans une société modernisée. Il est associé à l'avenir quand la Bretagne – arriérée – ne bénéficiait pas des commodités, des confort de « ceux qui parlent français ». Des touristes des années 1930 qui débarquent prendre des bains de mer, avec luxe et toilettes. Des contrées industrialisées sillonnées par des soldats bretons partis sur les fronts de l'Est en 1914. Ce sont aussi les bretons émigrés à la capitale qui apprennent le français. Dans le même registre, les femmes abandonnent la langue après la Seconde Guerre mondiale pour quit-

ter le milieu patriarcal de la campagne. Elles s'émancipent de parents peu à l'aise avec la langue des Charles Trenet et autres étoiles de l'époque. Même les garçons doivent draguer en français pour convaincre d'un avenir plus radieux ! Et les campagnes perdent leur langue à mesure qu'arrivent les machines agricoles : « On parle en breton au cheval, mais en français au tracteur », explique un paysan. La vie collective autour des travaux des champs ou des fêtes de village est remplacée par l'enfermement qui consiste à s'asseoir tous les soirs devant sa boîte à images². Enfin, les bretonnant-e-s délaissent une langue qui n'offre aucune ascension sociale. Parler breton, c'est à l'évidence rester ouvrier-e, paysan-ne, marin... Parler français permet d'être mobile, d'avoir de l'avancement, une promotion sociale et économique. Les emplois dans l'administration implantent la langue française dans le peuple. En fait, la langue du pouvoir, de la richesse, l'emporte toujours. Au Pays basque, on a constaté que « la langue des dominants était employée pour les affaires économiques – la langue des dominants pour le système dominant –, et la langue domestique – le basque – pour la maison ». La société bretonne se plie, s'oublie... Seul le vent contestataire des années 1970 inversera la tendance.

LE FRANÇAIS, LANGUE DE LA RÉVOLUTION

Toutefois, la critique de cette société moderne, libérale, capitaliste est souvent annexe en Bretagne. On disserte sur l'interdiction du breton dans les écoles et le rôle d'un État jacobin quand les autres raisons semblent sans responsables directs, peu importantes, voire anecdotiques³. On critique le bâton de l'État sans toucher à la carotte de la modernité.

1. Le terme vient d'ailleurs du breton *plou*, « la paroisse », que les touristes connaissent au travers de noms de villes côtières comme Plougastell, Plouhinec, etc.
2. Qui parle à partir de 1964 une minute et demie par semaine en breton !
3. Un courant bretonnant anti-indépendantiste l'évoque, mais avec une ambition bien différente. D'abord, il s'agit de déculpabiliser l'État jacobin, et de sous-entendre que l'indépendance de la Bretagne n'aurait pas permis de sauver aussi la langue. Ce courant valide ensuite cette situation sans penser un seul instant à critiquer le progrès, la modernité. Tout cela serait finalement comme naturel...

Mais n'accuser que l'État permet à des partisan-e-s du breton de ne pas interroger l'idéologie du progrès qui a contribué à la suppression des langues minoritaires. La gauche, qu'elle soit laïcarde, socialiste, parfois libertaire, ou vigoureusement internationaliste, a toujours été attachée au jacobinisme. La Révolution de 1789 a ainsi été associée au seul français. « Le breton se prête moins que le français à exprimer des idées nouvelles, ces vilaines et détestables idées républicaines dont la langue française est l'admirable messenger », pense Émile Combes, précurseur de la loi de 1905 sur la laïcité. Cette gauche assoiffée de progrès défend, à l'image du « brittophone »⁴ Ernest Renan, qu'« aucune œuvre philosophique, scientifique ou économique ne pourrait être écrite en patois ». Et la culture, la vraie, celle de l'élite, est encore une fois en français : « Quel dommage que ce chef-d'œuvre ait été écrit dans la langue de nos valets », s'exclame-t-on dans les salons marseillais à propos des œuvres du poète occitan Mistral. Ce discours a traversé les décennies jusqu'aux écoles en breton Diwan qui, à leur création dans les années 1980, doivent prouver que les maths et les sciences se font aussi dans cet idiome. La pensée marxiste, fascinée par le développement, les ouvriers, l'usine, néglige aussi bien souvent la paysannerie bretonnante. Du passé faisons table rase, dit la chanson ! Le français s'impose le long des axes économiques, des grandes voies et du chemin de fer. Les migrations vers l'usine transforment les paysan-ne-s en ouvrier-e-s. Quand ils et elles s'installent dans des villes devenues polyglottes, le français est la langue la mieux partagée... alors elle sert aux conversations entre ouvrier-e-s.

Accuser seulement l'État tend aussi à en faire le seul recours pour sauver la langue. Certes, l'expansion actuelle du nombre de personnes désireuses de l'apprendre serait encore plus surprenante sans les lenteurs de l'État. Toutefois, personne ne peut affirmer que l'imposition du bilinguisme aurait sauvé le breton. De multiples pays ont organisé le bilinguisme par l'école sans que la pratique de la langue minoritaire progresse. En Irlande, depuis l'indépendance des années 1930, des politiques incitent à la pratique du gaélique. Le nombre de locuteurs et locutrices quotidiens stagne pourtant dans les mêmes eaux, entre 5 et 10 %. « Les gens se sentent ridicules lorsqu'ils parlent gaéliques ! » En Finlande, où le suédois est deuxième langue officielle, les jeunes font peu d'efforts et parlent souvent mieux anglais ! La langue du pouvoir économique l'emporte toujours. Au pays de Galles, où sa situation est à maints égards la meilleure des pays celtes, la politique gouvernementale ne suffira pas à sauver le gallois. Aucune loi, aucun État, ne peut décréter la pratique quotidienne. À l'inverse, l'apprentissage du basque s'est développé sous le franquisme. Réjouissons-nous que notre destin ne soit pas toujours modelé par les mains d'un État *tout-puissant* ! Dans l'Hexagone, depuis la Grande Révolution, on s'en prend aux langues de France qui jalonnent alors la fragile Nation. Il faudra quand même le chamboulement profond des campagnes de la République pour que ce vœu soit exaucé. Le français ne sera parlé majoritairement dans les campagnes de France qu'à partir de la fin XIX^e siècle.

CHANGER LA VIE

Et pourquoi ne pas pousser le trait ? Et si la vitalité actuelle des partisan-ne-s du breton était liée à la répression de l'État ? En 1977, les écoles Diwan se créent sans l'Éducation nationale. Les centaines de bénévoles qui transmettent leur langue dans des cours du soir, les milliers de personnes qui l'apprennent, les parents qui galèrent à amener leurs petites pousses dans une école bilingue à l'autre bout de la ville ne le font pas grâce

à une politique incitative, mais parce que la langue est vécue de manière positive, comme une chose à conserver...

Ce renversement s'est opéré au début des années 1970. Une partie de la gauche se met à interroger la modernité et ses dégâts. La pensée universaliste, « citoyen du monde », en prend un coup. On exhume les vieilles traditions pour en faire de nouvelles (musique, théâtre, art, etc.). Sa propre identité n'est plus perçue négativement. Effrayée, la gauche la plus dogmatique voit un retour de la droite, quand ce n'est pas celui du fascisme⁵ ! Loin d'être à droite, cette revendication s'engouffre dans des luttes écologistes, pour pouvoir travailler au pays, contre l'implantation de camps militaires... Tous ces militant-e-s se retrouvent dans la lutte aux côtés de la gauche traditionnelle. L'Emsav⁶ penche depuis ces années largement à gauche. On retrouve sa langue, on retrouve sa terre et on critique le progrès qui fait tant de dégâts. Le remembrement est pointé du doigt, lui qui abat les talus pour mieux faire passer le tracteur : « Il y a quatre ou cinq champs maintenant dans le même champ », explique avec des mots simples la poète bretonne Añjela Duval !

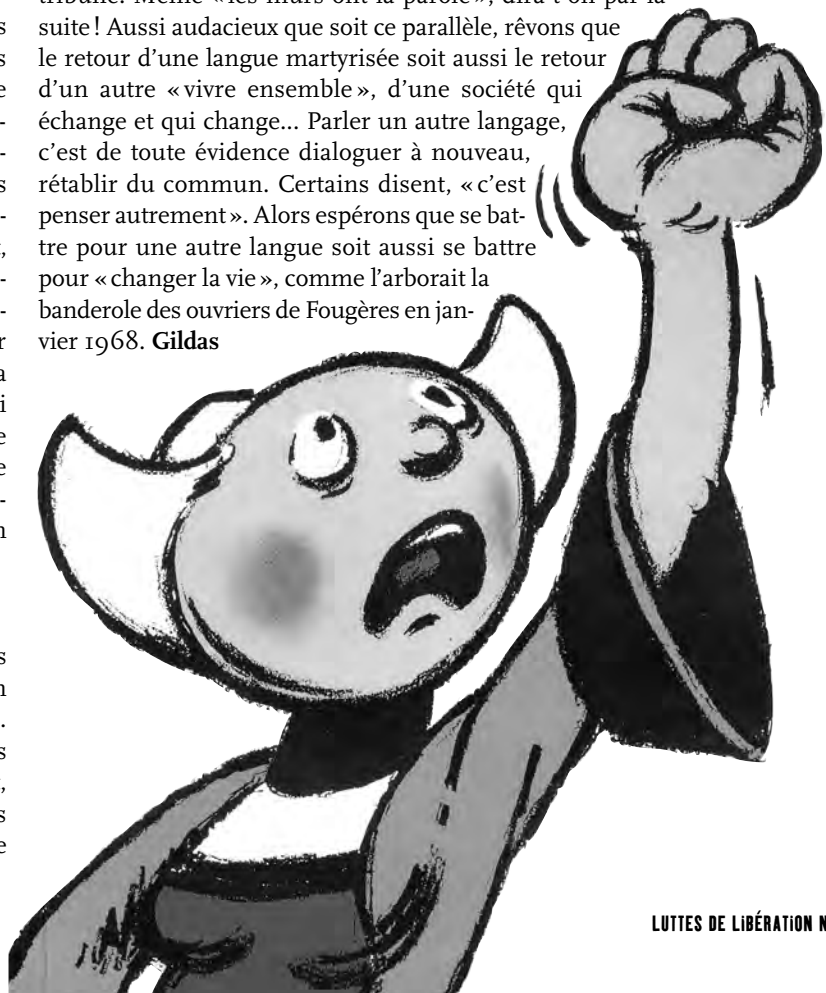
Des militant-e-s opposent au combat pour une langue officielle celui pour une langue vivante. Il serait effectivement dangereux de confier notre destin au seul État, dont la politique n'est favorable qu'en fonction du rapport de force du moment. Nombre de jacobins feignent aujourd'hui de soutenir une langue qu'ils souhaitent confiner à une niche : apprendre le breton comme le point de croix ou la cuisine thaïlandaise, entre 18 et 20 heures. L'enjeu est bien là, reconquérir les espaces où la langue peut être parlée afin qu'elle ne soit pas confinée à « l'entre soi ». Michel de Certeau disait de 1968 : « En mai dernier, on a pris la parole comme on a pris la Bastille en 1789 ». L'utopie naissait d'un retour du verbe, trop souvent confisqué par le pouvoir gaulliste. Sur les piquets de grève, les ouvrier-e-s parlent, et pas seulement les délégués syndicaux. Depuis les bancs des amphithéâtres des facs, on interpelle, refusant d'écouter religieusement la tribune. Même « les murs ont la parole », dira-t-on par la suite ! Aussi audacieux que soit ce parallèle, rêvons que le retour d'une langue martyrisée soit aussi le retour d'un autre « vivre ensemble », d'une société qui échange et qui change... Parler un autre langage, c'est de toute évidence dialoguer à nouveau, rétablir du commun. Certains disent, « c'est penser autrement ». Alors espérons que se battre pour une autre langue soit aussi se battre pour « changer la vie », comme l'arborait la banderole des ouvriers de Fougères en janvier 1968. *Gildas*

4. Personne parlant breton.
5. A ce sujet, lire les ouvrages et articles de Ronan Le Coadic comme « Et la Bretagne ? Héritage. Identité. Projets », Presses universitaires de Rennes, 2004.
6. L'Emsav désigne l'ensemble des groupes politiques à gauche comme à droite qui oscillent entre idées autonomistes et indépendantistes en Bretagne.

A VOIR

BREZHONEG. Un siècle de breton

En trois DVD, ce documentaire retrace l'épopée du breton et des causes de son déclin. Riche en archives, une part belle est faite aussi au témoignage, donc à l'humain. *Pierrick Guinard, Doriane films, 2001*





décoloniser
nos esprits

PARLER BRETON AUJOURD'HUI NE NOUS JUSTIFIONS PLUS!

**MAIS À QUOI CELA PEUT-IL BIEN SERVIR DE
PARLER BRETON ? À CETTE QUESTION, UN JEUNE
BRITTOPHONE RÉPOND QU'UNE LANGUE N'EST PAS
TOUJOURS UTILITAIRE.**

PARLER BRETON ne relève pas toujours d'un choix. Dans mon cas, la langue s'est imposée, lorsqu'à l'âge de deux ans, j'ai été scolarisé à Diwan, en école d'immersion en breton. Une école que j'ai quittée (malgré moi) dix ans plus tard, pour rejoindre Div Yezh, la filière bilingue publique. En fait, je ne peux pas vraiment dire que j'ai appris le breton. Disons que je l'ai vécu. Vécu tous les jours pendant plus de quinze ans, avec une insouciance plus néfaste qu'il n'y paraît. À employer et entendre une langue comme celle-là au quotidien, on finit par oublier à quel point elle est importante et combien elle est fragile. Insouciant, j'ai mis de côté la langue qui avait grandi avec moi et qui m'avait forgé.

1. *Riboul* signifie fête en breton, *evel just*.

A LIRE



Décoloniser l'esprit

Cet ouvrage écrit en 1986 met en lumière l'assassinat des langues par les systèmes colonialistes : le pouvoir colonial « nous soumit physiquement par le fusil ; mais ce fut par la langue qu'il subjuga nos esprits ». Appelant chacun à retrouver sa langue africaine, pour l'auteur : « Ce livre est mon adieu à l'anglais ». La décolonisation passe clairement par une réappropriation des langues : « La littérature africaine ne pourra s'écrire qu'en langue africaine, c'est-à-dire dans la langue des paysans et des ouvriers africains ».

Ngugi wa Thiong'o, *La Fabrique*, 2011

LA LANGUE QUI S'ÉCHAPPE

Alors c'est la douche froide. Où l'on prend conscience que les rares discussions durant lesquelles on parle breton, les mots ne viennent plus, s'embrouillent ou se perdent, engloutis par un français devenu omniprésent. La langue commence à prendre le large, fuyant la bouche qui a « oublié » de la faire vivre. L'aisance naturelle d'avant n'est plus et l'on s'avoue avec pas mal de honte qu'on parlait mieux breton à six ans que maintenant. Ne reste plus qu'à choisir entre la résignation et le salut. Aussi j'ai choisi de me replonger dans le breton, de rattraper le temps perdu pour renouer avec la langue et ne surtout plus jamais l'oublier.

Depuis, je me suis rarement vu à ce point dans l'obligation de justifier ce choix : « Mais à quoi ça sert d'apprendre le breton ? », s'interrogent certains, quand d'autres se demandent si « c'est pour être prof ? ». Voilà des questions qui résonnent comme d'interminables et épuisants *leitmotive*. Comme si ce choix ne devait revêtir qu'une dimension strictement professionnelle. Comme si le breton n'offrait rien d'autre comme perspective que son enseignement. Comme si le breton, considéré comme langue sous respiration artificielle végétant dans du formol, n'intéressait plus que quelques érudits et une poignée d'universitaires... Peu de gens s'imaginent en effet qu'il est possible aujourd'hui de tenir une discussion portant aussi bien sur la vie et les choses de tous les jours que sur la société ou la *politique*. Peu de gens s'imaginent également que des réflexions structurées puissent émaner en breton ou qu'on puisse discuter en breton aussi bien pendant un repas de famille qu'en *riboul* avec des potes. Pourtant, beaucoup s'imaginent que le breton peut être qualifié de langue morte, oubliant *de facto* ces amoureux de la langue qui s'entêtent encore à la faire vivre.

Un Basque m'avouait un jour qu'il ne pouvait dire « je t'aime » autrement qu'en euskara et que c'est dans cette langue qu'il le disait le mieux. Peut-être que c'est à ça qu'elles servent avant tout, nos « vieilles » langues. Car c'est sûrement dans la langue rugueuse mais gorgée d'affection de mes arrière-grands-parents paysans que s'expriment le mieux mes émotions, mes sentiments, mes sensations... Parce que le breton est l'autre langue de mon enfance, et parce que c'est en breton qu'on m'a engueulé bien des fois ou qu'on m'a fait rire et pleurer.

A CONTRE-COURANT DU PROGRÈS

Aussi, ce que je souhaite, c'est de ne plus avoir à me justifier de vouloir parler breton. Ne plus me justifier d'avoir voulu renouer avec cette langue qui s'échappait. Ne plus donner de raison sensée qui s'inscrirait dans une quelconque démarche professionnelle. Ne plus donner d'explication rationnelle à ce choix... Les gens qui apprennent l'anglais, l'espagnol ou l'allemand ont-ils à répondre à autant d'interrogatoires concernant la légitimité de leurs études, comme le font ceux qui apprennent le breton ? Ont-ils à justifier en permanence d'un parcours professionnel qui serait « adapté » à leur choix d'études ? Non, sans aucun doute. De même, personne ne demande aux parents d'élèves de classes bilingues français-anglais pourquoi ils ont fait ce choix (la réponse semble si évidente), alors qu'on le fait pour ceux de Diwan. C'est que ces langues « utiles » ont toute leur place et toute leur légitimité dans ce monde, alors que nos langues qu'on pense mortes voguent depuis longtemps à contre-courant d'un progrès devenu sésame de nos sociétés modernes.

Finalement, toutes ces remarques ne vont que dans un sens : elles insinuent que parler une langue, étudier l'histoire, penser, construire ou écrire sont choses vaines tant qu'elles ne possèdent pas une quelconque « plus-value » économique ou sociale. Ces incessantes requêtes témoignent aussi de l'importance des notions de travail et d'argent, et suggèrent que chaque geste et chaque souffle doivent avoir un objectif à atteindre.

Mais parler breton ne me servira pas à trouver du travail, non ! Cela ne me servira pas non plus à tisser ou renforcer un quelconque réseau social. D'ailleurs, il n'y a plus un seul locuteur monolingue bretonnant avec lequel je ne pourrai m'adresser qu'en langue bretonne, et toutes les personnes à qui je parle en breton d'ordinaire peuvent aussi bien le faire en français. Si je parle cette langue, c'est pour mieux la ressentir. Pour mieux la vivre, aussi. **Arzhur**



décoloniser
nos luttes

CORSICA A POPULU FATTU BISOGNA A MARCHJA'

LES ANNÉES 1970 ONT ÉTÉ UN MOMENT FORT DE LA LUTTE DE LIBÉRATION DU PEUPLE CORSE, QUI IMPRÈGNE ENCORE LA CONSCIENCE DES PRINCIPAUX ACTEURS POLITIQUES ET, AU-DELÀ, D'UNE PARTIE DE LA POPULATION. NOUS AVONS VOULU FAIRE LE BILAN DE CES ANNÉES, QUESTIONNER LEUR HÉRITAGE POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN, EN INTERROGEANT DEUX VAN(N)INA : L'UNE ANIME DEPUIS 2007 LA REVUE FORA! (« DEHORS! »), QUI CHERCHE À « TRANSVERSALISER » LA CULTURE CORSE EN LA METTANT EN REGARD D'AUTRES CULTURES, POUR JOUER DES RECOUPEMENTS INATTENDUS ET DES PROBLÉMATIQUES PARTAGÉES (L'INSULARITÉ AVEC LE JAPON, LA LATINITÉ AVEC LA CULTURE MEXICAINE, LA MÉDITERRANÉITÉ AVEC LES PEUPLES DU MAGHREB, LA CONDITION DIASPORIQUE AVEC LES CULTURES JUIVES, OU PÉRIPHÉRIQUE AVEC LES BANLIEUES FRANÇAISES, ETC.) ; L'AUTRE MILITE À L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE (OCL) ET A ÉCRIT DEUX LIVRES D'ANALYSE CRITIQUE SUR LE MOUVEMENT CORSE.

UN PEUPLE ACCOMPLI DOIT
SE METTRE EN MOUVEMENT.

DANS LES ANNÉES 1970, au cours desquelles le mouvement corse est passé de la revendication à l'affirmation autonomiste, puis indépendantiste, la Corse pouvait largement être décrite comme une colonie de l'État français'. Quarante ans plus tard, on observe à la fois les conséquences de l'enregistrement par l'État de certaines des revendications du mouvement corse, et une réorganisation des dispositifs de pouvoir politiques et économiques à tous les échelons (décentralisation, construction de l'Union européenne, néolibéralisme et mondialisation, etc.). En ce sens, peut-on encore dire aujourd'hui que la Corse est une colonie, ou ce concept est-il devenu inadéquat pour penser la situation actuelle et les nouvelles formes d'aliénation du peuple corse ?

Vannina (Fora !) : Dans les années 1970, on pouvait effectivement lire et expliquer la situation de l'île à travers la grille politique proposée par les rhéteurs anticolonialistes, qui était légitimée à la fois par la réalité de la situation insulaire et par le contexte international (les mouvements de décolonisation dans le Tiers Monde).

Aujourd'hui, ce discours me paraît largement caduc. D'abord parce que les luttes politiques ont tout de même débouché sur un certain nombre de « victoires » : obtention du statut spécial de collectivité territoriale en 1982 (avec l'Assemblée de Corse) et mise en place des établissements de formation : l'Institut régional d'administration en 1980, et surtout l'université de Corse en 1981. De même, du point de vue culturel, bien des reconnaissances ont désostracisé langue et culture corses, l'enseignement du corse à l'école et le classement de la polyphonie corse au patrimoine immatériel de l'UNESCO (en 2010) en étant deux exemples majeurs. Même si on peut les juger insuffisants, même s'il s'agit de dispositifs institutionnels ou de reconnaissances symboliques, ils rendent impossibles les arguments de négation de l'identité et de la culture corses.

Vanina (OCL) : Oui, mais il faut dire aussi qu'un certain nombre de problèmes demeurent, que l'on peut considérer comme des séquelles d'une situation coloniale. Certes, l'Université di Corsica, ouverte à Corti par Pascal Paoli en 1765 et fermée trois ans plus tard sous l'effet de la « pacification »

française, refonctionne depuis 1981, mais les très nombreux Corses diplômés de l'enseignement supérieur continuent de vivre en dehors de l'île. Sur le plan économique, le secteur agricole demeure principalement consacré à la production viticole. La priorité qui a été donnée par l'État aux rapatriés d'Algérie dans l'attribution des terres de la plaine orientale – au détriment des petits agriculteurs insulaires – pour réaliser cette monoculture intensive a, rappelons-le, constitué un des facteurs déclenchants de la prise de conscience identitaire corse. Le secteur secondaire conserve son caractère restreint. Le tertiaire garde sa place prépondérante, grâce aux activités (saisonnnières) liées à l'industrie touristique et grâce à une fonction publique dont les emplois dépassent encore en nombre la moyenne française, tandis que le secteur marchand continue, lui, d'être en général composé de petites unités. Seule nouveauté à signaler, le grand dynamisme actuel du BTP, mais il s'explique par l'importance des constructions en cours... que favorise la vente de terres un peu partout dans l'île, une vente contre laquelle le mouvement ■■■

Propos recueillis et
mis en forme par
Patrick Marcolini

1. Cf., en ce sens, le
réquisitoire du Front régionaliste corse, *Main basse sur une île*, éditions Jérôme Martineau, 1971.



■■■ corse s'est insurgé pendant des décennies et que la « loi littoral » ne semble plus guère arrêter pour ce qui est des rivages.

« CE N'EST PAS L'ÉTAT FRANÇAIS QUI COLONISE AUJOURD'HUI LA CORSE, CE SONT LES MODES DE PENSÉE CAPITALISTES... »

Comme Vannina, je pense que les changements réellement visibles – en dehors des structures institutionnelles créées – se trouvent dans le champ culturel : le corse est désormais enseigné dès la maternelle (un peu) jusqu'à l'université (où il fait l'objet d'études approfondies) ; on l'entend parler dans les radios locales et à la télévision régionale ; les livres écrits dans cette langue se multiplient ; et l'artisanat traditionnel insulaire s'est énormément développé, avec la redécouverte de nombreux savoir-faire. En dehors de

certaines pratiques « folkloriques » à visée marchande et profitant des largesses de la CTC (collectivité territoriale), toute cette évolution se révèle très positive.

Cependant, si la reconnaissance de la culture corse constitue une avancée non négligeable, elle est facilement « digérable » aussi bien par les structures politiques existantes que par les détenteurs du pouvoir économique. On vante cette culture afin d'allécher le ou la touriste en mal d'« exotisme », théâtre et chant constituent de bons arguments de vente. Autrement dit, l'identité corse peut constituer une enveloppe satisfaisante à l'œil mais sans plus de noyau à l'intérieur, en particulier du fait de la situation démographique insulaire et de l'absence de rapport de forces sur le terrain. Car, à l'heure actuelle, des projets de com-

plexes touristiques d'envergure qui avaient été enterrés voici des décennies par la mobilisation du mouvement corse resurgissent, toute une infrastructure routière sort de terre pour favoriser le tout-tourisme, la grande distribution tenue par les multinationales françaises ou étrangères s'implante en force... sans qu'aucune opposition ne se manifeste plus.

Vannina (Fora !) : En fait, pour évoquer les liens symboliques et politiques entre Corse et Hexagone aujourd'hui, c'est une perspective plus post-coloniale que coloniale qui me paraît pertinente, car assurément, le ressentiment demeure, toujours latent. Mais il serait insuffisant d'attribuer à l'État français la stricte responsabilité des nouvelles transformations qui affectent la Corse. La société corse est travaillée aujourd'hui par des forces qui dépassent largement ce cadre, des forces plus largement « occidentales » que seulement françaises : consumérisme et marchandisation, spectacularisation de la société... Elles sont d'autant plus dangereuses qu'elles ne sont pas toujours identifiées comme forces de destruction culturelle, sociale, politique, et qu'il est difficile d'en pointer l'origine « allogène » précise. Il y a ainsi une sorte d'acceptation de la part de la société corse, une servitude volontaire à ce nouveau paradigme. Dans la dernière livraison de la revue *Fora !*, nous avons interrogé l'écrivain Marceddu Jureczek, qui répondait en fait assez précisément à ta question sur la colonisation. Je le cite donc : « Ce n'est pas l'État français qui colonise aujourd'hui la Corse, ce sont les modes de pensée capitalistes qui se manifestent par l'hyperconsommation, l'individualisme effréné, le culte de l'argent, l'urbanisation croissante de notre territoire... »². J'ajouterai que le danger me semble toutefois perçu dans un de ses avatars : le tourisme. Et je serai ici plus optimiste que Vannina. Sur cette question, la rhétorique néo-colonialiste peut réapparaître. La reconfiguration de l'espace et du temps de l'île relativement aux flux touristiques est aujourd'hui massivement critiquée, comme commence à l'être la mise en scène de soi et la monétarisation de l'authenticité. En 2009, une campagne publicitaire de l'Agence du tourisme de la Corse vantant la Corse « réserve naturelle » avait passablement exaspéré la société insulaire, peu encline à assouvir l'exotisme et la soif de dépaysement...

2. Revue *Fora !* n°8.

En plus du dilemme classique entre tradition et modernité, la culture corse est confrontée depuis plusieurs décennies à l'arrivée sur l'île de minorités issues du Maghreb, qui tissent de nouveaux liens avec son environnement méditerranéen. Dans quel sens cela peut-il inciter à redéfinir une identité corse jusque-là trop souvent exclusiviste, voire entachée de xénophobie ?

Vanina (OCL) : L'identité corse a été très fortement mise à mal par l'État français. Pas seulement parce qu'il a nié la réalité de cette culture pendant deux siècles, en refusant de reconnaître la langue corse et en pratiquant l'assimilation forcée par l'école, après la répression par les armes. Également, et sans doute surtout, parce que cette négation a été souhaitée, et même recherchée par la majorité des Corses, à un moment donné, dans leur désir forcené de s'intégrer à l'« Hexagone ». Si l'existence de la culture corse n'est de nos jours plus niée (quoique son image soit fréquemment réduite au chant polyphonique et à quelques éléments de la gastronomie insulaire), et si donc les personnes qui en ont hérité n'ont *a priori* plus à se cramponner à une attitude défensive, cette culture ne s'en trouve pas moins confrontée comme n'importe quelle autre, en effet, au dilemme classique entre tradition et modernité : que garder, que changer – ou plutôt sur quoi mettre l'accent pour s'orienter dans telle ou telle direction ? Une culture qui se cantonne à l'observance de ses us et coutumes, qui se replie sur elle-même, se condamne à la mort : seule l'ouverture aux autres cultures, à ne pas confondre avec leur invasion asphyxiante (à la sauce américaine par exemple), est source d'enrichissement et donc de vie pour elle. Cela implique aussi que la communauté la partageant accueille en son sein toute personne désireuse de s'y intégrer, en faisant sienne cette identité culturelle sans nier pour autant son propre vécu culturel (déjà composé d'innombrables éléments d'origine variée, et non « juste » hérité de sa famille)... L'arrivée en terre corse, depuis maintenant un demi-siècle, de travailleurs marocains devenus une importante communauté devrait quant à elle favoriser l'ouverture de la population insulaire à son environnement méditerranéen. Mais cette démarche ne s'opère pas aisément.

Vannina (Fora !) : Les phénomènes migratoires sont des clefs de compréhension majeures de la situation contemporaine de l'île. D'abord émigration massive à la fin du XIX^e et au XX^e siècles dans la fonction publique ou coloniale. Mais aussi, comme tu le dis, immigration, notamment maghrébine à partir des années 1960. Se croisent ainsi en Corse des déracinements, des nostalgies mères de conservatismes et des désirs d'enracinement ou de ré-enracinement. Tout ça, sur des territoires neufs : à partir des années 1960 toujours, la géographie démographique de l'île a basculé de l'intérieur au littoral et a engendré l'émergence de nouveaux territoires, proto et péri-urbains. Les villages se sont vidés au profit de nouveaux quartiers, de nouvelles agglomérations. Le déracinement et l'ubiquité symbolique qui en découlent paraissent des caractéristiques majeures de la société corse contemporaine.

Depuis le début de ces mutations, la disparition des Corses et de leur culture est un motif d'angoisse. Les concepts de « génocide culturel » et de « colonie de peuplement » alors employés le traduisent bien. Les sentiments de menace, la rhétorique du péril sont largement mobilisés. Aujourd'hui encore, dans le sillage de cette angoisse, on trouve toujours sur les parapets des routes insulaires des graffitis réclamant *I Francesi Fora* – abrégé sous le sigle *IFF*. Le slogan s'est progressivement décliné : *I Arabi Fora* et *IAF*, dont la faute de grammaire (l'article « I » pour un pluriel commencé par une voyelle est fautif en corse) rappellent qu'ils sont des dérivés de *IFF*. Et la dimension de dérive est bien pertinente car pour le

« traditionnel » *IFF*, il a souvent été rappelé que le *Francesi* désignait les Français non en tant que peuple, mais en tant qu'agent de l'État colon en Corse. Or, rien de tel ne peut être justifié pour l'*Arabi* de *IAF*, simple dérivé xénophobe, écueil des discours identitaires qui favorisent l'entre-soi, l'identité homogène, figée et figeable. À cela, la société corse a bien sûr tenté d'opposer des antidotes. Bon nombre de discours nationalistes se sont eux-mêmes construits sur le concept de communauté de destin. Bien des associations, conscientes des transformations de la société corse, ont souhaité prendre en compte sa nouvelle multiculturalité et tentent de favoriser l'interconnaissance et le « vivre-ensemble ». La question du racisme est encore mal documentée et peu analysée en Corse, elle reste souvent abordée de façon très passionnelle. Heureusement, des travaux universitaires commencent à s'en emparer³.

Vanina (OCL) : En même temps, il faut d'après moi y regarder de plus près. Les menaces xénophobes qui « décoorent par endroits les routes corses à certaines périodes traduisent-elles vraiment la pensée de la population insulaire ? Le racisme est-il vraiment plus répandu en Corse que sur le continent ? Sans parler des scores obtenus en métropole par le Front national, on pourrait facilement relever aussi dans l'expression des médias français (voir *Le Canard enchaîné*) un certain racisme fait *d'a priori* et de clichés... à l'égard des Corses.

L'ÎLE CONNAÎTRA SOUS PEU LA BALÉARISATION QU'ELLE A ÉVITÉE JUSQUE-LÀ SI AUCUNE MOBILISATION D'ENVERGURE NE VIENT L'EMPÊCHER.

Il est vrai que nombre d'insulaires ne se montrent pas désireux de connaître les membres de la communauté marocaine et ne les côtoient guère (hormis au travail, quand ils sont employés comme eux dans le bâtiment). C'est pourquoi le travail réalisé par l'association *Ava basta* et la revue *Fora !* pour modifier de tels comportements mérite d'être salué et soutenu. Mais, là encore, l'attitude de la grande majorité « française » sur le continent est-elle tellement différente à l'égard des immigrés, et de leurs enfants... français ? En Corse, la situation concernant la communauté marocaine est de toute façon appelée à évoluer : si les travailleurs immigrés veillent dans ■■■■



3. Une thèse de sociologie a été soutenue en septembre 2010 par Liza Terrazoni : *Étrangers, Maghrébins et Corses : vers une ethnicisation des rapports sociaux ? La construction sociale, historique et politique des relations interethniques en Corse.*

4. Expression utilisée par Ange Santini, président de l'exécutif de Corse jusqu'en mars 2010.

■■■ l'ensemble à ne pas se faire remarquer, leurs enfants élevés dans l'île sont corses – et revendiqueront de plus en plus, à juste titre, le droit de vivre dans leur pays à égalité avec ses autres habitants.

Beaucoup de gens en France ignorent qu'à l'origine des luttes de libération en Corse, on trouve le Riacquistu, ce grand mouvement de réappropriation qui s'est développé de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1980 : réappropriation de la langue, de l'histoire, de la culture (traditions, chant, poésie, théâtre), mais aussi des savoir-faire techniques, dans le cadre d'une réactivation de l'artisanat (par exemple, la Corsicada). Le besoin ne se fait-il pas sentir aujourd'hui d'examiner ce qui, dans le Riacquistu, a échoué ou n'a pas abouti, mais aussi ce qui pourrait constituer une base pour un nouveau départ ?

Vanina (OCL) : Il faut d'abord s'entendre sur le terme de Riacquistu. S'il est, comme tu le décris, une réappropriation de la langue, de la culture, de l'histoire et des savoir-faire techniques, il me paraît avoir réussi un « commencement de démarche », disons. Mais les

nationalistes utilisent le mot pour parler de « refondation nationale » – et je suis au moins d'accord avec eux pour dire que la culture n'est pas dissociable de ce que vit par ailleurs la communauté qui la porte, c'est-à-dire les rapports économiques, politiques et sociaux existant entre ses membres, et, puisqu'on parle de la Corse, entre la communauté qui y vit et l'État français. Ma critique du Riacquistu porte de ce fait sur son orientation politique et économique, ou plus précisément sur son refus en général de chercher d'autres solutions que dans le cadre actuel. Parce que je milite pour une société débarrassée des structures d'oppression (le patriarcat) et contre le système économique d'exploitation dominant (le capitalisme), mon engagement m'incite à avancer vers ce qui est couramment qualifié d'« utopique », et qui pourtant a le mérite de ne pas avoir encore échoué – contrairement à tout ce qui est subi au quotidien dans la société actuelle (que ce soit dans le salariat ou dans les rapports privés). Au milieu des années 1980, avec l'important développement des *associati* (structures syndicales et associatives) au sein du mouvement corse, on a assisté à la recherche d'« autre chose » (même si le FLNC, qui a alors sorti pour sa part un « projet socialiste » concernant la Corse, visait à contrôler ces structures pour s'assurer une base sociale et ainsi mieux négocier avec le pouvoir « socialiste » français). Le Syndicat des travailleurs corses (STC), en particulier, se déclarait anticapitaliste dans une île où les rapports de classe sont aisément occultés, étant donné les pratiques patronales courantes, et les droits des salarié-e-s bafoués. Cette orientation du mouvement n'a hélas pas duré : il y a eu ces années noires où les assassinats de militants appartenant à ses diverses chapelles se sont multipliés, comme les manœuvres pour s'assurer son leadership. Cette dérive a sans nul doute desservi la cause corse, de même que la langue de bois et l'affairisme pratiqués par nombre de ses « représentants ». Voilà ce qui est selon moi à mettre au passif du Riacquistu. Alors, sur quelles bases repartir ? J'ai l'impression que les choses se précipitent sur le terrain économique en Corse : au vu des grandes manœuvres qui se profilent à l'horizon, l'île connaîtra sous peu la baléarisation qu'elle a évitée jusque-là si aucune mobilisation d'envergure ne vient l'empêcher. C'est

donc là-dessus qu'il faudrait réfléchir : voir les collaborations et échanges économiques possibles sur d'autres bases avec la Sardaigne, le sud de l'Italie ou le Maghreb, par exemple.

Vannina (Fora !) : Le bilan de ces années n'a pas vraiment été fait. Le sentiment de vivre dans une société fille du Riacquistu est partagé et assez incontestable. Pourtant, à bien y réfléchir, la formule consacrée ne dit pas grand-chose. Elle fonctionne comme une marque déposée et bankable, qui pourrait même agacer par son caractère intouchable. Il n'y a guère que Marcu Biancarelli, critique et écrivain de langue corse, pour oser égratigner « u Santu Riacquistu » ! Il réfute la doxa selon laquelle les avancées culturelles de la Corse (enseignement du corse, aides à la création en corse...) sont les fruits du Riacquistu, et rappelle qu'il s'agit des fruits du nationalisme, et de luttes autant politiques que culturelles. Globalement, l'histoire

GARE À LA NOSTALGIE D'UN ÂGE D'OR, GARE AUX SERVITUDES DE L'AUTHENTICITÉ, GARE À LA PATRIMONIALISATION DE LA CULTURE CORSE.

récente de la Corse est encore mal pensée. Le Riacquistu sonne comme une étape majeure du roman national, un socle sur lequel il faut construire sans l'interroger. Évidemment, un tel postulat est très problématique, voire socialement contraignant pour ceux qui en sont désignés comme héritiers, successeurs et dépositaires.

Pour être « enfants du Riacquistu », nous avons besoin de comptabiliser notre héritage. D'abord pour pouvoir le mobiliser au mieux (quid de la veine artisanale, de la redécouverte des savoir-faire et des outils de production, bien moins documentée que la veine culturelle ?), et éventuellement le contester. Car il y a bien un risque de fétichisation. Le récent manifeste « Pour un Riacquistu II », porté par des acteurs culturels des années 1970, en serait presque symptomatique : à l'heure où semble plus fécond un dépassement du Riacquistu, gare aux discours affirmant l'incontestabilité d'une tradition qui fige la création, gare à la nostalgie d'un âge d'or, gare aux servitudes de l'authenticité, gare à la patrimonialisation de la culture corse.





Dans le réveil de la conscience corse, on trouve, dès le début des années 60, une préoccupation pour le rapport de l'humain à la nature et une critique des effets dévastateurs du développement technologique. C'est la lutte contre l'implantation d'une base d'expérimentation nucléaire dans l'ancienne mine de l'Argentella et l'immersion de déchets radioactifs au large de Calvi. C'est, dans les années 1970, l'affaire des « boues rouges » : le déversement de déchets de bioxyde de titane le long des côtes du cap Corse par la société Montedison, entraînant manifestations, émeutes, sabotages et grève générale. Aujourd'hui, au moment où l'on parle beaucoup sur l'île de nouveaux aménagements du territoire (dont certains pseudo-écologiques comme le barrage hydro-électrique sur le Rizzanese), la réflexion sur la « question corse » ne gagnerait-elle pas à réintégrer cette critique du « développement » qui semble avoir été oubliée en chemin ?

Vannina (Fora !) : En Corse, les mouvements de résistance culturelle et politique se caractérisent par leur forte dimension territoriale. C'est que l'identité et la culture corses sont bien les expressions de la relation que la société a entretenue et entretient avec son environnement. On voit là à l'œuvre la logique du milieu telle que décrite par le géographe Augustin Berque, qui revient sur le dualisme occidental dissociant une société sujet et un environnement objet, et qui rappelle la force de la relation entre les deux. Ainsi, en Corse, on ne peut qu'être marqué par la correspondance étroite entre l'émergence de la conscience écologique et de la conscience identitaire insulaire. Une véritable écologie politique semble reposer sur une sorte de trinité – d'ailleurs sans doute

nourrie au dogme républicain jacobin : « una terra, un populu, una lingua ». Tu cites l'Argentella et les boues rouges qui, dans les années 1970, ont fédéré la société corse en résistance, mais tout récemment encore, en 2008-2010, la lutte contre le Padduc (plan d'aménagement et de développement durable de la Corse) a rassemblé la société insulaire. L'exécutif a dû renoncer à l'exécution de ce Padduc, et les élections territoriales qui ont suivi se sont caractérisées par un vote record accordé aux partis nationalistes : les nationalistes – indépendantistes ou autonomistes – restant perçus comme les forces politiques les plus soucieuses de l'environnement, les plus capables de lutter contre la « désanctuarisation »⁴ de l'île.

En termes de développement, désormais forcément considéré à l'aune de sa durabilité, on entend souvent dire que, si la Corse était en retard, elle est maintenant en avance, car elle a été préservée de l'industrialisation, de la bétonisation, de la baléarisation. Pourtant, la longueur d'avance ainsi proférée est plus flatteuse que totalement convaincante. Si la Corse n'a jamais été emblématique de la modernité occidentale (!), elle n'a quand même pas renoncé à y prétendre, et elle est loin de tendre totalement vers un dépassement de cette modernité.

Le développement que le discours moderniste entraîne (développement du parc résidentiel – notamment de résidences secondaires et des centres commerciaux) attise bien quelques foudres, d'autant que la transformation des espaces s'accélère, que l'occupation littorale se densifie, et que l'étalement urbain devient massif. Mais les alertes sont souvent émises ponctuellement, en réponse à tel enlaidissement à tel endroit, à tel déclassement de site remarquable. De nombreuses et dynamiques associations de protection de l'environnement telles que ABCDE⁵, U Polpu ou U Levante⁶ veillent et jouent d'ailleurs un vrai rôle de sentinelles et lobbies. Toutefois, la logique systémique des problématiques esthétiques, économiques, sociales et politiques est moins perçue. La lutte contre le barrage du Rizzanese a certes pu incarner le refus de sacrifier à la modernité une des dernières rivières sauvages d'Europe.

Mais par sa forme et son nom même, le collectif sans support juridique Salvemu u Rizzanese⁷ n'a pas inscrit sa protestation dans un cadre de remise

en question plus général de la modernité. À vrai dire, les voix qui tentent de démontrer les apories du paradigme du développement ou de la modernité me paraissent encore marginales ou atypiques : les écrivains Marcu Biancarelli et Marceddu Jureczek ou les animateurs anonymes du site satirique A Piazzetta⁸, qui épinglent volontiers les travers de la société corse et ses accès modernistes et développementistes en particulier... Mais le ton *macagnosu* (« plaisantin ») de ces derniers, ou celui très acide et littéraire des précédents, les inscrit dans une réception encore infra-politique.

Vanina (OCL) : Je pense malheureusement qu'une bonne part de la communauté corse s'accommode de ce « développement » et le souhaite... à condition de ne pas en subir les effets et de pouvoir consommer à sa guise. De même, les décharges sauvages que l'on rencontre dans des paysages magnifiques viennent contredire le souci environnemental pourtant affirmé, et la proclamation d'un refus de vendre la « terre des ancêtres » peut s'accompagner d'une vente en cachette de ses voisins. Parce que la réalité est plus complexe que le positionnement de principe et que, devant le prix du mètre carré en bordure de mer, on « finit par se résoudre » à vendre son lopin quand on a des problèmes d'argent – ou simplement envie d'en dépenser plus.

Néanmoins, beaucoup se soucient en Corse de défendre l'environnement, et la levée de boucliers à propos du Padduc a traduit une si grande détermination à ne pas laisser passer ce plan que ses promoteurs (à savoir les présidents de l'exécutif et de l'Assemblée corses, ainsi que celui de l'Office de l'environnement !) ont laissé pourrir leur projet. Cela n'implique pas son abandon : il court au contraire, sous d'autres formes plus insidieuses et donc plus difficiles à combattre. Mais le « mitage » des constructions, autrement dit leur éparpillement, un peu partout en Corse, continue d'être dénoncé avec virulence par des associations aussi dynamiques que U Levante : si elles ont du pain sur la planche, elles ne paraissent pas décidées à lâcher prise, et c'est fort heureux ! ■

A LIRE



Fora ! La Corse vers le monde

8 numéros parus
Disponible en kiosque en Corse et en librairie à Paris, Marseille, Lyon et Nice

Sur commande :
Association Ubiquità
- 33 bis, rue César
Campinchi
20200 Bastia
contact@revue-fora.org
www.revue-fora.org/

Corse. La liberté pas la mort !
Vanina
Acratie, 1983

La Revendication institutionnelle en Corse. Collectivité territoriale et mouvement nationaliste
Vanina
Acratie, 1995

Les Années Corsicada ou L'histoire singulière d'un projet d'économie alternative
Jean-Luc Morucci
Albiana, 2008

5. <http://abcdebonifacio.canalblog.com>
6. <http://levante.fr>
7. <http://www.rizzanese.fr>
8. <http://www.wmaker.net/apiazzetta>



décoloniser
nos luttes

POUR UNE BRETAGNE LIBERTAIRE ANTICAPITALISTE ?

FULOR, UNE PETITE COORDINATION BRETONNE, A TENTÉ D'IMPULSER OU D'ACCOMPAGNER DES DYNAMIQUES POLITIQUES SUR DES BASES ANTICAPITALISTES ET ANTIAUTORITAIRES, EN Y INTÉGRANT LA DIMENSION NATIONALE BRETONNE DE 1992 À 1997.

1. Cf. Courant alternatif n°
2, été 1992.

EN RÉACTION à la première guerre du golfe contre l'Irak, un collectif nantais – le Groupe de résistance et d'opposition à la guerre (GROG) – avait regroupé pendant plusieurs mois en 1991 une trentaine de personnes très diverses, militant-es anars ou breton-ne-s, entre autres. La campagne d'insoumission au Pays basque (qui concernait alors au sud plusieurs centaines d'insoumis) démontrait qu'une revendication identitaire bretonne pouvait entrer en résonance avec le refus de l'impérialisme et du militarisme français.

Dans ce contexte, à l'invitation d'un camarade du GROG, nous nous sommes retrouvés avec quelques jeunes militants proches d'Emgann (« combat », en breton) début 1992 pour créer un réseau de groupes locaux sur une base antiautoritaire, anticapitaliste et nationalitaire bretonne. Dans un premier temps, il nous paraissait important de fixer les bases théoriques qui cadreraient nos actions et notre expression communes. Rapidement, cinq groupes (Nantes, Saint-Brieuc, Guingamp, Brest, Auray) adhérèrent à ce réseau, Fulor, avec un journal, *Dispac'h*, et une plate-forme politique succincte¹.

AFFIRMATION IDÉOLOGIQUE OU RAPPORT DE FORCES ?

Fulor est intervenu sur différents thèmes (langue bretonne, armée et insoumission, répression, solidarité internationale, pêche, tourisme, etc.) avec un positionnement révolutionnaire et breton, en visant le fonctionnement le plus démocratique possible. Mais sur certaines luttes comme celle de l'emploi (CIP en 1994), contre le plan Juppé sur les retraites en 1995, le nucléaire en 1997, nous participions à des collectifs locaux nantais sur une base individuelle, sans spécificité particulière. Lors de la lutte des chômeurs et chômeuses de l'hiver 1997-1998, les collectifs de Nantes et de Guingamp dans lesquels des camarades de Fulor étaient investis ont eu une véritable existence le temps du mouvement. Il faut bien constater qu'en se confrontant à l'État pour construire un rapport de forces à l'échelle hexagonale il semblait artificiel et idéologique de se positionner en tant que breton-ne-s, l'aspect de classe et la dimension sociale étant centraux.

DES PRIORITÉS DIFFÉRENTES

Après le mouvement des chômeurs, les efforts pour animer de façon volontariste et entretenir un fonctionnement de Fulor

à l'échelle de la Bretagne nous paraissaient trop lourds, alors que par ailleurs nous avions une autre structure organisationnelle avec l'OCL, où nous pouvions intervenir en prenant en compte la dimension identitaire éventuelle de certaines luttes en liaison avec le Pays basque, l'Occitanie ou la Corse sur une base internationaliste.

Par ailleurs, l'évolution nationaliste de camarades vers des choix stratégiques et organisationnels plus avant-gardistes que ceux prévalant à Fulor a entraîné l'arrêt définitif du réseau.

Le positionnement d'une coordination comme Fulor a posé problème, notamment à l'occasion de la campagne de solidarité avec les personnes inculpées pour avoir hébergé des réfugié-e-s politiques basques, surtout de 1992 à 1995. Cette mobilisation, qui constituait un terrain privilégié pour la dimension nationale bretonne et la solidarité entre nations sans État, visait d'abord à contrer la répression policière, judi-

COORDINATION POUR UNE BRETAGNE INDÉPENDANTE ET LIBERTAIRE

LA CBIL, Coordination pour une Bretagne indépendante et libertaire, se définit comme libertaire, internationaliste et indépendantiste sur la base suivante : « Pour nous, l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient-e-s que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être breton-ne ne signifie pas forcément être né-e en Bretagne, porter un nom breton, mais choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent-e dans les assemblées ».

La CBIL publie un journal, « Le Huchoër » (qui signifie « le porte-voix » en gallo).

CBIL - BP 70402 - 22200 Gwengamp Cedex.

www.cbil.lautre.net - cbil@no-log.org

ciaire, et non pas à instrumentaliser les inculpés-e-s comme martyrs bretons face à l'arbitraire parisien... Cette campagne de mobilisation autour du droit d'asile illustra la difficulté de fonctionner démocratiquement dans un cadre idéologisé.

LE PROCÈS DU DROIT D'ASILE

En mai 1992, en Bretagne, une centaine de personnes étaient arrêtées par l'antiterrorisme, mises en détention provisoire et inculpées pour avoir hébergé des réfugié-e-s basques. Ce qui s'était produit six mois plus tôt dans la région d'Angers, avec trente inculpé-e-s, sans susciter de mobilisation de solidarité, provoqua au contraire en Bretagne des réactions conséquentes. Une dizaine de collectifs de solidarité apparurent autour des inculpé-e-s, avec une manifestation de deux mille personnes dès le mois de mai à Quimper.

En fait, cette répression policière relançait un mouvement breton plutôt assoupi. Pour Skoazell Vreizh (le Secours breton) créé pour les prisonniers du FLB-ARB dans les années 1960, comme pour Emgann, fondé à partir des KAD (comités pour l'amnistie) après l'amnistie de 1981. Les nationalistes bretons se retrouvaient dans une position paradoxale : l'ampleur de la répression policière révélait la solidarité et les sympathies que les réfugié-e-s basques avaient rencontrées en Bretagne ; l'État français réprimait donc la solidarité concrète entre deux peuples opprimés, validant une lecture nationaliste de la mobilisation². Mais dans le même temps, la réalité était plus complexe, naturellement : une large majorité des inculpé-e-s, même s'ils et elles étaient et se revendiquaient effectivement breton-ne-s, n'avaient pas agi par « conscience nationaliste militante » et renâclaient à jouer les martyrs de la cause, mais voulaient bien de la structure financière de solidarité de Skoazell Vreizh et des avocats... Les attentats revendiqués par l'ARB (Armée Révolutionnaire Bretonne) recommencent en 1992...

À Nantes, une camarade libertaire arrêtée pour les mêmes raisons de solidarité refusait d'être défendue par Skoazell Vreizh et d'exprimer une quelconque bretonnité pour sa défense. Le collectif nantais³ qui participait activement à la dynamisation de la campagne et à la coordination bretonne a respecté ce choix. Nous avons proposé que la campagne de solidarité en prévision des procès s'axe sur le droit d'asile pour élargir la solidarité, ne pas être enfermé dans un ghetto nationaliste facile à caricaturer par l'accusation, pour susciter la solidarité des militant-e-s antiracistes du droit d'asile, enfin pour intégrer aussi les inculpé-e-s à Angers, en Vendée, dont certain-e-s militant-e-s breton-ne-s ne voulaient pas entendre parler (et pour cause...).

FACE À LA RÉPRESSION, LE RÉALISME

Ce procès a marqué un coup d'arrêt au groupe Fulor-Naoned⁴, la majorité refusant un positionnement trop français du comité nantais dans la plate-forme « Le procès de la solidarité ». Pour Fulor-Naoned, malgré le pragmatisme du comité nantais face au choix de l'inculpée et à l'écho en demi-teinte reçu sur la



UNE LARGE MAJORITÉ DES INCULPÉ-E-S, MÊME S'ILS ET ELLES ÉTAIENT ET SE REVENDIQUAIENT EFFECTIVEMENT BRETON-NE-S, N'AVAIENT PAS AGI PAR « CONSCIENCE NATIONALISTE MILITANTE » ET RENÂCLAIENT À JOUER LES MARTYRS DE LA CAUSE...

ville, la primauté de la « spécificité identitaire bretonne dans l'accueil des réfugiés basques en Bretagne (sic!) » devait s'imposer. L'affirmation de la nation devenait le critère décisif et clivant... Pour nous, cette idéologisation de l'intervention par rapport à la nécessité du moment semblait surréaliste. La mobilisation à Paris la veille des procès, clairement marquée de drapeaux bretons et basques, fut un succès (pour des inculpés soi-disant terroristes), malgré les embûches policières.

EN CONCLUSION RAPIDE

Le développement des attentats de l'ARB à la fin des années 1990, avec des réussites techniques indéniables (à Cintegabelle ou à Belfort) s'est terminé à Quévert en avril 2000, avec la mort d'une prolétaire bretonne... Avec les inculpations de militants risquant la perpétuité et emprisonnés pour de longues années, le débat sur la stratégie politique en Bretagne se retrouvait bloqué⁵ pour très longtemps... La dénonciation de l'action de la DST dans le drame de Quévert n'a pas pesé lourd hors des cercles restreints des militant-e-s.

Une autre coordination bretonne et libertaire s'est mise en place début 2002, surtout autour de groupes de Guingamp et Rennes⁶. À Nantes, suite aux frictions dans Fulor, puis à l'affaire de Quévert, nous n'avons pas trouvé l'énergie pour relancer un collectif local, l'espace politique s'étant trop clivé, entre ceux qui dénonçaient toute implication bretonnante et ceux qui affichaient un soutien acritique aux inculpés bretons. Actuellement, la CBIL continue de fonctionner avec un journal, *Le Huchoër*. **Gérald**

2. Au cours de l'instruction, le parquet antiterroriste a abandonné les poursuites contre les militant-e-s d'Emgann ! Tentative pour dissocier la mouvance nationaliste des comités de soutien ? Pour gêner une interprétation « procès de la solidarité basco-bretonne » ? En arrêtant simultanément une centaine de personnes pour le même motif, ça politisait par trop l'affaire. Les arrestations d'hébergeurs ont continué après 1995, mais réparties dans le temps.

3. CSNIDA, Comité de soutien nantais aux inculpés du droit d'asile.

4. Naoned : Nantes en breton.

5. Un long article dans le n° 100 de Courant alternatif (été 2000) abordait le sujet de la lutte armée et du fonctionnement démocratique interne au mouvement.

6. La Coordination pour une Bretagne indépendante et libertaire, CBIL.



KANAKY IL EST FINI LE TEMPS DES COLONIES!

décoloniser
nos luttes

LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE KANAK et socialiste (FLNKS) a appelé le peuple kanak à boycotter les élections territoriales en Nouvelle-Calédonie le 18 novembre 1984, ainsi qu'à se mobiliser sur le terrain pour manifester son refus du statut d'autonomie proposé par l'ex-ministre des DOM-TOM Lemoine avant l'arrivée de Mitterrand à la présidence. Le taux d'abstentions de ce scrutin s'élève à 50 % et est à 80 % le fait des électeurs kanaks. Le statut Lemoine ne prévoit en effet aucune réforme du corps électoral susceptible de contrebalancer la politique gouvernementale d'immigration massive qui a rendu les Kanaks minoritaires sur leur terre. Il fixe à 1989 la tenue d'un référendum d'autodétermination, et cette lointaine échéance ne peut servir qu'à aggraver encore leur situation. Les Kanaks rejettent la légitimité du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCPR, un RPR local très musclé), qui a obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée territoriale. Leur mobilisation force le gouvernement à admettre le FLNKS comme interlocuteur pour régler la question de la souveraineté en Kanaky.

La suite prouve malheureusement que l'indépendance promise par le Parti socialiste au peuple kanak avant 1981 était un leurre. Si, durant les années 1980, barrages routiers, occupations de mairies, séquestrations de gendarmes et manifestations se multiplient, des dizaines de militants et de responsables du FLNKS sont assassinés par des militaires ou des extrémistes caldoches. Le 5 mai 1988, le tandem au pouvoir, Mitterrand-Chirac, lance ses forces spéciales à l'assaut de la grotte où se sont réfugiés, à Ouvéa, des militants kanaks avec des gendarmes pris en otage. Dix-neuf Kanaks sont assassinés. Cette tuerie incite le leader du FLNKS Tjibaou à signer le 26 juin avec le responsable du RPCR Lafleur les accords de Matignon-Oudinot (instaurant des provinces et reposant le principe d'un référendum), sous l'égide du Premier ministre Rocard, pour mettre fin aux affrontements. Une décision qui divise profondément le mouvement kanak. Le 5 mai 1998, l'accord de Nouméa organise les transferts de compétences vers les institutions créées pour gérer les provinces et, s'il fixe à au moins vingt ans de présence en Nouvelle-Calédonie la

participation des métropolitains au référendum, il repousse la tenue de celui-ci à 2014-2018.

La Coordination libertaire anti-impérialiste (CLA) a été créée au début de 1985 à l'initiative de militant-e-s libertaires et anti-autoritaires sur la base de la solidarité avec la lutte anticolonialiste menée, en Nouvelle-Calédonie, par le peuple kanak. Elle a rassemblé en région parisienne des personnes appartenant à la Coordination libertaire étudiante (CLE), à la rédaction des journaux *Informations et réflexions libertaires (IRL)* et *L'Entraide*, et à des groupes de la Fédération anarchiste (FA) et de l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), ainsi que des camarades proches du mensuel *Courant alternatif* et du collectif anti-autoritaire COJRA. Le texte qui suit est paru dans *L'Entraide* en mai-juin 1985. Les membres de la CLA participaient à l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK).

AVEC LES DOM-TOM, la France est l'un des derniers États au monde à posséder des colonies. La Nouvelle-Calédonie, où sévit un véritable régime d'apartheid, en est l'illustration frappante et presque caricaturale.

Dépossédés de leurs terres, massacrés après plusieurs grandes insurrections, parqués dans des réserves, soumis au code de l'indigénat jusqu'en 1946, n'obtenant le droit de voter qu'en 1956 pour bientôt se découvrir minoritaires dans leur pays, les Kanak se battent aujourd'hui contre leur génocide tant physique que culturel, pour arracher leur indépendance et pour construire un « socialisme en pays kanak ».

Militants libertaires vivant dans l'État qui les colonise et menant notre propre combat contre lui, nous sommes à plus d'un titre concernés par leur lutte. C'est pourquoi nous tenons à les assurer de notre entière solidarité, et en même temps à intervenir pour contredire la propagande qui vise à dénaturer tant les formes prises par le mouvement indépendantiste que le contenu de ce combat.

Le peuple kanak s'est doté d'une structure de lutte – le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) – qui prend

racine dans l'organisation traditionnelle et coutumière de la société kanak et fonctionne comme celle-ci au consensus. Le 18 novembre, par l'abstention au vote de 80 % de la communauté kanak, le FLNKS a largement prouvé sa représentativité. Solidaires des Kanak en lutte, nous sommes solidaires du FLNKS en dépit de la méfiance que nous pouvons éprouver pour les stratégies frontistes en général. Lors de son dernier congrès, le FLNKS a décidé de confier son pouvoir de décision et de contrôle aux comités de sa base, ce qui constitue un garde-fou contre la domination toujours possible d'une de ses composantes sur les autres et contre l'apparition d'un phénomène bureaucratique. Un frontisme quelque peu spécifique, donc, comparé au fonctionnement des précédents fronts de libération nationale. Et, en persistant, ce type de structuration, s'il ne pourra sans doute pas à lui seul éviter la constitution d'une nouvelle couche gestionnaire et technocratique lors de l'indépendance et après, contribuera peut-être à éviter que l'émancipation recherchée par le peuple kanak ne débouche, comme dans d'autres mouvements, sur la construction de régimes totalitaires (marxistes-léninistes ou autres).

LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE DU PEUPLE KANAK EST AUSSI UNE LUTTE DE LIBÉRATION SOCIALE

Non intégrés à l'économie de marché, les Kanak vivent aujourd'hui à 70 % dans les tribus. Ne connaissant de ce fait que très peu le salariat et la vie urbaine, ils ne défendent pas un projet de société productiviste. Pour parvenir à une « société socialiste en pays kanak », ils souhaitent faire se rencontrer le mode de production rural communautaire avec les technologies et modes de vie actuels, sans se référer à un quelconque modèle importé. Ils voudraient mettre sur pied une forme originale d'économie (autocentrée et communautaire) à partir de leur organisation sociale égalitaire et décentralisée et, unissant tous les exploités sur des bases pluri-ethniques dans un vaste front social, maîtriser les moyens de production moderne avec les travailleurs des autres communautés.

La lutte de libération nationale et sociale du peuple kanak a ceci de fondamental qu'elle est globale et qu'elle révèle du même coup le caractère tout aussi global de la domination coloniale de l'État français. De la contestation de la présence des troupes d'occupation à la lutte contre les essais nucléaires du Pacifique, de la remise en cause de l'ensemble du système d'éducation (forme et contenu) à la résistance au modèle de développement économique institué, tous les « fronts » de lutte sont investis, tous les aspects de la vie des gens sont indissociablement pris en compte dans une dynamique anticapitaliste. Cette délégitimation globale de la présence impérialiste de l'État français dans la région se matérialise par des pratiques de désobéissance civile ; le mouvement indépendantiste appelle la population à boycotter les commerces et les transports caldches, à refuser de participer à la vie économique (beaucoup de Kanaks ont aujourd'hui déserté leur entreprise et regagné leur tribu), à s'insoumettre, à créer des écoles parallèles et des coopératives de développement populaire.

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE CONTRE L'INDÉPENDANCE

Cette lutte pour l'indépendance permet de mesurer le degré d'hypocrisie du pouvoir socialiste. Comme en Algérie il y a trente ans, c'est un État colonial « de gauche » qui assassine et emprisonne les militants indépendantistes.

- Hypocrisie du vote démocratique « un homme, une voix » qu'il veut imposer, alors que seul le peuple kanak est colonisé en Nouvelle-Calédonie et qu'il a été rendu minoritaire sur sa terre.
- Hypocrisie face à une extrême droite surarmée, quasiment protégée par l'administration coloniale, et qui permet à l'État d'accroître sa pression sur le mouvement indépendantiste.
- Hypocrisie de l'« indépendance-association » qui ne cherche d'ailleurs même pas à cacher un projet néocolonialiste. Il s'agit pour l'État français de construire un État calédonien viable, qui produise pour la France sans tomber dans une autre zone d'influence, et qui mette le peuple kanak au travail selon les critères de l'économie de marché et de la rentabilité.

LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE ET SOCIALE DU PEUPLE KANAK A CECI DE FONDAMENTAL QU'ELLE EST GLOBALE.

Le 18 novembre a ouvert une brèche pour tous les mouvements indépendantistes des « confettis de l'Empire ». La nature profondément réactionnaire des socialistes apparaît clairement dans leur crainte d'une « contamination » de la revendication indépendantiste ; les dizaines d'années de prison qui frappent actuellement les militants guadeloupéens représentent une bonne illustration de la réponse qu'entend lui opposer l'État français. Car le développement des luttes anticoloniales se heurtera au complexe militaro-industriel français (site d'expérimentation nucléaire de Mururoa-Tahiti) et européen (programme Arianespace à Kourou, en Guyane), et à la vitrine – avant tout commerciale et touristique – que représente la présence française dans les Antilles et à la Réunion.

Les luttes de libération nationale, et en premier lieu celle des Kanak, doivent pouvoir compter sur notre solidarité ici. Le développement d'un large mouvement anticolonial doit permettre de rendre plus difficiles les pratiques répressives du gouvernement, et injustifiables les projets néocolonialistes. Cette solidarité, qui doit être très forte aujourd'hui et demain, n'exclut pas le débat politique avec les militants du FLNKS, tout en étant bien conscients que l'on ne peut leur demander de répondre pour les échecs des luttes anti-impérialistes précédemment menées, ni exiger d'eux ce que nous-mêmes n'avons pas réussi à construire ici.

Indépendance pour la Kanaky !

Solidarité avec les peuples en lutte contre l'État français !

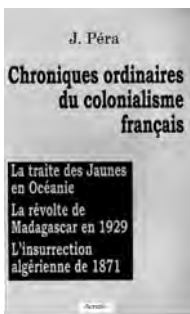
Coordination libertaire contre les impérialismes



LE COLONIALISME, décoloniser nos luttes TALON D'ACHILLE DU MOUVEMENT OUVRIER

LES COURANTS SOCIALISTES EUROPEENS, LIBERTAIRES INCLUS, SONT SOUVENT PASSÉS À CÔTÉ DES LUTTES ANTICOLONIALISTES, SOIT PAR CERTITUDE ARROGANTE DE LA SUPÉRIORITÉ DE LEURS VALEURS, SOIT AU NOM D'UNE VISION RÉDUCTRICE DE LA LUTTE DES CLASSES.

A LIRE



Chroniques ordinaires du colonialisme français

J. Péra, Acratie, 2002



Cent ans de capitalisme en Algérie 1830-1930. Histoire de la conquête coloniale

Robert Louzon Acratie, 1998

À travers les révolutions espagnoles

Nicolas Lazarévitch Belfond, 1972

EN PLEINE RÉVOLUTION FRANÇAISE, CONDOCET avait déclaré que « les peuples d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'autres contrées lointaines semblent n'attendre que d'être civilisés et de recevoir de notre part les moyens de l'être et de trouver des frères parmi les Européens pour devenir leurs amis et leurs disciples »¹. Il s'agissait, en gros, de substituer à la brutalité des tyrans et des prêtres un nouvel ordre mondial régi par la science des savants et assise sur une instruction « éclairée ». Rétrospectivement, cela peut apparaître « progressiste » pour l'époque (on pourrait quand même en discuter) si on se livre à une comparaison avec les temps anciens où les non-Européens sauvages n'étaient considérés que comme des animaux sans âme ! Pourtant, ce jugement devient pour le moins chargé d'ambiguïté lorsqu'on le reproduit à l'identique au XX^e siècle ! Entre-temps, le capitalisme industriel s'est installé en réclamant de la main-d'œuvre bon marché, le salariat s'est développé, l'expansion capitaliste a ouvert l'ère de l'impérialisme en donnant à la question coloniale une place centrale sans commune mesure avec celle qu'elle occupait aux siècles précédents. De cette nouvelle ère économique sont nés les mouvements ouvriers et socialistes qui ont inventé l'internationalisme.

Or, cette place nouvelle du fait colonial n'a été que peu prise en compte par les différentes composantes de ces mouvements, anarchistes compris. Son traitement et sa compréhension ne sont que rarement parvenus à s'extraire des contours idéologiques dessinés par les Lumières en faveur d'une « colonisation éclairée ».

Aux yeux de la gauche classique, entre les deux guerres, la colonisation est acceptée comme un fait. Les radicaux défendent carrément « l'Empire ». Les socialistes sont pour l'« assimilation », c'est-à-dire pour que les indigènes adoptent la culture et les valeurs de la métropole de façon à pouvoir ensuite accéder à l'« égalité citoyenne ». Ils s'appuient sur le projet dit « Blum-Violette » qui réclame une assimilation pour... vingt mille musulmans les plus « évolués » d'Algérie. La SFIO considère que l'indépendance présente plus d'inconvénients que d'avantages. Il s'agit d'une conception européano-centrée qui accorde un brevet de supériorité à la civilisation du colonisateur. Quant aux communistes, le moins que l'on puisse dire est que leur politique vis-à-vis de la question coloniale est à géométrie variable selon la période, et dictée par l'allégeance à Moscou. Sur le fond, elle est le plus souvent proche de celle de la SFIO. Thorez déclare fin 1937 : « Le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorce ».

Les anticolonialistes, après la Grande Guerre, se trouvent dans

la gauche socialiste (les pivertistes, Daniel Guérin), chez les trotskistes, les syndicalistes révolutionnaires de *Révolution prolétarienne* (avec Louzon et Pera), à la CGT-SR et dans une partie du mouvement anarchiste. Encore faut-il nuancer... Si *La Révolution prolétarienne* se prononce clairement pour le droit à l'indépendance, elle est accusée par les trotskistes, particulièrement sensibilisés à la montée des bourgeoisies nationales, de minimiser le contenu « bourgeois des revendications ». Pendant le Front populaire, ces derniers se prononceront quand même clairement pour « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », s'opposant ainsi à la politique menée par le Front populaire. Les anarchistes de l'Union anarchiste prennent eux aussi une position anticolonialiste mais sans pour autant déterminer d'axes de lutte autres que de prôner une révolution sociale en métropole pour résoudre la question coloniale. Une position idéologiquement correcte mais qui laisse encore une fois le colonisé soumis aux aléas de la puissance colonisatrice. Une position souvent assortie d'une certaine condescendance paternaliste : « Bravo les gars ! Mais attention, à bas tous les gouvernements ! ». Pourtant, l'un des théoriciens auquel les anars se réfèrent

AUX YEUX DE LA GAUCHE CLASSIQUE, ENTRE LES DEUX GUERRES, LA COLONISATION EST ACCEPTÉE COMME UN FAIT

volontiers avait tracé des voies plus concrètes, moins idéologiques ! Daniel Guérin, dans *L'Anarchisme*, nous rappelle que Bakounine doutait que l'impérialisme « puisse maintenir dans l'asservissement 800 millions d'Asiatiques » et proclamait sa sympathie « pour toute insurrection nationale contre toute oppression » : chaque peuple « a le droit d'être lui-même et personne n'a celui de lui imposer ses lois ». Il souhaitait que la libération nationale s'accomplisse « dans l'intérêt tant politique qu'économique des masses populaires », et non avec « l'intention de fonder un puissant État » pour ne pas retomber sous un joug autochtone politique et religieux. Sachant par ailleurs que Bakounine a toujours soutenu et participé aux mouvements nationalitaires qui secouèrent l'Europe au milieu du XIX^e siècle, on constate qu'il alliait la nécessité du soutien et la participation aux luttes de libération nationale avec un combat politique pour que ces dernières débouchent sur une libération économique. Il s'agit bien de ce que nous appelons maintenant empêcher que le national l'emporte sur le social. Malheureusement, le mouvement anarchiste a, dans l'ensemble, laissé de côté la première partie de la proposition

1. Dans « Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain ».



LA CNT-E ET LA QUESTION COLONIALE

QUELLE FUT LA POSITION DE LA CNT par rapport à la question coloniale et au « Maroc espagnol » ? Lors de son congrès de 1931, la question fut retournée des débats après deux interventions. L'un des deux intervenants, le leader Pestaña, redoute que, si le mot d'ordre d'abandon du Maroc espagnol devient une réalité, ce pays ne soit immédiatement envahi par les Français et les Italiens. Il pense que, dans un cas comme dans l'autre, les Arabes auraient dans la lutte des classes une situation pire que celle qu'ils ont maintenant. Ne voyant pas de forces arabes suffisantes pour résister aux troupes françaises ou italiennes, il recommande donc de revendiquer pour les Ara-

bes l'égalité des droits avec les Espagnols. Le deuxième intervenant, très minoritaire et sans réel poids dans l'organisation, a combattu cette thèse en clamant son attachement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en laissant de côté les considérations réalistes développées par Pestaña. L'organisation syndicale ne prit donc pas position, si bien que Franco put en toute tranquillité préparer son putsch depuis les terres coloniales sans que nul ne s'y oppose, en tous les cas pas les nationalistes marocains qui n'avaient aucune raison de défendre ni la République ni les anarchistes.

(participation et solidarité) pour n'en garder que la seconde (la mise en garde concernant le danger). Abandonnant la lutte politique au sein d'un mouvement, ce qui n'était qu'une possibilité, voire une simple probabilité – le danger nationaliste – s'est transformé en une certitude, une défaite sans combat. Un peu comme si on refusait de participer à un mouvement revendicatif sous le prétexte qu'il n'y avait que très peu de chances qu'il débouche sur l'abolition du salariat !

Ainsi, le mouvement anarchiste, pour une large part, comme ses homologues socialistes, n'a jamais pris vraiment la mesure de la question coloniale dans toute sa dimension économique, sociale, culturelle, politique et humaine. La condamnation s'est essentiellement exprimée au nom de l'humanisme, de l'antimilitarisme et du pacifisme, qui ne voyaient dans les expéditions coloniales que la dimension violente et massacrate, sans, le plus souvent, en mesurer la signification profonde, celle qui lie le colonialisme à l'impérialisme et au statut du colonisé.

La domination exercée sur le colonisé est souvent ramenée à celle que le patronat exerce sur l'ouvrier des métropoles. Or, nier la spécificité de cette domination et ne pas comprendre qu'elle se surajoute à celle subie comme prolétaires revient à nier la double oppression subie par les femmes : en tant que prolétaire, comme leurs homologues masculins, et spécifiquement en fonction de leur sexe. Pourquoi ce qui a été reconnu pour les femmes a tant de difficulté à l'être pour les colonisés ? Dès lors, les luttes de libération nationale ne sont considérées qu'à la seule lumière d'un affrontement entre le colonisateur et une classe en voie d'ascension qui veut le remplacer sur le dos d'un peuple qui se révolte et n'est que manipulé par les futurs oppresseurs. Il ne reste plus qu'à en appeler à la lutte globale et mondiale du prolétariat contre la bourgeoisie et le capitalisme. Lorsqu'une véritable guerre éclate entre le colonisateur et des forces anticoloniales, il y a une inclinaison certaine à renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé manipulé par de faux prophètes, eux-mêmes oppresseurs de leur peuple.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Fédération anarchiste (FA) s'oppose à la guerre d'Algérie, mais se borne à condamner la répression d'un simple point de vue humaniste intemporel. En 1959, dans le bulletin intérieur de la fédération, on peut lire sous la plume d'André Prunier (André Prudhommeaux) : « L'indépendance des pays d'Afrique du Nord serait une rétrogradation évidente sur le plan de la culture et des mœurs ». Et encore sous celle de Barbe : « L'Algérie a tout à perdre de faire sa sécession ».

Selon Maurice Joyeux, « la guerre d'Algérie est une péripétie

qui oppose deux bourgeoisies, la bourgeoisie autochtone à la bourgeoisie coloniale ». Il rejoint ainsi l'analyse classique défendue par une partie des trotskistes avant et après la guerre. La FA, qui appelle les exploités des deux bords à une résistance contre les exploités communs en mettant le Front de libération nationale sur le même plan que l'armée française, adhère à un comité de coordination contre la guerre d'Algérie mais s'en sépare très vite pour se lier au comité de liaison pour la défense des libertés démocratiques avec la Ligue des droits de l'homme et l'Unef² !

Pour d'autres libertaires, c'est au nom d'un pacifisme intégral qui ne fait pas de distinction entre guerre contre l'exploitation et guerres impérialistes que la résistance algérienne fut condamnée comme l'avait été celle contre l'occupant allemand pendant la Seconde Guerre mondiale.

Pour comprendre cette démarche, donnons la parole à Félicien Challaye, figure emblématique du pacifisme intégral et de l'humanisme libertaire. Dans un article intitulé « Colonisation et pacifisme » publié en 1934 dans *Le Barrage*, hebdomadaire de la Ligue internationale des combattants de la paix, il écrit : « Le problème colonial peut être considéré comme l'une de pierres de touche permettant de différencier les pacifistes sincères des autres. Les pacifistes sincères savent et proclament que *la colonisation est née de la guerre* ; qu'elle est une autre forme de guerre, condamnable comme la guerre elle-même. Ils veulent que l'humanité évolue vers la libération des peuples actuellement soumis ; qu'un jour la société humaine se compose de peuples également libres fraternellement unis dans un monde pacifié »³.

Pourtant, ces positions purement « humanistes » furent loin de représenter l'ensemble du mouvement libertaire. Citons, mais cela devrait être l'objet d'un autre article, la Fédération communiste libertaire (FCL), les Groupes anarchistes d'action révolutionnaires (GAAR), la revue *Noir et Rouge* et l'Union des groupes anarchistes communistes (UGAC). Des organisations aux sensibilités souvent divergentes, mais s'appuyant sur le principe de la lutte des classes et refusant le « renvoi dos à dos » en développant la notion de soutien critique : « L'indépendance nationale des territoires coloniaux doit être considérée comme une condition indispensable de l'émancipation sociale, car elle crée, en soustrayant un peuple à l'appareil de répression d'un État impérialiste – tout en affaiblissant cet État – les possibilités pour ce peuple de faire sa révolution en supprimant ses propres exploités »⁴.

Martin

2. Union nationale des étudiants de France.
3. Alors que, pour les révolutionnaires, c'est l'inverse !
4. « Anticolonialistes des années 30 et leur héritage », « Aden », n°8, octobre 2009.
5. « Noir et Rouge », 1957.



EMILIO LOPEZ ADAN EST ÉCRIVAIN EN LANGUE BASQUE, HISTORIEN DES MOUVEMENTS POLITIQUES ET SOCIAUX AU PAYS BASQUE ET MILITANT RÉVOLUTIONNAIRE. CET ARTICLE REPREND DE LARGES EXTRAITS D'UNE INTRODUCTION QU'IL A RÉDIGÉE POUR AUTONOMOEKIN SOLASEAN (« ENTRETIEN AVEC DES AUTONOMES »).

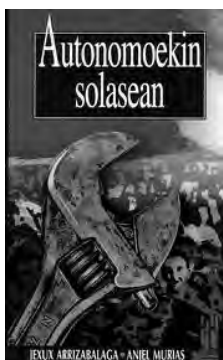
décoloniser nos luttes

COMMANDOS AUTONOMES ET AUTONOMES AU PAYS BASQUE SUD

LUTTE OUVRIÈRE MENÉE PAR UNE ASSEMBLÉE AUTONOME (HORS SYNDICATS) DANS UNE PAPERIE DE LA VILLE DE REINOSA, EN CANTABRIE, EN 1987.

L'AUTONOMIE AU PAYS BASQUE SUD a correspondu à une période de luttes populaires très intenses de 1968 à 1977 : c'est dans un climat de bouillonnement social et d'euphorie révolutionnaire qu'elle s'est ancrée et développée. Mais cette dynamique a décliné à la fin des années 1970. Or c'est précisément au cours de ces années de recul que s'est menée la lutte armée clandestine de l'autonomie – les Commandos autonomes anticapitalistes (CAA) –, avec des conséquences tragiques pour ces militants à qui manquaient alors l'élan et le support des mouvements sociaux : ils subirent une répression terrible et le Mouvement de libération national basque (MLNV) se retourna contre eux.

La traduction a été réalisée par **Kristine**



AUTONOMOEKIN SOLASEAN

« Entretien avec des autonomes »

Jexux Arrizabalaga, éditions Txalaparta, 1997

1. Euskadi ta Askatasuna (« Pays basque et liberté »), organisation armée indépendantiste basque créée sous la dictature franquiste.

1968-1977 : DES ACTEURS DIRECTEMENT IMMERGÉS DANS LES LUTTES SOCIALES

L'autonomie a trouvé son terrain en Euskadi, nation dominée, et elle s'est battue pour la liberté des travailleurs du Pays basque en s'attachant à un seul processus, celui conduisant à la révolution sociale et à l'indépendance sans État.

Le point de rencontre naturel est l'usine. Au cours des dernières années du franquisme, le Syndicat vertical est déjà dépassé, les travailleurs créent des structures nouvelles et fonctionnelles. L'assemblée est le lieu principal et primordial : c'est là où on discute de tous les sujets et où se débattent et se décident les actions. Pour développer un travail suivi, les travailleurs élisent leurs commissions, les militants les plus motivés forment des comités ou des conseils d'usine ; mais l'assemblée est seule souveraine. Après un travail incessant de deux ou trois ans, les luttes populaires les plus intenses se déroulent de 1974 à 1977 et sont riches de pratiques sociales solides. Conseils d'usine et assemblées ont alors le vent en poupe. Ces dernières se transforment en outils permanents et c'est en fonction d'elles que s'articule le mouvement des travailleurs. Partis et syndicats se voient obligés d'accepter l'auto-organisation ouvrière.

La lutte se propage aussi dans les rues, dans les villes, où se créent des assemblées de voisins et des comités de quartier, pour des combats urbains en lien étroit avec le mouvement ouvrier.

D'autres pratiques collectives se mènent sur les terrains de l'antinucléaire – lutte contre la centrale de Lemoniz (voir encadré « La lutte antinucléaire », p. 27) –, de l'antimilitarisme, du féminisme, de l'amnistie des prisonniers, de l'antirépression...

Sans stratégies prédéterminées venues d'en haut, le peuple lui-même trouvait sa voie. Il n'est donc pas surprenant que les autonomes, très impliqués dans ces dynamiques d'auto-organisation et participants actifs des assemblées, se soient sentis forts et pleins d'espoir. D'après les témoignages des protagonistes d'alors, ils étaient très optimistes : « La démocratie bourgeoise n'est pas encore garantie et nous avons l'espoir d'un changement social profond accompagnant la sortie du franquisme, un changement qui dépassera la démocratie bourgeoise ».

Dans ce contexte, la violence était admise pour répondre tant à la police qu'aux mouchards et pour réaliser des sabotages dans l'usine. La lutte armée, dans la mesure où elle apparaissait légitime – et elle l'était face au fascisme –, était généralement acceptée. Elle l'était pour la plupart des autonomes, en tant que réponse juste, soutien et extension des luttes et nécessité inexorable pour abattre le système capitaliste. L'option d'ETA¹ leur paraissait justifiée au Pays basque, mais ils envisageaient autrement la relation entre population et militants et la voie vers l'indépendance. Ils eurent cependant toujours un grand respect pour ETA.

IDEOLOGIE, GROUPES ET COORDINATION

Leur idéologie, ou plutôt, puisque les autonomes n'admettent aucune idéologie figée, leur vision des choses va se tisser au cours de ces années d'intense activité. Antiautoritaires, ils se positionnent contre l'État, l'Église, l'armée et contre le léninisme et ses conséquences autoritaires. Ils s'opposent aux avant-gardes dirigistes, en particulier aux partis et syndicats, parasites de la classe ouvrière. Ils prônent la pratique de la démocratie directe, qui est au cœur de l'assemblée, et la nécessité de coordonner toutes les initiatives populaires. Anticapitalistes, ils combattent non seulement l'exploitation ouvrière, mais aussi la démocratie représentative, les élections, l'éducation et la morale dominantes. Ils refusent tout

compromis avec la bourgeoisie, y compris basque, et précocisent une avancée globale, et non par étapes, vers la libération de l'Euskadi. Pas question d'adopter une tactique frontiste interclassiste ou de revendiquer un statut d'autonomie comme étape provisoire. Pour eux, l'alternative est l'auto-organisation fondée sur la liberté individuelle.

Si on cherche des référents idéologiques à l'autonomie, il faut citer l'anarchisme et le marxisme de conseils (voir encadré « Des militants venus de groupes très divers », p. 29). Mais il serait vain de chercher une idéologie unique à l'origine de l'autonomie. C'était l'environnement concret de lutte qui donnait les bases ; les formes idéologiques ne venaient qu'après, comme éléments expliquant, complétant et enrichissant ce qui se faisait, mais jamais comme guides.

Toutes sortes de gens se retrouvaient dans la mouvance autonome, beaucoup sans étiquette organisationnelle précise, mais aussi des militants de groupes organisés. Ce n'est pas étonnant puisque, de 1974 à 1977, le mouvement assembléaire constituait la force la plus grande au sein des entreprises et dans les luttes urbaines ; les partis réformistes eux-mêmes étaient obligés de prendre cette dynamique en compte. Les assemblées n'étaient pas spécifiquement le fait des autonomes, mais tous y étaient impliqués.

CRISE DE L'AUTONOMIE POPULAIRE

Mais la réalité de la société n'était pas uniquement celle que connaissaient et impulsaient les militants. En temps de lutte, conservateurs et réactionnaires se taisent et ne se voient pas. Mais ils apparaissent dès que l'occasion leur en est donnée. Or, ces gens ont légitimé la Réforme² dans l'État espagnol, qui s'implante à partir de 1978, et qui marque la victoire du réformisme. La radicalité ouvrière et populaire ne résultait donc pas d'une maturité consciente irrépressible mais n'était qu'une expression temporaire.

Ainsi, le réformisme, les tendances conservatrices, l'inertie historique et la peur de la révolution revinrent, et pour longtemps. C'est ce changement réformiste de la situation générale qui est la toile de fond de la crise de l'autonomie. Il y a aussi trois causes concrètes et immédiates : la très forte répression ; les problèmes internes, en particulier pour se coordonner rapidement et à une vaste échelle ; l'influence pernicieuse des partis et des syndicats (à l'époque ELA – syndicat proche du Parti nationaliste basque –, les Commissions ouvrières, l'UGT), qui dynamitèrent et minèrent de l'intérieur les mouvements assembléaires : il s'agissait pour ces syndicats que les choses reviennent à la « normale », donc d'éliminer le « protagonisme » direct des travailleurs et de laisser les assemblées désarmées afin de devenir les seuls interlocuteurs du capital.

CONTRE L'ALTERNATIVE KAS ET LES RELATIONS AVEC LE MLNV

Si la base sociale de l'autonomie a souffert de l'offensive du syndicalisme réformiste, le fossé la séparant du nationalisme basque radical, le MLNV, ce vaste mouvement autour d'ETA, s'est creusé encore plus profondément. Le MLNV n'accepta pas non plus la Réforme. Ses militants étaient abertzale et révolutionnaires, sur des bases léninistes. Les premières années, l'influence de la dynamique assembléaire au sein du MLNV fut notable. Mais à partir de 1978, celui-ci a mené contre l'autonomie une offensive impitoyable qui l'a affaiblie, affectée et démoralisée. À vrai dire, c'est l'autonomie qui a mené la première attaque, sur le terrain de la critique politique. Les autonomes et les Commandos autonomes ont rejeté l'alternative KAS³ : « [Elle] propose des points minimaux pour arriver à la démocratie bourgeoise ; pour nous, il ne faut rien offrir à la bourgeoisie ; ce qu'il faut faire, c'est étendre et

approfondir la lutte, directement contre le pouvoir ». Le MLNV n'a pas apprécié ces critiques sévères qui venaient sur sa gauche. Dans la pratique, la coalition politico-électorale du MLNV fondée en 1978, Herri Batasuna (HB), défait des assemblées, de l'intérieur, dans les espaces qu'elle contrôlait, et utilisa pour cela le poids moral et politique d'ETA. Certains autonomes firent face, mais la majorité ne souhaitaient pas aller clairement et directement à l'encontre du mouvement basque organisé. Beaucoup pensaient que l'autonomie pouvait se vivre

AUTONOMES ET COMMANDOS AUTONOMES AU PAYS BASQUE SUD : LA LUTTE ARMÉE, DANS LA MESURE OÙ ELLE APPARAÎSSAIT LÉGITIME – ET ELLE L'ÉTAIT FACE AU FASCISME –, ÉTAIT GÉNÉRALEMENT ACCEPTÉE.

aussi au sein du MLNV, au vu des signes assembléaires observés dans HB et dans les groupes du MLNV. En général, bien que l'autonomie ait critiqué très sévèrement le MLNV, elle a essayé de coexister avec lui comme avec un compagnon de lutte. Mais le plus grand obstacle dans les relations entre autonomes et MLNV fut l'existence des Commandos autonomes anticapitalistes, qui représentaient une partie de l'autonomie, pas forcément la plus importante, l'important ayant été ce vaste mouvement social dans lequel l'autonomie s'était profondément ancrée. De toute façon, les expressions armées ont toujours eu une place particulière ; les médias leur accordent une attention privilégiée et le rôle central que le MLNV donne à ETA se reflète dans le point de vue que ses militants ont sur d'autres mouvements. C'est ainsi que les Commandos ont acquis un protagonisme particulier.

LES COMMANDOS AUTONOMES ANTICAPITALISTES (CAA)

Malheureusement, les CAA font leur apparition quand l'autonomie sociale militante est au sommet de la vague, en 1976, et prête à chuter. Ceux qui acceptèrent le très dur engagement de la clandestinité armée le firent au pire moment, quand l'infrastructure de leur lutte était condamnée à s'affaiblir, ce qui condamnait le groupe armé lui-même.

Les autonomes avaient l'habitude de réaliser des actions dures, quoique non militaires : manifestations violentes, sabotages... Alors que la situation leur paraissait prérévolutionnaire et afin d'orienter efficacement la violence naturelle et spontanée qui surgissait des assemblées, ils se lancèrent dans la lutte armée. De leur point de vue, elle devait se faire de bas en haut, en lien direct avec les luttes des travailleurs. La stratégie étant de donner la priorité au protagonisme populaire dans la révolution, au peuple qui s'auto-organise, à l'autonomie de la classe ouvrière, les actions armées, leurs formes et leurs objectifs se feraient en fonction des discussions et décisions du mou- ■■■

2. La loi pour la réforme politique présentée par le gouvernement Suárez est adoptée par le Parlement en novembre 1976 et par le peuple espagnol lors du référendum de décembre 1976, avec un taux d'abstention très élevé au Pays basque. Cette réforme est le pilier de ce que les élites postfranquistes ont appelé la transition démocratique. Elle signe le passage de la dictature franquiste à la « jeune démocratie » monarchique, enterrant les espoirs de la classe ouvrière et du peuple basque de faire valoir leurs libertés.

3. L'alternative KAS (Coordination abertzale socialiste) de 1976 est une plate-forme du MLNV qui présente cinq points à négocier avec l'État espagnol : l'amnistie pour tous les prisonniers politiques basques, les libertés démocratiques, le retrait des forces militaires et policières espagnoles, l'amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et en particulier pour la classe ouvrière ; un statut d'autonomie.

LA LUTTE ANTI NUCLÉAIRE

AU PAYS BASQUE, LA LUTTE contre le nucléaire fut d'une grande ampleur. L'objectif d'arrêt de la centrale de Lemoniz a été précédé et accompagné de réflexions approfondies sur la consommation et le mode de vie. Il s'agissait de condamner la logique productiviste et d'imaginer et mettre en pratique des modes alternatifs. La mobilisation fut énorme, autour de fêtes, de réunions, d'actions, de mani-

festations (le 14 juillet 1977, deux cent mille personnes à Bilbao). La lutte armée d'ETA fut très importante pour arrêter Lemoniz (gelée en 1984) et bien acceptée socialement, mais beaucoup d'autonomes virent d'un mauvais œil ce protagonisme armé, car il leur semblait impropre à amener à une compréhension des choses qui allait bien au-delà des dangers des centrales nucléaires.

■ ■ ■ vement assembléaire. Mais la lutte armée a des règles très lourdes, elle ne s'improvise pas de manière spontanée. Pour commencer, il faut compter avec les militants et les armes nécessaires. Lors de la naissance des Commandos, ceux qui venaient d'ETA avaient le matériel, l'infrastructure et l'habitude de la clandestinité. En 1975-1976 a lieu la première convergence avec des minoritaires d'ETA-VI, des gens de LAIA-EZ⁴ et les Bereziak (commandos spéciaux) de ETA-PM⁵. Les deux premiers groupes avaient un point de vue libertaire et étaient autonomes dans le sens social et politique du terme. Pas les Bereziak. Pour eux, l'autonomie était que chaque commando ait sa liberté d'action, sans besoin du mandat de quinconque. La contradiction entre sensibilités et idées quant aux priorités, aux façons d'envisager la lutte, perdura dans l'histoire des commandos. Celle-ci connut une multitude de problèmes. La répression, bien sûr, fut terrible, d'autant que l'efficacité policière allait croissant parallèlement à la force atteinte par ETA. Les commandos avaient une infrastructure bien moindre et, dans cette course, ils furent perdants. Par ailleurs, le rêve de l'autonomie et la cruelle réalité n'étaient pas sur le même plan : l'habitude assembléaire et les contraintes de la clandestinité ne sont pas très compatibles. Si le mouvement populaire avait continué, la dynamique extérieure aurait pu permettre de surmonter les problèmes internes ; ce ne fut pas le cas. Mais les plus grosses difficultés vinrent de l'existence d'ETA et des événements liés à la pratique armée. Au sein des CAA, il y eut de grands débats sur l'objectif de la lutte armée. À la position claire du début, à savoir donner un prolongement à la violence spontanée qui s'exerçait dans les luttes ouvrières et populaires, s'ajouta bientôt la nécessité de l'action antirépressive. Or la répression, rapidement, se centra sur ETA. Fallait-il ou non prendre les policiers pour cibles ou les actions ne devaient-elles se faire qu'autour des formes d'expression du mouvement populaire ? Les actions antirépressives furent acceptées et cela induisit une position très spéciale vis-à-vis d'ETA : par solidarité, les CAA effectuèrent des attentats en réponse à la répression subie par ETA. Celle-ci, en revanche, ne voyait pas d'un bon œil ces actions qu'elle jugeait parasitaires ou comme des déviations dangereuses au regard de la lutte qu'elle-même menait.

Dans les premiers temps, les CAA eurent vis-à-vis d'ETA une attitude similaire à celle de l'autonomie à propos du MLNV : ils critiquaient ETA pour son léninisme, ils n'acceptaient ni

le programme KAS ni ses conséquences, lui reprochant une tactique des petits pas, mais ils avaient pour ETA et ses militants un grand respect et ils manifestaient le désir de fonctionner avec eux. Au début, ce fut possible, mais cela provoqua bientôt des débats et des affrontements. Ainsi, en 1979, une division se fit au sein des CAA, le nœud du conflit étant l'attitude vis-à-vis d'ETA. Pour les uns, partisans de l'autonomie traditionnelle, pas question de travailler avec ETA-M (militaire), « élitiste », « avant-gardiste », « autoritaire » et « poursuivant une tactique de négociation assimilable par la bourgeoisie. » Ces Commandos acceptent néanmoins la solidarité avec ETA et les actions directes contre la répression, mais ils ne veulent rien avoir à faire avec le programme KAS ni avec les structures et la discipline du MLNV. Pour les autres, en revanche, l'autonomie n'est que le fonctionnement autonome de chaque commando et il suffit, pour être autonome, de se déclarer pour le socialisme et l'indépendance et d'accepter l'auto-organisation. Ce qui est, selon eux, totalement compatible avec l'alternative KAS et avec le fait d'aider et d'accepter les partis et syndicats du MLNV. Ces deux courants, apparus dès le début, se sont maintenus jusqu'au bout.

VENGEANCE JUSQU'À LA FIN

ETA répondit sans douceur aux critiques. Elle considérait les autonomes comme des parasites de sa lutte et supportait très mal une compétition sur le terrain armé. Le MLNV et ETA assimilèrent très vite les critiques idéologiques des autonomes à un complot policier. Objectivement, disaient-ils, ces critiques affaiblissent la révolution, ce qui leur permettait de conclure, en un syllogisme facile, que ce sont des ennemis de la révolution qui les portent. Ainsi l'adversaire politique passe-t-il facilement pour un auxiliaire objectif de la police, voire un agent provocateur. Cette perception policière de l'histoire, ETA et le MLNV l'ont rapidement adoptée jusqu'à ses ultimes conséquences. Voici un des premiers communiqués d'ETA, en 1979 : « Les actions (des CAA) sont un danger réel de contreposition négative au processus révolutionnaire basque entrepris par les forces de KAS. Mener en Euskadi une action armée dirigée démocratiquement par les travailleurs est une absurdité totalement non viable ». Ce qui est, jusqu'ici, une critique idéologique et stratégique parfaitement licite, mais le communiqué poursuit : « Les CAA, par leur structure plus ou moins anarchiste, sont très accessibles à l'infiltration de la police et des

4. Langile Abertzale Iraultzaileen Alderdia, ou Parti des travailleurs basques révolutionnaires.

5. En 1974, ETA scissionne en deux branches, l'une dite « ETA militaire », l'autre « ETA politico-militaire ». Cette dernière privilégie la voie politique, subordonnant la voie militaire à celle-ci.



LUTTE OUVRIÈRE MENÉE EN 1984 PAR UNE ASSEMBLÉE AUTONOME (HORS SYNDICATS) SUR LE CHANTIER NAVAL DE BILBAO, EN BIZCAYE.

agents à la solde des services d'information espagnols qui provoqueraient ainsi une série d'actions destinées à enlever prestige et crédit à ce processus de lutte armée. Aussi ETA pourrait-elle penser que ce sont des groupes promus et appuyés par la tolérance répressive avec l'objectif de se servir d'eux pour contre-carrer le potentiel de la lutte armée d'ETA ».

C'est dans ce contexte que les dernières étapes eurent lieu. En février 1984, les Commandos autonomes tuent Enrique Casas. Un mois plus tard, à Pasajes, la police élimine froidement le commando qui a commis l'attentat. C'est la fin des CAA, frappés par la répression, sans base sociale forte et haïs par le MLNV. Casas était un sénateur du Gipuzkoa (une province basque), tête de liste pour les élections autonomiques à venir et membre du Conseil de sécurité créé par les gouvernements central et autonome. Pour les CAA, Casas était un des plus importants responsables de la guerre sale qui sévissait très durement à cette époque : le gouvernement espagnol, par le biais des GAL (Groupes antiterroristes de libération), avait commencé sa politique de chasse et d'élimination des réfugiés au Pays basque nord. À la mort de Casas, les CAA font savoir qu'ils ne vont pas tolérer plus de séquestrations et d'assassinats et rappellent les noms de Lasa, Peru, Zabala et Stein, assassinés par les GAL. L'action apparaît donc clairement comme un acte de solidarité des CAA envers les réfugiés. Mais ETA et le MLNV ne l'acceptent pas. Les médias accusent ETA d'être l'auteur de l'attentat et tous les partis constitutionnels profitent de l'occasion pour attaquer durement HB, ceci à la veille des élections. En demandant à qui profite ce crime, ETA et le MLNV lancent de graves accusations, dénonçant les auteurs comme des instruments d'une provocation policière, voire des policiers. HB communique : « Condamnation la plus ferme... Provocation claire... Intention claire de boycotter la campagne électorale... Derrière cela et derrière beaucoup d'autres actions qui se mènent ces derniers temps, il doit y avoir des fils occultes, étroitement reliés aux centres d'information qui dirigent le processus de Réforme de l'État espagnol... [La mort de Casas] est la dernière action de la guerre sale... ». La conséquence la plus terrible de ces accusations survient après la tuerie de Pasajes. Le MLNV avance alors que les assassinats perpétrés par la police avaient un but clair : abattre les témoins afin d'occulter définitivement la sale manœuvre policière de ceux dont le commando autonome éliminé avait fait partie ! Pour les autonomes, les propos du MLNV furent ressentis comme une terrible et inoubliable offense. Mais c'est ainsi que resta figée pour toujours la position officielle du MLNV sur les autonomes : au mieux, quelques anarchistes marginaux qui ne faisaient que remuer la merde ; au pire, une manipulation policière pour affaiblir ETA et le MLNV.

En avril 1987, ce sont les événements de Portugaleta. Des jeunes lancent des cocktails Molotov contre la mairie du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), faisant des morts et des blessés parmi ceux qui s'y trouvaient. Là encore, on est en période électorale. Parmi les lanceurs des cocktails, certains appartiennent au collectif Mendeku (« vengeance »), du nom du commando qui avait réalisé l'attentat contre Casas. À cette époque, l'espace de l'autonomie n'est plus celui des travailleurs ou du grand mouvement des assemblées urbaines. Mais des jeunes, qui se revendiquent libertaires, travaillent à un niveau plus modeste : logement, locaux, concerts, antimilitarisme, etc. Ils s'organisent contre tout type d'autorité, y compris le contrôle de HB. Ces « anarchoïdes » que HB trouve louches n'acceptent pas l'alternative KAS, et Jarrai (organisation des jeunes de HB) les rejette. Comme les autonomes d'avant, ces

DES MILITANTS VENUS DE GROUPES TRÈS DIVERS

LES ZYX, des anarchistes qui forment d'abord le groupe *Liberación*, puis l'*Organisation de classe anticapitaliste (OCA-EKA)*, entrent finalement dans le vaste domaine de l'autonomie. De même les militants de l'*OICE (Organisation de gauche communiste d'Espagne)*, qui prônent les conseils ouvriers. D'autres viennent d'ETA, en majorité des anciens combattants en désaccord avec l'évolution militariste d'ETA. Il y a aussi quelques « minoritaires » d'ETA-VI, issue de la scission de 1972, qui approfondissent les relations entre pratique assemblée et clandestinité. Ils se disent conseillistes mais acceptent l'activité du Parti et la nécessité de

l'Unité de l'État espagnol. D'ETA également, quoiqu'indirectement, viennent ceux de LAIA (Parti des travailleurs basques révolutionnaires) et, en particulier, ceux de LAIA-EZ. LAIA est né en 1974 d'une séparation d'ETA. Ses militants ont emprunté au marxisme tout ce qui convenait à un point de vue de gauche radical : les conseils ouvriers, la critique du stalinisme... Peu à peu, ses membres vont adopter des positions conseillistes et libertaires ; c'est alors que naît LAIA-EZ. Ils rencontreront les Commissions de travailleurs anticapitalistes de Euskadi et, en 1975, la mouvance autonome.

jeunes libertaires sont solidaires des militants d'ETA poursuivis par la police. Ceux de Portugaleta ont eu l'idée de lancer des cocktails quand deux réfugiés ont été livrés à l'Espagne par la police française. Les médias accusent de nouveau ETA et HB, et ceux-ci reprennent leurs arguments antérieurs : « La police et la garde civile savent parfaitement que le groupe Mendeku a été et reste l'ennemi idéologique et politique de HB. L'action des cocktails Molotov à Portugaleta ressemble beaucoup à la provocation politique qui a abouti à la mort de E. Casas, réalisée de la même façon par des groupes idéologiques ennemis de HB et, comme par hasard, en période électorale ». Se servant du motif de Portugaleta, ils reviendront sans cesse sur le sujet, avec une outrance tournant au ridicule. Pour exemple, une citation tirée d'un texte de Floren Aioz, porte-parole de Jarrai. Comparant l'assassinat de Casas avec l'incendie du Reichstag provoqué par les nazis (!), il écrit au sujet de la mort du sénateur du PSOE dans un texte intitulé « Portugaleta ou l'histoire d'une provocation » : « Il est mort aux mains d'un groupe d'ultra-gauche, les Commandos autonomes anticapitalistes, totalement étranger et opposé par son idéologie et sa pratique au MLNV. Ce groupe, les CAA, a probablement été infiltré dans cette action mais, pour le moment, on ne sait pas pourquoi la police espagnole a liquidé physiquement ses membres plus tard à Pasajes, à l'exception d'un seul ».

LE FUTUR, S'IL Y EN A UN, EST LE NÔTRE

Les autonomes ont continué à lutter pour leurs idées et leurs objectifs, guidés par la même soif de justice. Les relations conflictuelles avec le MLNV se sont poursuivies. Certains militants se sont sentis abandonnés ou marginalisés dans les prisons et les villages ; d'autres, en revanche, se sont investis à fond dans des collectifs du MLNV.

Les autonomes ont perdu leur pari à propos de la révolution, mais cela ne veut pas dire que leurs valeurs n'étaient pas adéquates. La victoire a peu à voir avec la justice. La révolution, si elle se fait, viendra par le chemin qu'ils ont défendu.

Emilio Lopez Adan

A LIRE

GUERRE À L'ÉTAT... Luites autonomes et expériences alternatives au Pays basque (1980-1992)

Ce livre évoque une histoire oubliée par l'historiographie officielle et la geste nationaliste. Celle d'un mouvement antiautoritaire, libertaire, prenant pour esthétique la vague punk qui balayait alors tout le pays. C'est la mémoire d'un mouvement qui fut durement réprimé par les États français et espagnol, mais aussi calomnié et mis à l'écart par le mouvement nationaliste classique. *Juankxo Estebaranz*, Trad. Pierre-Jean Cournet *Libertalia*, 2011. *Tropikales y Radikales. Experiencias alternativas y luchas autonomas en Euskal Herriak* (2005)



SCELTA PARA

décoloniser
nos luttes

**DERNIER NÉ EN CORSE, LE MOUVEMENT
SCELTA PARA EST UNE ORGANISATION
INDÉPENDANTISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE.**

D'OÙ VENONS NOUS ? Depuis trente ans, le mouvement nationaliste corse oscille entre radicalité décolonisatrice et pragmatisme institutionnaliste, par le biais d'un autonomisme renforcé. Si l'heure n'est plus vraiment à la première option héritière d'une période intimement liée aux « indépendances » nationales du Tiers Monde, la seconde, elle, est on ne peut plus décomplexée. Le mouvement nationaliste corse s'est affirmé dans les années 1970 comme la voie de la rupture, dans un contexte de tentatives coloniales françaises (spoliation de 90 % des terres cultivables), et d'enrayement de la machine clientéliste traditionnelle. Dans une économie amorphe, le retour de nombreux Corses des colonies ou du continent sans perspectives d'emploi a créé dans la société un mouvement populaire important. C'est ainsi qu'on peut attribuer à cette lame de fond sociale la création d'une université corse (jusqu'alors les étudiants corses partaient en France) et l'échec de la colonisation des terres agricoles.

LA CORSE FACE À SA MARCHANDISATION

Pour répondre à ces attentes et endormir la lutte du peuple corse, l'État français a réalisé un véritable plan Marshall sur l'île, aménageant une économie basée sur le tout-tourisme et multipliant l'administration par la bidépartementalisation : 30 % des emplois en Corse sont dans l'administration française. Ce que l'on constate également, c'est la dépossession de la terre corse : les résidences secondaires se multiplient (augmentation des constructions de plus de 50 % par an), la spéculation immobilière atteint des chiffres tels que nous ne pouvons que constater que nous sommes chassés, petit à petit, de notre propre île par des prix en hausse exponentielle. La Corse est en passe de devenir un paradis pour touristes friqués, impliquant une privatisation des espaces collectifs, comme par exemple l'îlot de Cavaddu et sa police privée au service du comte de Savoie. Pour faire taire la protestation, l'État français a dégagé un Plan exceptionnel d'investissement (PEI), qui fait les beaux jours de notre bourgeoisie nationale : par exemple, Camille de Rocca-Serra, député UMP, mais aussi promoteur immobilier. Ce PEI a nourri grassement toute une nouvelle bourgeoisie : ainsi on a vu des entreprises de fret, de sécurité, de gardiennage, de construction publique fleurir au début des années 1990. Le constat actuel, c'est que 96 % des produits vendus en Corse viennent du continent ou d'ailleurs, dans une île de trois cent mille habitants qui héberge 3,5 millions de touristes. La Corse est devenue une plate-forme de vente de produits de grande consommation.



AGIR

Scelta Para

info@sceltapara.org
www.sceltapara.org
(en corse)

DE QUOI L'AUTONOMISME EST-IL LE NOM ?

Le mouvement de libération nationale se voulait le moteur du changement historique. Il se construisait dans le combat du claudisme, du colonialisme, avec cette volonté de construire un pays. Mais comme toute la société, il est traversé par la lutte des classes et les intérêts irréconciliables des classes du capitalisme. L'adaptation autonomiste est, pour le patronat corse, une forme de « sortie de crise ». Cette sortie de crise, c'est une autonomie large permettant à une assemblée régionale ou nationale corse de maîtriser la gestion politique et législative de l'île. Nous sommes aujourd'hui face à un constat de dérive du mouvement national corse vers un discours autonomiste et libéral, qui est

de fait le mode d'organisation aujourd'hui préconisé en Europe, des *Länder* allemands au confédéralisme belge en passant par les autonomies espagnoles, sous le fallacieux prétexte de se rapprocher des intérêts des peuples. En réalité, l'Europe est autonomiste parce que l'autonomisme sert aux mieux les intérêts du grand patronat.

Désormais, le mouvement nationaliste s'est intégré au système gestionnaire avec succès (les listes Femu a Corsica et Corsica Libera ont fait 36 % aux régionales l'an dernier), pour faire des élections une option stratégique. Certes, la Corse a aujourd'hui une autonomie. Certes, les nationalistes sont entendus, passent dans les médias, et répètent sans cesse que toutes leurs idées sont reprises par les autres partis. Mais pour le peuple corse, qu'est-ce qui a réellement changé ? La société corse est écrasée par la précarité : un jeune sur quatre sous le seuil de pauvreté, une personne sur cinq a moins de huit cents euros par mois, le salaire en Corse inférieur de deux cents euros à la moyenne française ; les prix, eux, sont supérieurs à la moyenne de 10 %, tandis qu'on constate une augmentation de 74 % des loyers en cinq ans. Longtemps le peuple a délégué son combat à des organisations. Le FLNC portait pour toute une frange du peuple cet espoir d'un « Zorro » les sauvant des clanistes et de l'État français. La réalité est tout autre : les intérêts capitalistes ont aussi traversé le « FLN », avec pour arbitre un État français corrompu, ami des mafieux, qui poussa à la guerre civile les factions nationalistes. Une cinquantaine d'assassinats « politiques » plus tard, toute velléité de rupture révolutionnaire du mouvement de libération nationale était liquidée.

Dans ce contexte est née Scelta Para, organisation de travailleurs indépendantiste et révolutionnaire, qui affirme la nécessité d'analyser son combat par le prisme de la lutte des classes. *Scelta* parce que nous voulons prendre en main notre destinée, et construire un mouvement qui nous ressemble. *Para*, parce que notre mouvement ne veut pas des querelles de dirigeants, mais bien un fonctionnement basé sur l'auto-organisation et l'égalité, où la voix de chaque militant-e compte. Depuis trente ans, on hurle les mots *libertà, indipindenza*. Nous répondons : « *indipindenza un si dumanda, si pidda* » (« l'indépendance ne se demande pas, elle se prend »). Cette expérimentation autogestionnaire est sans précédent en Corse. Nous en découvrons les perspectives, les conditions, les limites. Scelta Para rejette la cogestion autonomiste, grande réconciliation de l'État français et de la bourgeoisie nationale corse. Dans ce contexte de dépossession, de marchandisation, d'exploitation, Scelta Para assume et justifie tous les moyens de lutte dont se dote le peuple pour son émancipation du capitalisme et de l'État français, et affirme la nécessité du départ de cet État, de ses institutions, de son école, de son armée, de sa police, de son administration.

Notre combat ne fait que commencer. Il passe avant tout par notre capacité à comprendre ce qui nous opprime. Aussi avons-nous mis en place des séminaires de débat, et participons-nous au projet des *Bibbiutecchi Rivuluzionarii* (« bibliothèques révolutionnaires »), en passant par des expériences politiques dans les quartiers populaires. Il passe enfin et surtout par la reprise en main de notre terre et de notre langue, qui n'ont de sens que dans le cadre d'une destruction mondiale du capitalisme.

Scelta para pà campà !

Circinellu

décoloniser
nos luttes

CONTRE LES
IDENTITAIRES
UN COMBAT
CULTUREL
À MENER

OPA SUR LES IDENTITÉS

QU'IL S'AGISSE DE L'ANTILIBÉRALISME OU DE REVENDICATIONS RÉGIONALISTES OU INDÉPENDANTISTES, LES IDENTITAIRES EXPLOITENT LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES ET LES PARTICULARISMES LOCAUX POUR FAIRE PASSER DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE.

DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, on constate en France l'émergence d'un nouveau courant politique dit « identitaire », qui reprend les mots d'ordre et l'iconographie des mouvements de libération nationale qui se sont développés dans les années 1970. Oscillant entre un régionalisme affirmé (avec Nissa Rebel, Alsace d'abord, etc.) et l'indépendantisme pur et simple (le mouvement Adsav en Bretagne ou les groupuscules « anarcho-identitaires »), ils défendent les langues et cultures régionales, soutiennent les peuples indigènes du Chiapas ou de Birmanie, luttent contre le consumérisme et la mondialisation, prônent la décroissance, la relocalisation de l'économie et la démocratie directe... Mais ils font également montre d'une hostilité ouverte contre les musulmans, militent pour l'expulsion de tous les immigrés « non européens », et mettent en avant une prétendue « civilisation européenne » dont le maintien exigerait la construction d'un bloc continental puissant et unifié de Brest à Vladivostok, dressé contre l'Afrique et le monde arabe.

Par ces thématiques sans ambiguïté, les identitaires révèlent en fait leur appartenance à l'extrême droite – mais pas n'importe laquelle : celle qui, de la frange antibourgeoise des fascismes des années 1920-1930 jusqu'au GRECE des années 1970¹, a toujours défendu la jonction d'une ligne nationale et d'une ligne sociale, pour rassembler à la fois dans les milieux de droite attachés aux valeurs autoritaires et patriarcales et dans les milieux populaires enclins à la subversion anticapitaliste². D'où leur capacité à détourner l'imagerie, les slogans et les tactiques de l'extrême gauche : usage d'un graphisme inventif et d'une esthétique rebelle (cf. le blog Zentropa), pratique du happening, du militantisme festif et de l'action coup de poing (*batucadas* contre les cercles de silence de RESF, soupe au cochon et apéro saucisson-pinard du Bloc identitaire abondamment médiatisés), ouverture de centres sociaux et de lieux alternatifs (Lou Bastioun à Nice, Ti-Breizh en Bretagne), et même formation de communautés autogérées sur base ethnique (La Desouchière). Dans toutes ces directions, et comme l'ont fait remarquer plusieurs groupes antifascistes³, on peut effectivement parler d'une offensive culturelle de grand style, qui correspond à la stratégie dite « métapolitique » dégagée par le GRECE et la Nouvelle Droite dans les années 1970-1980 : conquérir les esprits pour préparer la prise du pouvoir politique. Résultat : ici ou là, des militant-e-s régio-

nalistes, altermondialistes ou d'extrême gauche rejoignent les rangs identitaires, tandis qu'à droite, de l'UMP au FN, les thématiques identitaires, antimusulmanes et pro-civilisation européenne sont reprises de plus en plus ouvertement.

Face à cela, que faire ? Comment empêcher dans ce cadre la récupération des mouvements de libération nationale breton, corse, occitan et autres ? D'abord, pointer les mensonges et les contradictions. On observera par exemple que les identitaires, qui aiment se gargariser du concept de libération et vont parfois jusqu'à se revendiquer de l'anarchisme, n'ont en fait aucune pensée de la liberté : comme le prouve l'abondance de métaphores organiques dans leurs discours (être « de souche », « enraciné », avoir une patrie « charnelle » ou du « sang » breton, etc.), pour eux le culturel est toujours réduit au biologique, c'est-à-dire aux déterminismes qui s'exercent sur les individu-e-s. En outre, leur conception de l'identité est la même que la conception de la nation qu'a l'État jacobin, centralisé et unificateur, dont ils se veulent pourtant les ennemis : elle aussi réclame une allégeance totale et une fidélité exclusive à des formes de culture fétichisées, ainsi qu'à ceux qui s'en érigent représentants et gardiens absolus.

Par ailleurs, il apparaît de plus en plus évident que le combat ne peut pas se contenter de rester sur le terrain social, et doit se porter sur celui de la culture. Il s'agit donc de retrouver une nouvelle alliance entre intervention artistique et combat révolutionnaire (contre l'esthétisation fasciste du politique), tout en redécouvrant et mettant en valeur l'héritage historique des extrêmes gauches anti-impérialistes dans les luttes de libération nationale. Les extrêmes droites identitaires sont capables de mobiliser à l'intérieur d'une culture les éléments qui sont les plus favorables à leur projet : tel symbole, tel épisode de l'histoire locale, telle coutume, telle iconographie – synonymes de guerre, de religiosité virile, de communauté soudée, de résistance à l'étranger. Aux militant-e-s révolutionnaires antifascistes, il appartient au contraire de remobiliser les éléments des cultures populaires minorisées susceptibles d'une interprétation libertaire, anticapitaliste, antipatriarcale, antiraciste : comme l'écrivait Walter Benjamin en 1940, leur rôle est d'« arracher la tradition au conformisme qui est sur le point de la subjuguier »⁴. **Acarus**

1. Auquel les identitaires empruntent un bon nombre de concepts. Le GRECE, Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, est animé par Alain de Benoist. Autre auteur important de cette mouvance : Guillaume Faye, théoricien identitaire de la guerre islam-Europe.

2. Pour un aperçu de ce courant politique, lire Nicolas Lebourg, « Le Monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire », Presses universitaires de Perpignan, 2010.

3. Cf. les Luftmenschen et Action Antifasciste, qui se distinguent de l'antifascisme classique par leur compréhension plus claire des spécificités de l'extrême droite actuelle et de ses lignes de progression.

4. « Thèses sur la philosophie de l'histoire », texte de Benjamin tirant les leçons de l'échec du mouvement ouvrier face au fascisme (réédité dans ses « Œuvres », Gallimard).

A CONSULTER

<http://luftmenschen.over-blog.com>

<http://actionantifasciste.fr>



décoloniser
nos luttes

L'EUROPE CONTRE LES PEUPLES

LES PEUPLES MINORÉS ONT-ILS QUOI QUE CE SOIT À ATTENDRE DE L'EUROPE? CELLE-CI NE SERT-ELLE PAS L'INTÉRÊT DU CAPITALISME CONTRE LES PEUPLES QUI LA COMPOSENT, COMME LES ÉTATS CENTRALISATEURS? ET L'INTERNATIONALISME, DANS TOUT ÇA ?

1. Voir François Fontan, « Mythes et réalités de l'intégration européenne », mars 1965, republié dans *Lo Lugarn* n°24, été 1986, puis dans « Lo Lugarn, 20 ans d'ethnisme. Textes choisis », Z'éditions, 1992.

2. Erwan Vallérie, « L'Europe contre la Bretagne », *Sav Breizh* n°14-15, 1973, republié dans « Nous, barbares locaux. Théorie de la nation et autres textes de Sav Breizh », An Here, 1997.

3. Vallérie, op. cit., p. 91.

QU'ELLES SOIENT RÉGIONALISTES, AUTONOMISTES ou indépendantistes, les différentes formations politiques issues des luttes de libération nationale menées en France dans les années 1970 se caractérisent trop souvent aujourd'hui par leur adhésion au processus de construction de l'Union européenne, même quand elles en contestent par exemple les orientations trop libérales ou insuffisamment fédéralistes. L'enjeu, disent-elles, c'est de dépasser le cadre de l'État français, jacobin et centralisateur, pour poser la question des nationalités à l'échelle européenne, où leurs spécificités linguistiques et culturelles seront reconnues. Une Europe des régions et des peuples serait ainsi souhaitable, et réalisable : une Europe qui respecterait les identités culturelles en encourageant l'apprentissage des langues minorisées, tout en faisant droit à des régions transfrontalières réunifiant des peuples trop longtemps séparés (Basques, Catalans, etc.).

UNE QUELCONQUE FÉDÉRATION DES ACTUELS ÉTATS EUROPÉENS INTENSIFIERAIT CONSIDÉRABLEMENT LE PROCESSUS DE DESTRUCTION DES NATIONALITÉS OPPRIMÉES.

Double paradoxe : en faisant chœur avec les européenistes de tout poil (et qui ne l'est pas aujourd'hui, des fanatiques du Marché commun aux partisans d'une Europe sociale, voire d'une Europe des travailleurs ?), ces formations politiques non seulement oublient les débats qui s'étaient fait jour dans les années 1970 au sein de l'Emsav (mouvement breton, voir p.20) ou du mouvement occitan, mais aussi participent de fait, au nom du refus de ce qu'elles appelaient il n'y a pas si longtemps l'impérialisme français, à la construction d'un nouvel impérialisme, élargi et unifié à l'échelle continentale. Un impérialisme dont l'action dominatrice ne s'exercera pas seulement en dehors des frontières de l'Empire, vers le Maghreb ou l'Afrique subsaharienne, comme c'est le cas aujourd'hui, mais aussi sur son propre territoire, à l'encontre des cultures et des peuples minorisés. Mais comprendre cela sup-

poserait déjà de savoir identifier la nature intrinsèquement capitaliste du processus de construction européenne, et de ne pas se laisser abuser par les discours omniprésents vantant l'Europe comme facteur de Paix et de Prospérité.

L'UNION EUROPÉENNE, INSTITUTION CAPITALISTE ET IMPÉRIALISTE

Comme le rappelaient dans les années 1960-1970 aussi bien François Fontan, fondateur du Parti nationaliste occitan¹, que le militant nationaliste breton Erwan Vallérie², toute réflexion sur le fait politique européen doit en revenir à l'*union économique* européenne, au « marché commun », qui en fut historiquement le préalable et qui en est aujourd'hui l'infrastructure la plus solidement établie. Ce qu'écrivait Erwan Vallérie en 1973 est toujours vrai aujourd'hui : « L'Europe économique n'est autre que le terrain de chasse qu'entend s'assurer le néo-capitalisme des multinationales, les frontières étatiques mises en place par le paléo-capitalisme des manufactures étant devenues trop étroites pour lui. Elle n'est autre qu'une nouvelle dimension du marché capitaliste et n'a de raison d'être, de valeur (au sens le plus mercantile du terme) que dans ce système ». Participer à la construction de l'Union européenne, c'est donc participer au renforcement d'un système capitaliste dont la nocivité sociale et écologique n'est plus à démontrer, mais c'est aussi participer au processus même qui détruit les peuples et cultures minorisées dans leur autonomie matérielle, leur imaginaire, leurs modes de vie. Car le capitalisme repose sur deux dynamiques contradictoires, mais dont les effets convergent pour détruire les cultures populaires : d'une part une uniformisation des cultures par le déferlement d'objets standardisés relevant de la production de masse, remplaçant des productions locales artisanales différenciées ; d'autre part le réinvestissement des différences culturelles par la grande industrie dans sa stratégie de conquête et de création de nouveaux marchés – les particularismes locaux étant ainsi dévoyés, remodelés, et donc falsifiés pour produire de la plus-

value. Dans les deux cas, ce qui disparaît, c'est bien la culture populaire authentique, produite par le peuple pour le peuple, à audience universelle mais nécessairement inscrite dans un espace-temps singulier – qu'il s'agisse des landes de Bretagne ou des rues de Marseille.

Sur le plan politique, le constat est d'ailleurs le même : les deux réalisations de l'Union européenne qui semblaient répondre aux revendications des luttes de libération nationale dans les années 1970 ont, dans les faits, surtout renforcé les mécanismes d'aliénation qui les avait engendrées. Ainsi la reconnaissance des cultures et langues dites « minoritaires » masque-t-elle leur reconversion en outils idéologiques affectés à la confection d'identités régionales unifiées, calquées sur les pôles de développement économique promus par l'Europe (l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée à dominante catalane, ou l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi à dominante basque). Quant à la décentralisation régionale, elle recouvre surtout une logique de dépossession générale du pouvoir (commencée il y a bien longtemps avec l'avènement de l'État moderne), le pouvoir s'exerçant toujours plus dans les faits au sein d'institutions bureaucratiques centralisées à Bruxelles. Nous voyons donc se réaliser ce que craignait François Fontan en 1970 : « Une quelconque fédération des actuels États européens intensifierait considérablement le processus de destruction des nationalités opprimées, si une totale libération politique, économique, culturelle, n'était pas réalisée *préalablement* pour chacune d'elles. La force de pression de l'Occitanie et des autres petites nations colonisées serait encore plus faible dans un monstrueux État européen que dans l'État hexagonal (aussi fédérale que l'on veuille imaginer cette Europe) »⁴.

En outre, ajoutait-il, « les dangers de guerre mondiale viennent principalement de l'existence de super-États et de blocs ; tout nationaliste, tout progressiste, tout partisan de la paix doit tendre à l'éclatement des super-États et des blocs existants et non à la création d'un nouveau »⁵. C'est là peut-être le dernier point sur lequel il faut insister. L'Union européenne, en tant qu'impérialisme en formation, est pour le moment contrainte de jouer les intermédiaires entre les grands blocs de puissance que peuvent être les États-Unis, le monde musulman, la Russie ou la Chine, s'appuyant tour à tour sur l'un ou sur l'autre et se présentant comme puissance d'équilibre, pacifiante par nature. Mais cette situation ne durera pas longtemps : les velléités d'intervention de l'Union sur la scène politico-militaire internationale sont de plus en plus évidentes, et les facteurs de tension économiques et civilisationnels ne manquent pas. Le bloc impérialiste européen, élargi demain sans doute à l'Europe orientale et au pourtour méditerranéen, se trouvera engagé dans des affrontements de quelque importance, sur son sol ou ailleurs ; et pour avoir la loyauté de ses citoyens-sujets, il ne pourra compter que sur sa capacité à susciter des formes d'identification idéologique à son action. La première d'entre elles est la chimère d'une civilisation européenne à défendre, voire à exporter, civilisation prétendument née entre Athènes et Rome, patrie de la Démocratie et des Droits de l'Homme, experte en résolution des conflits et en multiculturalité du fait de sa géographie et de son histoire. Or le plus alarmant est de voir aujourd'hui non seulement la plupart des militant-e-s des luttes de libération nationale, mais la plupart des mouvements anticapitalistes, reprendre le mot d'ordre d'Europe comme union fraternelle des peuples, qu'ils définissent cette Europe comme sociale, ou même comme socialiste.



INTERNATIONALISTES ET ANTI-EUROPÉENS !

Au contraire, la critique radicale de l'idéologie européenne devrait être la tâche première de tout anti-impérialiste conséquent et, sur ce point, il n'y a pas un mot à changer à ce qu'écrivait Erwan Vallérie en 1973 : « Les travailleurs n'ont que faire de l'Europe, ils n'ont que faire d'une délimitation de l'espace qui n'a de sens et de finalité qu'au regard du système d'échanges du capitalisme. Ils n'ont que faire des mythes bourgeois, même accommodés d'une sauce gauchisante. La seule supranationalité qui ait un sens pour les travailleurs, c'est l'internationalisme et l'union fraternelle des peuples. Mais non celle des peuples européens ! Que serait cette union fraternelle qui se limiterait à l'Europe, ou à l'Occident, ou à la Peau Blanche, sinon une coalition de nantis se reconnaissant comme tels et s'organisant comme tels pour défendre leurs privilèges ? Le pseudo-réalisme, qui consiste à partir de la prétendue solidarité objective des travailleurs européens – qu'impliquerait la similitude de leurs situations – pour concevoir l'organisation de l'espace mondial, ne revient qu'à entériner les catégories et les divisions instituées par le capitalisme pour son utilité propre. Ce n'est pas en eux-mêmes que les travailleurs sont européens, c'est le capitalisme qui les fait tels, comme il fait le Tiers Monde. L'Europe en vérité n'est pas un premier pas vers l'internationalisme, mais la fin de tout internationalisme, la traduction politique de la partition du monde en deux camps, celui des profiteurs et celui des exploités »⁶. Patrick Marcolini

4. François Fontan, « Orientation politique du nationalisme occitan », Librairie occitane, 1970, p. 28.
5. Ibidem.
6. Vallérie, op. cit., p. 103-104.



décoloniser
le monde

TURQUIE, POUR LA RECOGNITION SOCIALE ET POLITIQUE

LES KURDES SONT DU GROUPE INDO-EUROPÉEN COMME LES PERSANS ET LES ARMÉNIENS QUI SONT EN MÉSOPOTAMIE DEPUIS PLUS DE CINQ MILLE ANS. LA POPULATION KURDE, QUI COMPTE PLUS DE TRENTE MILLIONS D'HABITANTS, EST RÉPARTIE ENTRE LA TURQUIE (PLUS DE 25 MILLIONS), L'IRAN (2 MILLIONS), L'IRAK (6 MILLIONS) ET LA SYRIE (1 MILLION). LE KURDISTAN A SURVÉCU AUX OCCUPATIONS DES GRECS, DES ROMAINS, DES ARABES, DES PERSANS, ET DES TURCS.

AU XIX^e SIÈCLE, VERS LA FIN DE L'EMPIRE OTTOMAN, les Kurdes se sont révoltés à plusieurs reprises afin d'obtenir l'indépendance. Après le génocide arménien et la Première Guerre mondiale, lors du traité de Sèvres, la création d'un État kurde est acceptée. Mais en 1923, suite à la création de la République turque, lors du traité de Lausanne, la promesse de la création d'un État kurde est abandonnée. L'attitude négationniste du chef de l'État, Atatürk, qui prévoit une seule nation, celle des Turcs, provoque des révoltes (1923-1938). La répression tuera des dizaines de milliers de Kurdes. Les intellectuels nationalistes kurdes mènent alors une lutte à travers des publications et des journaux en langue kurde, et des activités de sensibilisation afin d'obtenir le soutien de l'opinion publique internationale, notamment des Européens.

La lutte des Kurdes irakiens et iraniens sous la direction du Parti démocratique du Kurdistan influence aussi les Kurdes de Turquie. Les modes de lutte démocratique non violents des Kurdes sont réprimés par les autorités turques, qui nient l'existence du peuple kurde.

La politique négationniste de l'État turc provoque une réaction armée des jeunes Kurdes, influencés par les luttes du Vietnam, d'Angola, d'Algérie, etc. En 1978, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est créé par de jeunes Kurdes issu-e-s des mouvements marxistes, des mouvements de jeunesse de 1968 et des années 1970.

Après le coup d'État de 1980, en moins d'un an, plus de six cent cinquante mille intellectuel-le-s et militant-e-s des par-

tis de gauche sont mis en prison. Le déclenchement de la lutte armée par le PKK en 1984 connaît immédiatement un large soutien dans la population kurde, notamment chez les jeunes, qui rejoignent la guérilla de l'ARGK (Armée de libération du Kurdistan, créée par le PKK). En 1990, l'effectif de la guérilla compte plus de quatre mille combattants.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, le mouvement civil s'organise autour d'associations de défense des droits humains, de défense de la culture kurde, des droits des femmes, de syndicats, de journaux et de partis politiques légaux. Un grand nombre des militant-e-s de cette résistance civile sont emprisonné-e-s, assassiné-e-s, contraint-e-s à l'exil ou à rejoindre la guérilla.

DE LA NEGATION A LA RECONNAISSANCE DE L'IDENTITE KURDE

En mars 1993, suite aux médiations de certains journalistes turcs et de certains leaders kurdes, tels que Celal Talabani, Ahmet Türk et Kemal Burkay, un premier contact est créé entre le président de la République turque, Turgut Özal, et le chef du PKK, Abdullah Öcalan. À l'occasion de la fête du Nouvel An kurde, Newroz, Abdullah Öcalan déclare un cessez-le-feu unilatéral en acceptant la solution d'une autonomie ou d'une fédération. L'abandon de la politique négationniste de Turgut Özal permet au PKK de s'éloigner du marxisme-léninisme et d'abandonner sa stratégie indépendantiste. Peu après la mort douteuse d'Özal, les actes provo-



CONNAISSANCE DU PEUPLE KURDE

SITTING PENDANT UNE
CAMPAGNE DE DÉSŒBÉIS-
SANCE CIVIQUE, MARS
2011, TURQUIE.

cateurs de l'Armée turque et de certains militants du PKK interrompent le début d'un processus de réconciliation. La Turquie connaît de nouveau une guerre sanglante.

Les effets du processus d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, les succès de la lutte non armée en Turquie, les luttes démocratiques, la mondialisation, l'abolition des frontières européennes et le risque d'isolement d'un PKK violent ont joué un rôle déterminant dans la décision d'abandon de la lutte armée des dirigeants du PKK.

Fin 1998, lors des préparations du VI^e congrès du PKK, Öcalan déclare la fin de la lutte armée. Le mouvement se prépare à adopter une ligne idéologique plus libertaire que marxiste : « Malgré l'existence de l'État, il faut se battre afin de créer des assemblées populaires locales dans chaque village, chaque quartier, d'une manière horizontale et non hiérarchique ». La revendication indépendantiste qui se base sur la création d'un État kurde est abandonnée. La nouvelle position du PKK dérange l'armée turque, qui justifie son pouvoir grâce à la lutte armée et au danger « terroriste » représenté par le PKK. L'État syrien est lui aussi contrarié par la nouvelle position démocratique et non violente du PKK. Il se sert en effet de la présence des dirigeants du PKK sur son sol comme d'une carte à jouer contre la Turquie, qui contrôle l'eau potable de l'Euphrate. C'est pour cette raison qu'Öcalan, expulsé de Syrie, demande l'asile politique en Italie. Les Européens, qui ne peuvent résister aux pressions des États-Unis, refusent la demande d'Öcalan. Ce dernier se réfugie au Kenya, où il est capturé par la CIA et le Mossad, qui le livrent aux autorités turques.

L'arrestation d'Öcalan crée un choc chez les Kurdes et les Turcs, qui craignent de retomber dans une guerre civile. Après l'arrestation de son leader, le PKK se dissout et le KADEK (le Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan) le remplace en déclarant l'abandon définitif de la lutte armée. Les négociations des conditions d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne démarrent en 1999-2002. L'État turc, ayant peur d'une réaction violente de la communauté kurde, ne

peut exécuter Öcalan. L'État turc abolit la peine de mort et Öcalan est condamné à la prison à perpétuité.

Malgré les interdictions successives des partis politiques kurdes, les Kurdes ont multiplié et renforcé les modes de lutte non violents. Les partis politiques légaux kurdes ont obtenu la direction de plus de cent communes et vingt-trois sièges à l'Assemblée nationale turque. Dans les municipalités kurdes gérées par le BDP (Parti de la paix et de la démocratie), les modes d'organisation horizontale sont de plus en plus mis en pratique sous forme d'assemblées populaires.

LES ÉTATS-UNIS ET LES ISLAMISTES

Après les attentats du 11 septembre, le gouvernement des États-Unis soutient la formation du parti islamiste, l'AKP d'Erdogan, en Turquie, en mettant en avant un modèle « islamiste modéré », allié des États-Unis et d'Israël. Après l'arrivée d'Obama au pouvoir, les États-Unis se préparent à un retrait total de leurs soldats d'Irak. Pour les Américains, les Israéliens et les Européens, la seule armée « crédible » et musulmane à même de remplacer les troupes américaines est celle de la Turquie. Le gouvernement islamiste d'Erdogan est montré en exemple, même aux pays arabes où l'islamisme radical représente un grand danger pour les Occidentaux. C'est pourquoi Erdogan est encouragé (voire poussé) à résoudre les questions liées à la démocratie et aux minorités en Turquie. Il est présenté comme une force démocratique contre le pouvoir classique de l'armée turque.

En septembre 2009, lors de l'anniversaire du coup d'État militaire du 12 septembre 1980, Erdogan annonce un processus de démocratisation dit « d'ouverture démocratique ». Il reconnaît non seulement l'existence d'une identité kurde, mais aussi celle de la « question kurde ». Le PKK répond favorablement à cette démarche. Suite à un appel de leur leader, trente-quatre combattants du PKK rendent leurs armes aux autorités turques à la frontière irakienne et rentrent en Turquie sans être poursuivis par la justice. ■■■

■■■ Suite à une forte réaction de l'état-major de l'armée, des partis de l'extrême droite et des nationalistes turcs au potentiel électoral élevé, et du fait que les opposant-e-s kurdes essaient de présenter ce processus comme une victoire historique, l'AKP d'Erdogan recule et entame une campagne d'arrestations parmi les élu-e-s, les membres des partis et les associations kurdes (plus d'un millier d'arrestations).

Le PKK modifie à nouveau ses revendications : l'idée d'une autonomie ou d'une fédération est abandonnée. Le mouvement kurde semble se satisfaire d'une réforme constitutionnelle qui permettrait d'aboutir à une décentralisation avec des pouvoirs accrus pour les autorités locales.

Les populations kurdes et turques se sont mélangées pendant plus de dix siècles (la majorité des villes turques telles qu'Istanbul, Bursa, Adana, Mersin, Antalya et une grande partie de la population d'Izmir et d'Ankara sont kurdes). Le conflit n'a jamais eu une dimension interethnique. Les Kurdes voient leur avenir dans une Turquie démocratique et de plus en plus de Turcs adhèrent à une telle solution.

QUELLE RÉOLUTION DE LA QUESTION KURDE DANS L'AVENIR ?

Le contexte international est favorable à la résolution de la question kurde car les Américains et les Européens préfèrent une Turquie stable qui serve leurs intérêts dans la région. Les institutions de l'Union européenne telles que la Commission européenne et le Parlement européen multiplient les interventions en faveur d'une solution pacifique à la question dans le cadre de l'intégration de la Turquie à l'Union européenne.

Avant les élections législatives du mois de juin 2011, les partis politiques turcs traditionnels, nationalistes, y compris le parti kémaliste CHP (Parti républicain du peuple), abandonnent leurs attitudes négationnistes et adhèrent de plus en plus à l'idée du règlement de la question kurde par une amnistie générale.

Le PKK accepte de déposer les armes en échange d'une amnistie générale qui ne concernerait pas Öcalan, de la reconnaissance constitutionnelle de l'identité kurde et de la formation d'une commission de vérité indépendante comme celle de l'Afrique du Sud. Le PKK comprend le risque d'une réaction

forte de l'opinion publique nationaliste turque à l'idée de la libération d'Öcalan et revendique l'amélioration des conditions de détention d'Öcalan sous forme d'une résidence surveillée ou d'une assignation à résidence.

ENJEUX DE LA RECONNAISSANCE SOCIALE ET POLITIQUE DES KURDES

La lutte pour la reconnaissance sociale et politique des Kurdes est une lutte au service des peuples, de la justice sociale et de l'exercice réel de la démocratie. Elle s'oppose en Turquie au pouvoir confisqué par l'armée depuis la fondation de l'État turc en 1923. Ce pouvoir absolu de l'armée figure à même la Constitution : chaque mois, le Conseil de sécurité de l'État, qui réunit les cinq commandements de l'armée et les membres du gouvernement, se réunit. Les décisions prises par ce conseil ne concernent pas uniquement les questions sécuritaires, mais l'ensemble des mesures politiques qui modèlent le quotidien de la population. Les revendications de la population kurde, touchée par la discrimination et les conséquences du libéralisme économique (avec un taux de chômage qui atteint 70 %), s'appuient sur le mode coopératif en favorisant des rapports horizontaux. Plusieurs expé-

LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE SOCIALE ET POLITIQUE DES KURDES EST UNE LUTTE AU SERVICE DES PEUPLES, DE LA JUSTICE SOCIALE ET DE L'EXERCICE RÉEL DE LA DÉMOCRATIE.

riences ont cours dans les bidonvilles et villages kurdes, où le mouvement civil a su s'organiser malgré la répression. Sur les questions environnementales, les Kurdes, qui ont connu l'expropriation (cinq mille villages ont été rayés de la carte), s'opposent à la destruction de la nature et à l'exploitation sauvage des ressources au service du capital et des multinationales. Après des décennies de répression, une solution démocratique à la question kurde signifiera le recul de l'armée, de la corruption, de l'expropriation et de l'exploitation. A. D.

«VIVE LA FRATERNITÉ
ENTRE LES PEUPLES.
NOUS CÉLÉBRONS
NEWROS (LE NOUVEL AN
KURDE)» 21 MARS
2011, TURQUIE



À SES DÉBUTS, LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION ASSOCIAIT ÉTROITEMENT LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE À LA LUTTE DES CLASSES. MAIS LA BRANCHE ARMÉE S'EST EMPARÉE DE LA DIRECTION DE LA LUTTE ET LE RELIGIEUX A EMPIÉTÉ SUR LE POLITIQUE, CONTRIBUANT AINSI À CE QUE LE NATIONAL L'EMPORTE SUR LE SOCIAL.

décoloniser
le monde

ALGÉRIE



LES RENDEZ-VOUS, MANQUÉS DE LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

LA GUERRE D'ALGÉRIE ET CELLE DU VIÊTNAM comptent parmi les plus longues et les plus meurtrières guerres de décolonisation. La présence coloniale française qui commence en 1830 ne constitue pas, pour les colons, une excursion de villégiature. Elle s'oppose dès ses débuts à une résistance populaire. Pour exercer sa domination coloniale et surpasser les capacités de défense des populations autochtones, la France doit recourir à toute la puissance de son arsenal militaire. Son maintien en Afrique du Nord ne se fait qu'au prix des massacres, d'enfumades¹ et de déstructuration de la société algérienne (expéditions militaires, actions répressives, démembrement des institutions religieuses et culturelles, déportations, bannissements, emprisonnements). Si l'on ignore la réalité de l'oppression coloniale qui s'exerce quotidiennement depuis près d'un siècle et demi, on ne peut comprendre ce que l'historiographie française officielle désigne dans un premier temps comme « les événements d'Algérie ». Le mouvement de libération mené par les Algériens répond à un besoin d'affronter l'exploitation sous toutes ses formes : le colonialisme, le racisme et l'ensemble des discriminations endurées. C'est au sein de la classe ouvrière immigrée et au cours de luttes syndicales menées dans les années 1920 qu'il puise ses racines. Commence pour lui un long cheminement de combats politiques qui aboutissent à la nécessité de prendre les armes. La jeunesse des années 1950 comprend que « ce qui a été arraché par les armes ne pourra être récupéré que par la manière forte ». Le 1^{er} novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) déclenche ce que nous appelons aujourd'hui la guerre d'Algérie.

On ne peut dissocier ce mouvement des grands bouleversements que connaît l'histoire mondiale à cette époque-là. S'il y puise sa force, il en connaîtra également les échecs. La lutte de libération nationale du peuple algérien a connu des ren-

dez-vous décisifs mais également des rendez-vous manqués, je me pencherai dans cet article sur ces derniers.

LA QUESTION CONFESSIONNELLE

Bien que les trois religions monothéistes aient été présentes dans le paysage social algérien pendant la domination coloniale, cette question n'a pas eu sa part de débat dans le mouvement national algérien. Avant de nous intéresser à l'aspect purement religieux, il est important d'aborder la « question confessionnelle » dans sa dimension culturelle. Après l'indépendance de l'Algérie, le christianisme et le judaïsme disparaissent du paysage algérien. Pour ce qui est du christianisme assimilé à la puissance coloniale, sa disparition avec le départ des colons est compréhensible, vu l'insignifiance du nombre des convertis parmi les autochtones (malgré les missions de christianisation menées par l'Église catholique). Par contre, la quasi-disparition de la religion juive après l'indépendance est un phénomène qui pousse à s'interroger puisque cela n'a pas été le cas chez nos voisins tunisiens et marocains.

On trouve bien sûr des réponses extérieures au mouvement de libération nationale. D'une part, l'administration coloniale, par le décret Crémieux de 1870, fait des trente-cinq mille juifs algériens des citoyens français ; elle arrache ainsi cette communauté à la société algérienne qui se voit ainsi amputée d'un des aspects millénaires de son identité. D'autre part, la création de l'État d'Israël et le travail de propagande de l'Agence Juive sont responsables d'une émigration des juifs séfarades d'Afrique du Nord vers Israël.

Mais il y a aussi des réponses à rechercher à l'intérieur du mouvement national algérien. Son père reconnu, Messali Hadj, conformément aux convictions héritées de son éducation conservatrice et maraboutique fondée sur les préceptes de l'islam a très tôt affirmé, dès les années 1930, l'aspect ■■■

1. Procédé utilisé par le corps expéditionnaire français durant la phase de conquête généralisée du territoire de la régence d'Alger en 1844 et 1845, il consiste à asphyxier l'adversaire en répandant de la fumée dans une cavité rocheuse.

A LIRE



La revue **NAQD** d'études et de critique sociale est une publication bilingue (français-arabe) qui paraît en Algérie. Tirée à deux mille exemplaires, sa diffusion se fait par abonnements et par vente en librairie. N°4, « Mouvement national, crise et enjeux », mars 1993



Le FLN. Mirage et réalité des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)

Mohammed Harbi
Japress publications

Algérie : engagements sociaux et question nationale

René Galissot
Éditions de l'atelier
2007

arabo-musulman de l'identité du peuple algérien (renforcé en cela par l'attitude de la puissance coloniale qui a toujours opposé l'« Algérie musulmane » à la « colonie européenne »). Cette affirmation se réalise au détriment des identités existantes avant l'avènement de l'Islam en Afrique du Nord et fait avorter l'idée et la possibilité de l'existence d'autres formes d'algérianité telles que : être algérien et juif ou être algérien et chrétien ou algérien et athée. Notons qu'au Machreq, Moyen-Orient, le mouvement de la Nahda (« renaissance »), a conservé le paysage confessionnel de ses populations.

Mais ce qui est pire encore, au-delà des aspects culturels, c'est l'aspect religieux lui-même. Durant la guerre de libération (1954-1962) le bataillon du colonel Amirouche dans le Djurdjura (montagnes de Kabylie) impose aux moudjahidines de prier. Les commissaires politiques, lorsqu'ils s'adressent au peuple, intègrent systématiquement dans leurs discours la *basmala*² et la lecture de la *fatiha*³. La présence du religieux ne cesse de se renforcer et de s'affirmer au sein des discours du FLN, y compris après l'indépendance. Le religieux empiète alors durablement sur le politique : l'article 2 de la Constitution algérienne consacre l'islam religion d'État.

Le récit historique national se charge d'effectuer un minutieux nettoyage pour affirmer le caractère musulman de la construction nationale de l'Algérie indépendante. On peut facilement imaginer les questions identitaires que se pose un étudiant de l'Algérie indépendante lorsqu'il découvre l'existence de noms de non-musulmans comme Daniel Timsit, Jacqueline Guerroudj, Georges Smadja, Fernand Iveton, Myriam Ben ou Maurice Audin⁴ qui ont joué un rôle important dans la lutte de libération de l'Algérie mais ne sont même pas mentionnés dans les livres d'histoire scolaire.

LA QUESTION SOCIALE S'EFFACE DEVANT LE NATIONALISME

Nous l'avons évoqué, le mouvement de libération nationale s'organise à ses débuts (entre 1920 et 1924) au sein de la classe ouvrière immigrée (estimée à cent mille Algériens) installée en France et en particulier dans la région parisienne. Impulsée par le Parti communiste français suite à la décision du 6^e comité exécutif de l'Internationale communiste (IC), l'Étoile nord-africaine (ÉNA) est fondée en 1924. Son journal, *L'ikdam*, est imprimé par la Confédération générale du travail unitaire. Le combat contre l'exploitation au travail et celui contre le colonialisme s'inscrivent dans un même projet révolutionnaire. Le mouvement de libération nationale algérien identifie clairement, dans un premier temps, son combat pour l'indépendance à la lutte de classes. Dissoute en 1929, l'ÉNA réapparaît en 1933 et joue un rôle actif dans le Front antifasciste du 12 février 1934, des contacts s'établissent avec la gauche de la SFIO de Pivert et Guérin.

Mais à l'Est, des événements viendront contrarier les premiers élans internationalistes du mouvement. Dans un contexte de crise mondiale et de bureaucratisation de l'URSS, Moscou (Staline) réalise des alliances avec les bourgeoisies européennes qui freineront et étoufferont les revendications les plus radicales dans le mouvement ouvrier international. Il en va de même du soutien aux généraux chinois du Kuomintang responsables du massacre des ouvriers de Shanghai en 1927. En France, l'incapacité de la gauche traditionnelle à dépasser l'autoritarisme stalinien des communistes et le chauvinisme de la social-démocratie l'empêche de se solidariser avec la lutte



EL MOUDJAHID : JOURNAL QUI PARU DANS LA CLANDESTINITÉ À ALGER À PARTIR DE JUIN 1954, ET JUSQU'EN JUILLET 1964.

du peuple algérien pour l'indépendance totale. Elle lui préfère le projet d'une autonomie avec un Parlement indigène. Après la victoire du Front populaire, Messali Hadj, principal dirigeant de l'ÉNA, rejette le projet Blum-Violette et sa réforme qui vise plus à conserver l'Algérie sous domination française qu'à lutter contre les inégalités de classes car elle renforce l'élite locale. L'ÉNA est à nouveau dissoute mais par un gouvernement de gauche cette fois. Messali Hadj tient de nombreux meetings en Algérie. En août 1936, au stade de Belcourt, à Alger, il prononce devant vingt mille personnes la phrase célèbre : « Cette terre n'est pas à vendre ». Ce moment historique signe la rupture avec le mouvement communiste et ce qu'il pouvait apporter comme aspiration internationaliste face à l'affirmation nationale.

Au nom de l'unité du peuple (« peuple classe »)⁵ qui doit mener le combat contre le joug colonial, la question sociale s'efface au profit de la construction nationale. À sa naissance en 1954, le FLN s'inscrit dans le projet politique nationaliste du Parti du peuple algérien-Mouvement du triomphe des libertés démocratiques PPA-MTLD (successeur de l'ÉNA). Même lorsqu'il crée l'Union générale des travailleurs algériens le 24 février 1956, le projet national prime sur la lutte de classe. Dans ses déclarations, le FLN s'adresse rarement à la classe ouvrière, sauf pour lui demander de soutenir le combat politique pour l'indépendance comme il le fait pour la grève des huit jours qui dure du 28 janvier au 4 février 1957, au moment même où la question algérienne est débattue à l'Assemblée générale de l'ONU.

Cette grève est un succès total, que cela soit en France, où trente mille travailleurs d'origine algérienne désertent leurs postes de travail, ou en Algérie, où les villes et villages res-

2. Annonce que les propos tenus se feront au nom de Dieu.
3. Sourate d'ouverture du Coran.
4. Militants du Parti communiste algérien. Fernand Iveton a été guillotiné et Maurice Audin disparu à l'âge de trente-quatre ans.
5. Selon la thèse de Messali Hadj : « Le peuple algérien constitue une seule classe opprimée face au système colonial ».

semblent à des villes mortes désertées par leurs habitant-e-s. Cette grève constitue un des moments cruciaux de la guerre d'Algérie car elle permet de montrer au monde entier que les aspirations d'indépendance du FLN sont celles de toute la société algérienne. Mais c'est l'image du combattant armé qui est associée à la victoire de l'Algérie indépendante, et non la cheville ouvrière qui s'est manifestée en particulier au cours de cette grève des huit jours.

CONFISCATION DU DÉBAT POLITIQUE PAR LA BRANCHE ARMÉE

Bien que la primauté du civil sur le militaire soit affirmée clairement lors du congrès de la Soummam en 1956, qui constitue l'acte fondateur d'une première réflexion sur le devenir de l'Algérie indépendante et la construction d'un État moderne, elle est rapidement mise à mal. L'assassinat d'Abane Ramdane⁶, liquidé fin 1957 au Maroc, marque définitivement la disqualification du civil au profit du militaire dans les prises de décisions. On assiste à l'installation du triumvirat des 3 B (Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal) tous militaires (colonels de l'Armée de libération nationale). Au sein du comité central exécutif, la branche militaire ne peut tolérer la remise en question par le politique du pouvoir que lui confèrent les armes. Dès lors, le mouvement de libération nationale se prive du courant démocratique révolutionnaire, ce qui empêche la formation et l'organisation des luttes sociopolitiques dans lesquelles toutes les franges de la société algérienne pourraient se reconnaître.

Comme l'a dit Frantz Fanon⁷ : « Les femmes et les peuples colonisés partagent l'expérience intime et collective de l'oppression, et ont en commun d'avoir été privés de leur humanité ». Bien que les femmes paient au prix cher l'avènement de l'indépendance de l'Algérie, elles se voient récompensées par la promulgation du code de la famille (dénoncé sous le nom de « code de l'infamie »), qui fera d'elles des mineurs à vie⁸. Les femmes algériennes qui, en se libérant de la domination coloniale, pensaient s'être libérées et émancipées, sont renvoyées aux fourneaux et aux tâches traditionnelles. Pourtant, la lutte de libération nationale les a amenées à braver la tradition. Elles sont sorties de leurs foyers, certaines pour la première fois de leur histoire, pour acheminer des armes, poser des bombes, porter des médicaments ou rejoindre le maquis. Nombre d'entre elles ont été condamnées à mort par la puissance coloniale.

LA QUESTION IDENTITAIRE

À l'avènement de l'indépendance algérienne en 1962, dans un de ses premiers discours à la nation, Ben Bella martèle aux oreilles de ceux qui veulent l'entendre et de ceux qui ne le peuvent pas : « Nous sommes arabes, nous sommes arabes, nous sommes arabes ». Tel un couperet, cette sentence est vécue comme un affront par une partie des Algériens qui, s'ils se reconnaissent algériens, ne peuvent se reconnaître arabes puisqu'ils ne le sont point. Les psychanalystes rattachent la crise identitaire à la période d'adolescence, et la société algérienne sera condamnée à vivre éternellement adolescente car la haine de soi n'engendre que destruction.

Le déni identitaire ne commence pas avec l'indépendance de l'Algérie, mais plonge ses racines dans le mouvement national, et ce dès les années 1930, alors que Messali Hadj affirme l'arabité du peuple algérien. Des voix opposantes se lèvent au sein de l'ÉNA, notamment celle d'Amar Imache qui, à partir de la non-prise en compte de la composante amazigh du peu-

ple algérien, dénonce les dérives autoritaires du parti qui se manifestent par le culte de la personnalité et les dysfonctionnements dans l'organisation démocratique du mouvement. Imache pense en particulier que les institutions de *arche-djemâa*⁹ peuvent donner un caractère social et démocratique au fonctionnement de la société algérienne¹⁰ et désire débattre de cette question à l'intérieur du parti. Ces dissensions vont s'amplifier et aboutiront à la « crise berbériste » de 1949 : les militants dits « berbéristes » sont exclus du PPA-MTLD dont le mode de fonctionnement est de tonalité nettement stalinienne. Le parti est conçu sur le mode militaire. Du « centralisme démocratique », il est déduit que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité du parti. Un texte diffusé en 1949, *L'Algérie libre vivra*, nous donne, dans ses principales dispositions, une idée des conceptions défendues par ce qu'il est devenu d'usage d'appeler les berbéristes :

« Le principe de la nation qui y est défendu repose sur la croyance en la liberté de l'individu, au progrès social rationnel vers le bien de chacun et de tous et sur la foi en une humanité surmontant les frontières raciales, religieuses et nationales. Dans leur recherche d'une définition de la nation, les rédacteurs du texte estiment, exemples à l'appui, que l'existence d'une langue commune n'empêche pas le développement de nations différentes, alors qu'une nation peut être constituée par des habitants parlant des langues différentes. Polémiquant indirectement avec les nationalistes arabes, les rédacteurs évoquent les partisans du pangermanisme qui proclament que « la nation allemande se trouve partout où se parle l'allemand » et réintroduisent, dans l'histoire de l'Algérie, la période antérieure à la conquête arabe, occultée par la thèse d'une Algérie arabo-islamique. Dans le domaine culturel, les auteurs appellent à l'extension de la langue arabe classique, mais revendiquent le développement des langues et des cultures populaires »¹¹.

LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION MENÉ PAR LES ALGÉRIEN-NE-S RÉPOND À UN BESOIN D'AFFRONTER L'EXPLOITATION SOUS TOUTES SES FORMES.

Ces rendez-vous manqués lors de la construction de mouvement national ne font que compliquer et brouiller les pistes pour la jeunesse actuelle en Algérie¹² puisque, à chaque fois que l'Algérie indépendante se retrouve confrontée à une crise de dimension sociale ou politique, ces questions non résolues et non digérées ressurgissent. La crise berbériste de 1949 fut reposée en 1980 au cours du printemps berbère et gérée d'une manière brutale par le FLN. La confiscation du pouvoir par les militaires est à l'origine de l'impossibilité de construire un État moderne qui respecte la citoyenneté. L'arrêt du processus électoral en 1992 n'est que la continuité de 1956¹³. La violence du FIS¹⁴ des années 1990 est une réponse à la violence d'État mais dérive aussi d'un message historique du même État qui insiste à définir l'Algérie comme un pays musulman. Les islamistes ne font que défendre ce qui leur a été chanté depuis l'indépendance. Toute remise en cause de l'islam comme religion d'État est vécue comme une ingérence qui mettrait à mal l'essence du peuple algérien. Seuls les soulèvements populaires et l'auto-organisation de toutes les franges de la société algérienne – mouvements de chômeurs, de travailleurs, de la jeunesse, des femmes – permettront de consacrer la libération totale du peuple algérien.

Samia Ammour

6. Responsable politique du FLN, il est reconnu comme l'architecte de la plate-forme de la Soummam du 20 août 1956.

7. Militant internationaliste d'origine martiniquaise, il combattra le colonialisme français au sein du FLN.

8. Les femmes demeurent sous la tutelle de la domination masculine.

9. Arche : confédération de tribus.

Djemâa : assemblée du village.

10. Mode d'organisation politique réexpérimenté en 2001, mais qui montrera cependant ses limites.

11. Mohammed Harbi, « La crise de 1949 ou l'entrée en scène du culturalisme berbère », revue NAQD n° 4, mars 1993.

12. 90% de la population est née après 1962.

13. L'année 1956 voit s'appliquer la mainmise du militaire sur le civil, qui ne sera jamais démentie jusqu'à aujourd'hui.

14. Front islamique du salut, parti salafiste, qui, de par son intégrisme, a ouvert la porte à une décennie de violences.



KABYLIE 2001 - ÉCHECS ET ESPOIRS

décoloniser
le monde

RETOUR SUR LE PRINTEMPS NOIR

LUI-MÊME ISSU D'UNE GUERRE DE LIBÉRATION,
LE POUVOIR ALGÉRIEN A RÉPRIMÉ AUTANT QU'IL
LE POUVAIT CELLES ET CEUX QU'IL SUPPOSAIT
AVOIR DES VELLÉTÉS D'INDÉPENDANCE.

POUR UN REGARD ÉTRANGER, l'éruption des émeutes populaires fin avril 2001 suite au décès de Massinissa Guermah à Ait Douala, blessé par une rafale tirée à l'intérieur même d'une gendarmerie, a pu surprendre. Elle surgit alors qu'une chape de plomb s'est abattue sur toute l'Algérie depuis la grève insurrectionnelle du Front islamique du salut de juin 1991, l'arrêt du processus électoral et l'instauration de l'état d'urgence empêchant toute expression populaire.

La révolte s'est inscrite très tôt dans des revendications sociales et politiques. « *Basta a la Hogra* » (« non à l'injustice »). « Vous ne pouvez pas nous tuer nous sommes déjà morts », scandaient, à Bejaïa, les jeunes révoltés pour exprimer l'absence totale de perspective pour la jeune génération¹. Tenus à l'écart de la gestion des affaires de la cité, les jeunes sont massivement victimes d'un chômage endémique, d'une crise du logement et d'une économie de marché qui profite à la junte militaire qui a confisqué formellement le pouvoir depuis 1962².

La tournure insurrectionnelle témoigne de la conscience politique des jeunes émeutiers qui identifient clairement le pouvoir comme responsable de leur misère et qui s'attaquent à la présence de l'État sous toutes ses formes (palais de justice, hôtels des impôts, gendarmeries). Le mouvement populaire s'attaque également aux sièges des partis politiques implan-

tés dans la région et issus de l'ouverture politique de 1988 (Rassemblement pour la culture et la démocratie, RCD, et Front des forces socialistes, FFS) qui n'ont pas été à la hauteur des aspirations de la jeunesse.

La réponse du régime algérien a été égale à sa tradition de pouvoir exclusif capable de la violence la plus sauvage pour se maintenir. La population de Kabylie a payé un lourd tribut au cours de ce « printemps noir » qui a fait cent vingt-six victimes et des milliers de blessés, pour certains mutilés à vie, parmi les révoltés. Les exactions envers la population ont atteint un niveau extrême : arrestations massives, tortures, violations de l'intimité, humiliations. La Kabylie, appauvrie comme le reste du pays par les restructurations imposées par le FMI, a été mise à genoux économiquement. Le pouvoir a rapidement sanctionné une région pour donner un signal fort à toute l'Algérie. À l'instar de l'adage « diviser pour mieux régner », le pouvoir s'est employé à « diviser pour mieux se pérenniser ». Il s'est obstiné à présenter la révolte populaire comme une aspiration de la Kabylie à se séparer du reste de l'Algérie en la taxant de régionaliste et de séparatiste. Une idée qui ne date pas de 2001 mais qui traduit une construction nationale qui n'a pas été capable d'intégrer la société algérienne dans toutes ses composantes. C'est le rendez-vous manqué de 1949³ et, plus récemment, celui du printemps berbère d'avril 1980 brutalement réprimé alors qu'il avait vu naître le dynamique Mouvement culturel berbère (MCB). Ce mouvement a réussi à faire exister les revendications berbères dans le champ politique, apportant ainsi sa pierre à la démocratisation du pays. Le MCB a été une école pour toute une génération qui y a trouvé un terrain d'expérimentation pour la prise de parole, la défense des idées à travers le débat démocratique, contrairement aux mouvements islamistes et à leur utilisation dogmatique des textes religieux.

Le « printemps noir » de 2001 a permis de mettre la question sociale au cœur des préoccupations, mais l'entêtement de l'État à jouer la carte de la division a conduit une frange des militant-e-s à se radicaliser dans un repli identitaire, d'où la naissance du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK). Mais la mémoire collective retiendra des événements de 2001 les formes d'organisation explorées pour réinventer le politique, discrédité par la période qui a suivi l'« ouverture démocratique » initiée en 1988. À son début, dans des wilayas comme celle de Bejaïa, le mouvement a su intégrer toutes les franges de la population en lutte au sein d'un comité populaire. Au contraire, à Tizi Ouzou, c'est la structure tribale des *aarchs*, qui préexistait à la colonisation et qui s'appuie sur les conseils de sages, qui a été réactivée. Ce mode d'organisation, qui exclut la participation des jeunes, des femmes et des travailleurs, a montré ses limites pour inaugurer un changement démocratique. Durement réprimé, le « printemps noir » a aiguisé les convictions de toute une génération dans son combat pour la justice sociale, la construction d'un État de droit où tout le monde a sa place, pour une Algérie plurielle. **Kahina Ait A.**



1. 68 % des Algérien-ne-s ont moins de trente ans.

2. Dans les faits, cette confiscation a eu lieu plus tôt durant la lutte de libération nationale.

3. Cf. l'article « Les rendez-vous manqués de la lutte de libération nationale en Algérie », p. 37.



OCCUPATION EN IRAK ET CRITIQUE DE L'ANTI-IMPERIALISME

L'OCCUPATION DE L'IRAK PAR LA COALITION MILITAIRE DIRIGÉE PAR LES ETATS-UNIS A ÉTÉ L'OCCASION DE VIFS DÉBATS SUR LA QUESTION DE L'ANTI-IMPÉRIALISME. L'EXISTENCE D'UN MOUVEMENT JOUANT UN RÔLE SIGNIFICATIF DANS LES LUTTES OUVRIÈRES ET FÉMINISTES DANS L'IRAK OCCUPÉ, SUR DES BASES POLITIQUES EN RUPTURE AVEC LES « LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE », A PERMIS DE SOULEVER LE DÉBAT SUR DES BASES CONCRÈTES.

CET ARTICLE VISE À METTRE EN ÉVIDENCE les principales étapes de la genèse de ce courant, depuis la révolution iranienne jusqu'aux manifestations actuelles en Irak. En effet, pour en comprendre l'origine, il faut se tourner d'abord vers la révolution iranienne de 1979 et son écrasement par la République islamique.

LA RÉVOLUTION IRANIENNE

Dès l'année 1978, le régime monarchique du Shah d'Iran est ébranlé par les manifestations et les grèves. Deux mouvements puissants, mais qui se rencontrent difficilement : la jeunesse étudiante, très influencée par l'extrême gauche, et le mouvement ouvrier, qui va bientôt s'organiser en conseils ouvriers, les *shura*. Reza shah Pahlavi, monarque absolu appuyé par une police politique omniprésente, la Savak, est soutenu par les Etats-Unis. L'Iran fait alors partie des dictatures réactionnaires qui constituent autant de pièces dans l'échiquier de l'impérialisme américain en lutte avec l'Union soviétique.

La rhétorique anti-impérialiste influence donc fortement la jeunesse. Il existe, au sein de la gauche, un courant antiocci-

dental, qui s'oppose à ce qu'elle assimile aux valeurs américaines, y compris sa contre-culture. Jean, minijupes et rock'n'roll fleurissent sur les campus, mais suscitent la méfiance de cette gauche anti-impérialiste. Le souvenir du coup d'État de 1953, qui avait mis fin à l'expérience nationaliste de gauche du Dr Mossadegh, marque les mémoires, de même que le soutien très limité du Tudeh, parti prosoviétique, à ce gouvernement. Cette défiance attire la sympathie des étudiants pour les mouvements prochinois, dont les *fedayin*, et l'islamogauchisme (au sens strict) des moudjahidines, qui pratiquent la guérilla urbaine depuis des années.

L'islamisme dispose d'une certaine assise dans les milieux religieux, mais il est presque invisible aux yeux des militant-e-s d'extrême gauche. Lorsque la monarchie vacille, sur fond de grève du pétrole et d'agitation ouvrière, les régimes occidentaux vont miser sur ce courant profondément anticommuniste, comme ils le font alors en Afghanistan en armant les islamistes contre l'Union soviétique. L'Allemagne et la France vont aider un leader religieux en exil, Ruhollah Khomeyni, à devenir une figure de premier plan. Accueilli en France, sou-

■■■ tenu par des intellectuels de gauche prestigieux malgré ses thèses réactionnaires et son obsession répressive en matière sexuelle, il prépare son retour triomphal en Iran.

Avec une certaine intelligence tactique, Khomeyni s'empare de la thématique anti-impérialiste, relayée par de jeunes islamistes radicaux comme Moussavi. Son discours se radicalise contre les Etats-Unis. L'extrême gauche étudiante l'identifie alors comme représentant de la « bourgeoisie nationale progressiste », « objectivement anti-impérialiste ». Dès lors, la majorité des organisations va soutenir la montée au pouvoir des islamistes, sous un vernis marxisant. Ils vont aussi en accepter les conséquences, notamment l'imposition du port du voile pour les femmes et la mise en place d'institutions religieuses à la place des institutions civiles. Puis le régime va écraser systématiquement ses alliés de gauche. En 1982, le Premier ministre Moussavi – qui se présente aujourd'hui comme l'alternative au régime d'Ahmadinejad – fait massacrer des milliers de prisonniers communistes.

LE SOULÈVEMENT DE 1991 EST UNE EXPÉRIENCE COURTE, MAIS RÉUSSIE, DE MISE EN PLACE DE CONSEILS OUVRIERS QUI DIRIGENT LA PRODUCTION ET LA SOCIÉTÉ.

C'est dans ce contexte que naît la critique de l'anti-impérialisme dans la gauche iranienne : il ne s'agit pas d'une critique purement théorique, mais de l'opposition résolue à un régime qui s'en réclame. Au départ, elle émane d'un groupuscule, l'Union des combattants communistes, qui mène une vigoureuse campagne théorique pour dénoncer le « mythe de la bourgeoisie nationale progressiste » et s'ancrer dans le mouvement ouvrier. Son audience va croissant, ce qui amène des débats au sein de l'extrême gauche, car nombre de militant-e-s sont déboussolé-e-s par l'orientation pro-islamiste. En 1980, la révolution est très active au Kurdistan, mais la population hostile aux islamistes. Le régime va envoyer l'armée occuper les villes, provoquant un soulèvement massif. Une organisation d'origine marxiste-léniniste, Komala, va alors s'imposer comme l'un des piliers de la résistance, d'abord en menant la résistance dans les villes, puis plusieurs années de guérilla dans les campagnes. Contrairement aux nationalistes du Parti démocrate du Kurdistan, elle refuse tout compromis avec le régime.

D'abord influencée par le maoïsme à la sauce albanaise, Komala se trouve en décalage avec l'extrême gauche pro-Khomeyni, puisqu'elle affronte ce dernier sur le terrain militaire – déployant plusieurs milliers de combattants. C'est ce qui l'amène à entrer en contact avec l'Union des combattants communistes, dont elle se rapproche très rapidement. Les deux organisations fusionnent sous le nom de Parti communiste d'Iran, un parti qui dénonce aussi bien l'URSS que la Chine comme des États capitalistes et cherche à articuler guérilla et organisation de cellules clandestines dans les usines d'Iran, avec un certain succès. Komala reste la branche armée du parti au Kurdistan.

LE SOULÈVEMENT DE 1991 EN IRAK

La guérilla menée par Komala contre la République islamique en Iran n'est pas sans attirer l'attention de l'extrême gauche irakienne. La vaste zone libérée détenue par les *peshmergas* (guérilleros) de Komala et son puissant émetteur radio, qui diffuse en kurde et en persan, lui donnent une certaine influence. De plus, dans le cadre de la guerre Iran-Irak, le régime de Saddam Hussein accorde aux guérillas iraniennes le droit d'installer des bases arrière en Irak à condition de n'avoir aucun contact avec l'opposition irakienne. Komala

bénéficie de ces facilités, mais la découverte par la police politique irakienne de brochures traduites en arabe va entraîner une répression terrible : alors qu'un congrès doit se tenir, l'armée irakienne emploie les gaz de combat contre le camp de Komala, faisant un massacre parmi les *peshmergas*.

Malgré cela, des groupes communistes radicaux, liés à Komala et au Parti communiste d'Iran, se créent clandestinement au Kurdistan et à Bagdad. En 1991, alors que se déclenche la première guerre du Golfe, ils vont prendre l'initiative du soulèvement contre le régime de Saddam Hussein. Dans le sud, le soulèvement est rapidement pris en main par les islamistes, tandis que, dans le nord, au Kurdistan, les conseils ouvriers fleurissent dans les usines et dans les quartiers. Pendant près d'un mois, ils vont contrôler la situation, au grand dam des nationalistes kurdes et, surtout, au grand étonnement des Etats-Unis.

Alors qu'ils avaient appelé la population irakienne à se soulever contre la dictature de Saddam Hussein et juré au monde entier qu'ils allaient renverser ce « nouvel Hitler », les Américains stoppent les combats. Ils laissent ouvertement l'armée de Saddam Hussein se réorganiser pour écraser le soulèvement. Elle y parvient assez rapidement dans le sud, mais se heurte à la résistance kurde. Les nationalistes reprennent l'initiative. D'un côté, ils appellent la population des villes à s'enfuir, provoquant un exode de centaines de milliers de personnes vers la frontière iranienne, sous une pluie battante, causant de nombreuses victimes. De l'autre, ils mobilisent leurs *peshmergas* face à la progression des troupes irakiennes. Le soulèvement laisse place au chaos, même si les conseils ouvriers vont perdurer quelque temps. L'ONU impose finalement une zone de non-survol aérien, qui va figer la situation pendant douze ans : le Kurdistan restera autonome, quasi-État sous direction nationaliste, sans jamais accéder à l'indépendance. Le soulèvement de 1991 est à bien des égards symboliques... C'est la première insurrection communiste après la chute de l'URSS, menée par des militant-e-s qui critiquent ouvertement le capitalisme d'État soviétique et chinois. Cette insurrection s'oppose à un régime « anti-impérialiste », au beau milieu d'une guerre menée par l'impérialisme étasunien, sans se référer à un autre cadre que celui de la lutte de classe. C'est une expérience courte, mais réussie, de mise en place de conseils ouvriers qui dirigent la production et la société.

L'OCCUPATION DE L'IRAK

Pendant les années 1990, les nationalistes kurdes vont mener une dure répression contre les communistes, réduisant progressivement leur influence dans la classe ouvrière. Pourtant, des expériences sont tentées, qui auront un impact sur la suite : la création d'un syndicat de chômeurs, celle de l'organisation indépendante des femmes, et naturellement, la fusion de plusieurs groupes d'extrême gauche sous le nom de Parti communiste ouvrier d'Irak, organisation sœur du Parti communiste ouvrier d'Iran issu de Komala en 1991. En 2003, alors que les Etats-Unis reprennent la guerre contre le régime de Saddam Hussein, ces organisations vont servir de modèle. Dès les premiers mois de l'occupation, Qasim Hadi, un militant communiste ouvrier clandestin, anime un syndicat de chômeurs qui regroupe des dizaines de milliers d'adhérents et combat pour obtenir la création d'une indemnité chômage, face aux troupes américaines qui mènent la répression. Sur cette base, Falah Alwan, un autre militant ouvrier clandestin, constitue la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, qui joue un rôle significatif dans l'organisation des grèves. Yanar Mohammed crée l'Organisation pour la liberté

A LIRE



Résistances irakiennes
Contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme

Nicolas Dessaux
L'Échappée
2006

des femmes en Irak, héritière directe de l'Organisation indépendante des femmes, et devient une figure mondialement connue de la lutte pour les droits des femmes. Samir Adil, revenu clandestinement en Irak dès 2002 après avoir été libéré de prison par une campagne internationale, prend la direction du Congrès des libertés en Irak, cherchant à coaliser les syndicats et les organisations de la société civile autour d'un projet de libération de l'Irak sur une base laïque.

Ces organisations doivent faire face à un problème complexe, celui de l'attitude vis-à-vis de l'occupation. Leur héritage communiste ouvrier leur permet de l'aborder sans *a priori* « anti-impérialistes » au sens classique. Les USA leur proposent, comme à toute l'opposition irakienne, de prendre part à la conférence de Londres en 2003, où les postes pour le futur

tions de masse la sympathie qu'elles leur avaient refusée en 2003, sans faire de véritable critique de leur attitude passée. L'Irak montre ainsi une situation en apparence paradoxale, qui témoigne de l'obsolescence du concept de « libération nationale » : les nationalistes kurdes ont obtenu la présidence du pays, et se montrent hostiles à toute idée d'indépendance pour le Kurdistan ; les nationalistes de gauche, comme le Parti communiste d'Irak, sont les meilleurs alliés des USA ; les nationalistes arabes, de type baasistes, ont fini par rallier les mêmes USA pour lutter contre l'internationalisme islamiste d'Al-Qaïda. Les luttes sont directement sociales, et les revendications ou les formes classiques du nationalisme de gauche n'y jouent plus le rôle central qu'elles avaient autrefois. Cela ouvre des horizons nouveaux pour les courants qui se



pouvoir sous occupation vont être partagés : ils refusent d'y prendre part. Mais ils refusent également de prendre part à la résistance armée contre l'occupation : refus de s'allier aux islamistes, refus de pratiquer une guérilla urbaine qui fait plus de victimes civiles que militaires, priorité à l'action ouvrière et à l'organisation dans les quartiers. Ils vont donc mettre en avant leur propre alternative : la résistance civile à l'occupation et à ses conséquences, sur une base ouvrière et féministe ; les exactions des islamistes, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition militaire, sont considérées comme faisant partie des conséquences de l'occupation américaine.

Cela va causer un débat dans l'extrême gauche internationale, où l'anti-impérialisme acritique domine : on leur reproche de refuser l'alliance avec les islamistes. Certains s'éprennent des milices chiïtes de Moqtada al-Sadr, qui alternent offensives anti-américaines et participation au gouvernement d'occupation, tout en massacrant les femmes qui s'opposent à leur dictature religieuse. D'autres jettent leur dévolu sur les organisations islamo-nationalistes, dont le programme patriarcal diffère peu de celui de leurs rivaux chiïtes, et qui causent des milliers de victimes civiles innocentes par leurs attentats. Leurs espoirs s'envoleront quand ces organisations finiront par rallier les USA dans leur lutte contre Al-Qaïda, leur principale concurrente. Les massacres interreligieux vont achever de leur ôter tout crédit. Timidement, certains courants d'extrême gauche finiront par accorder aux organisations liées au Parti communiste ouvrier ou à ses organisa-

fontent sur la lutte de classe sans référence au nationalisme. Cette position, assumée par les communistes ouvriers, est en rupture avec l'anti-impérialisme classique. Elle est fondée sur une analyse différente. Là où la gauche traditionnelle identifiait lutte de libération nationale et lutte pour le socialisme, ils considèrent que nationalisme et communisme sont fondamentalement inconciliables, qu'ils représentent les intérêts de classes différentes et opposées. Deux conceptions s'articulent : d'une part, l'unité de la classe ouvrière, contre les divisions ethniques ou religieuses – ce qui a amené le Congrès des libertés en Irak à intégrer des syndicats religieux hostiles aux divisions entre les travailleurs ; d'autre part, l'universalisme, qui refuse toute forme de division de l'humanité, la lutte de classe menant à l'abolition de toutes les classes et à la libération du genre humain.

Dans le contexte irakien, ce refus n'est pas simplement intellectuel, il est à la fois opératoire par rapport à la situation, et dispose d'une base réelle dans la société. C'est ce qui lui permet de jouer aujourd'hui un rôle significatif dans les émeutes et les manifestations contre la corruption et la vie chère, qui se déroulent aujourd'hui en Irak et, de manière plus vive encore, au Kurdistan, dans le sillage de la vague de soulèvements au Proche et Moyen-Orient. C'est contre la corruption du gouvernement nationaliste du Parti démocratique du Kurdistan que les manifestations sont les plus importantes, rassemblant des milliers de personnes chaque jour depuis cinq semaines. **Nicolas Dessaux**

offensive

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS ajouter 10% au prix total, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à : OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille



OFFENSIVE N°12
dec. 06 | 44 p. | 3 euros
INTÉGRATION, ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL



OFFENSIVE N°19
sept. 08 | 52 p. | 5 euros
FOUTEZ-NOUS LA PAIX



OFFENSIVE N°21
fév. 09 | 52 p. | 5 euros
L'INDUSTRIE DE LA PUNITION



OFFENSIVE N°23
sept. 09 | 52 p. | 5 euros
CONSTRUIRE L'ANARCHIE



OFFENSIVE N°24
déc. 09 | 52 p. | 5 euros
NATURE ET ANIMALITÉ



OFFENSIVE N°25
mars 10 | 52 p. | 5 euros
TRAVAIL: QUEL SENS?



OFFENSIVE N°26
mai 10 | 52 p. | 4 euros
EN FINIR AVEC LA FRANÇAFARIQUE



OFFENSIVE N°27
sept. 10 | 52 p. | 4 euros
PRÉCARITÉ POURQUOI ?



OFFENSIVE N°28
déc. 10 | 52 p. | 4 euros
AVANT LA RÉVOLUTION



OFFENSIVE N°29
mars 11 | 52 p. | 4 euros
SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER

ÉPUIÉS

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC

N°6 HOMO PUBLICITUS

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS!

N°9 CULTURE DE CLASSE

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE

N°16 PUTAIN DE SEXISME

N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME

N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE

ALTERNATIF **courant alternatif**

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS

Écrire à l'OCL Reims Egrégore BP 1213, 51058 REIMS Cedex, chèques à l'ordre de « La Galère »

ÉPUIÉS

CA hors-série 11 y a 60 ans, Espagne 36, guerre ou révolution?

CA hors-série 12 y a 30 ans: mai 68

CA hors-série 4 Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire

CA hors-série 5 Libération sexuelle et émancipation sociale

CA hors-série 6 Unité des libertaires? Mythes et réalités du mouvement anarchiste!

CA hors-série 8 Palestine solidarité!

CA hors-série 9 Larnaque citoyenne



CA hors-série 1
1999 | 36 p. | 3,80 euros
Au-delà des frontières: résistons à la forteresse Europe



CA hors-série 2
1999 | 36 p. | 3,80 euros
Le mythe de la gauche: un siècle d'illusions social-démocrates



CA hors-série 3
2000 | 36 p. | 3,80 euros
Contrôle social: tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes



CA hors-série 7
2002 | 32 p. | 3,80 euros
L'agriculture un enjeu majeur de notre siècle



CA hors-série 10
2005 | 44 p. | 4,50 euros
La sécurité de qui? Celle du capital!



CA hors-série 11
mars 2006 | 40 p. | 4 euros
Novembre-Décembre 1995: retour sur un mouvement social



CA hors-série 12
février 2007 | 52 p. | 5 euros
Révolutionnaire aujourd'hui (avec Offensive)



CA hors-série 13
mai 2008 | 52 p. | 5 euros
Mai encore! spécial 68 (avec Offensive)



CA hors-série 14
décembre 2008 | 32 p. | 4 euros
14-18: Le creuset des totalitarismes



CA hors-série 15
février 2010 | 52 p. | 4,5 euros
L'environnement c'est Kapital! Spécial écologie



CA hors-série 16
février 2011 | 40 p. | 4 euros
L'école: entre domination et émancipation